

# LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**GASTRONOMIE**  
BENJAMIN BAZOGE,  
LE CHOCOLATIER STAR VENU  
DE L'AVEYRON PAGE 28

**IDÉES**  
LA CONQUÊTE DE L'ESPACE,  
LUXE INUTILE OU AVENTURE  
EXTRAORDINAIRE? PAGE 15



**RN**  
Jordan Bardella et la  
conquête presque  
achevée d'un  
nouvel électorat  
PAGES 6 ET 7

**ÉTATS-UNIS**  
Trump limoge  
sa ministre  
de la Justice PAGE 8

**PROCHE-ORIENT**  
Damas combat  
les trafics  
du Hezbollah PAGE 9

**VIOLENCES**  
Périscolaire à Paris :  
les parents mitigés  
après les annonces  
d'Emmanuel  
Grégoire PAGE 11

**BUDGET**  
En pleine flambée  
des prix,  
les niches fiscales  
« carburants »  
dans le viseur PAGE 21

**CHAMPS  
LIBRES**  
• La chronique de  
Mathieu Bock-Côté  
• La tribune de Jean-  
Michel Blanquer  
et Benjamin Morel

• Un grand  
entretien  
avec le  
cardinal  
Robert  
Sarah  
PAGES  
16 À 17

FIGARO OUI  
FIGARO NON

**Réponses à la question  
de vendredi :**  
Êtes-vous choqué  
par le retour du député  
Insoumis et fondateur  
de la Jeune Garde  
Raphaël Arnault  
à l'Assemblée nationale ?

**OUI 95%** **NON 5%**  
VOTANTS : 159 846

« Développer et mieux  
faire connaître l'islam » :  
êtes-vous choqué  
par les propos du  
ministre de l'Intérieur,  
Laurent Nuñez ?

**Téléchargez  
l'appli  
du Figaro  
pour voter**

MANOU MILLON ; FEDERICO J. GARCIA ;  
LA CHOCOLATERIE DU NOUVEAU  
MONDE - DESSIN FABIEN CLAIREFOND -  
CRAIG BAILEY/USA TODAY NETWORK  
VIA REUTERS

## Léon XIV, un pape américain face au chaos du monde

Pour sa première Pâque sur le siège de Pierre, alors que la guerre d'Iran embrase le Moyen-Orient, le chef de l'Église catholique martèle avec force ses messages de paix et appelle à la trêve.

Un an après la mort de son prédécesseur, Léon XIV s'apprête à célébrer Pâques pour la première fois. L'occasion pour le pape américain, lors de la bénédiction urbi et orbi dimanche place Saint-Pierre, de renouveler son appel à la paix dans le monde. Son message s'adressera particulièrement aux belligérants engagés dans les conflits au Moyen-Orient, où son pays, les États-Unis, poursuit ses frappes contre l'Iran. Cinq jours après un incident majeur survenu à Jérusalem, où le patriarche latin, le cardinal Pierbattista Pizzaballa, s'est vu interdire l'accès au Saint-Sépulcre par la police israélienne, le chef de l'Église catholique s'est entretenu avec le président de l'État hébreu, Isaac Herzog, comme il l'avait fait avec Donald Trump mardi. Il a appelé au « dialogue diplomatique pour mettre fin au grave conflit en cours en vue d'une paix juste et durable ». PAGES 2 À 5

→ FACE AU RISQUE D'ATTENTATS, DES FÊTES SOUS SÉCURITÉ RENFORCÉE → À JÉRUSALEM, LE GRAND DÉSARROI DES CHRÉTIENS, INTERDITS DE MESSE AU SAINT-SÉPULCRE → PÈRE GABRIEL ROMANELLI, CURÉ DE GAZA : « NOUS DEVONS ÊTRE CONVAINCUS QU'IL Y A UN AVENIR POUR CEUX QUI SURVIVENT ICI » PAGES 2 À 5



FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

### Hausse des taux, inflation : alerte sur le marché de l'immobilier

Avec la guerre au Moyen-Orient, le coût des emprunts a brutalement augmenté et a commencé à gripper le marché. En mars, les professionnels ont constaté une baisse du nombre de transactions et un tassement des prix. PAGE 20

### Dans la tourmente, Rima Hassan se pose en victime

Au lendemain de sa garde à vue pour des accusations d'« apologie du terrorisme » au cours de laquelle, selon le parquet, de la drogue a été retrouvée dans ses effets personnels, l'eurodéputée LFI a dénoncé lors d'une conférence de presse un « harcèlement judiciaire » lié à ses engagements politiques. Son avocat juge pour sa part cette procédure « parfaitement illégale » au regard de l'immunité parlementaire dont devrait, selon lui, bénéficier l'élue Insoumise. PAGE 7 ET L'ÉDITORIAL

### ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

### LFI et la drogue du mensonge

Les derniers doutes se dissipent : La France insoumise a pris, résolument, le parti du mensonge. Raphaël Arnault n'est pas le fondateur d'une milice soupçonnée d'avoir tué à coups de pied dans le visage Quentin Deranque, c'est une victime, un homme de « courage », un député dont il faut célébrer le retour à l'Assemblée.

Rima Hassan se rend au commissariat avec de la drogue dans son sac : ce n'est pas de la drogue, la police a ouvert son sac. Selon le député Paul Vannier, il s'agit d'« informations transmises contre rémunération par des magistrats et des policiers d'extrême droite ».

Les nouveaux maires LFI et leurs conseils municipaux affichent une arrogance de sans-culottes, pratiquent l'insulte, l'intimidation, la discrimination : la sortie indéfendable d'un obscur psychologue offre à la meute l'occasion de transformer tous ses maires en victimes.

Jean-Luc Mélenchon enchaîne les provocations antisémites, mais il n'est pas antisémite. Mathilde Panot discrédite par avance le résultat des élections, mais elle n'est pas antidémocrate.

Surréalisme hallucinogène où la France insoumise voit des nazis et des fascistes dans tout ce qui n'est pas elle. L'État (colonial), la police (homicide), les médias, le Mossad, Vincent Bolloré, la bête du Gévaudan, l'œil de Sauron, tout le monde conspire contre la seule force politique irréprochable, celle de la « nouvelle France ».

À côté de ces divagations, Trump donnerait presque l'impression de se soucier qu'il y ait une adéquation entre les mots et les choses. Le malheur, c'est que ce mensonge se diffuse très au-delà du mouvement de Jean-Luc Mélenchon.

Par le triple effet de l'intimidation, de l'éloquence et d'une connivence idéologique, sa rhétorique s'étend parfois jusqu'au gouvernement. On croyait la sollicitude pour les signes extérieurs de l'islam politique réservée aux Insoumis, on la retrouve dans la bouche du ministre de l'Intérieur, qui, dans un discours récent, n'était pas inquiet du voilement des fillettes et a dit son souhait de « développer » la religion musulmane. Preuve que, malgré toutes ses outrances, Jean-Luc Mélenchon ne renonce pas à fixer les lignes. Il est la forme fracassante d'une doxa que la gauche médiatique et politique - le progressisme radical-chic - peine à désapprouver. ■

**TISSOT**  
MONTRES SUISSES DEPUIS 1853

VOIR LE FILM

TISSOT GENTLEMAN AUTOMATIQUE 38MM

# La douloureuse Pâque américaine de Léon XIV

Jean-Marie Guénois

Directement confronté à son pays sur la question de la guerre, le pape, qui s'est entretenu avec Donald Trump, martèle ses messages de paix et appelle avec force à la trêve pascale.

**A**u soir de ce vendredi saint, Léon XIV devait lui-même porter une croix de bois tout au long des quatorze stations du chemin de croix. Les papes, à l'exception de Jean-Paul II, ne le font pas, sinon pour la symbolique lors de la première ou dernière étape. Si Léon XIV a choisi de la porter jusqu'au bout de ce rituel séculaire, c'est pour adresser un message fort de paix au monde enflammé par la guerre : « Ce sera un signe important, a-t-il confié mardi soir, en raison de ce que représente le pape : un leader spirituel et une voix pour dire que le Christ souffre toujours. Et que je porte, moi aussi, toutes ces souffrances dans mes prières. Ce message s'adressera aussi à toutes les personnes de bonne volonté, à toutes celles qui ont la foi pour que nous cherchions à être porteurs de paix. »

Ces images du pape américain commémorant la Passion du Christ dans l'extraordinaire cadre du Colisée de Rome, retransmises en mondiovision (en France sur KTO), seront-elles toutefois capables d'atteindre les cœurs lancés dans la guerre. Dont le compatriote de Léon XIV, le président des États-Unis, Donald Trump ? Léon XIV veut y croire. « J'ai parlé avec le président Trump, a-t-il révélé mardi soir. Il a dit récemment qu'il voudrait mettre fin à la guerre et qu'il est en train de chercher une voie pour réduire la violence. Or la fête de Pâques devrait être le temps le plus saint et sacré de toute l'année. C'est un temps de paix. »

Le pape pense non seulement possible « une trêve pour Pâques » mais bien davantage : « Il y a des signes qui laissent entrevoir que la guerre pourrait s'arrêter avant Pâques, espérons ! » En tout état de cause, dimanche, Léon XIV est attendu pour son grand message de paix pour le monde lors de la bénédiction *Urbi et Orbi*.

**« Ayez pitié !  
Déposez les armes,  
souvenez-vous  
que vous êtes frères ! »**

Léon XIV

Comme tous ses prédécesseurs, le pape dénonce les guerres avec force. Il appelle au cessez-le-feu, réclame des négociations, veut ardemment la paix. Lors de la messe des Rameaux, dimanche dernier, n'implorait-il pas une nouvelle fois, place Saint-Pierre : « Voici notre Dieu : Jésus, Roi de la paix. Un Dieu qui refuse la guerre, que personne ne peut invoquer pour justifier la guerre, qui n'écoute pas la prière de ceux qui font la guerre. » Et de supplier : « Ayez pitié ! Déposez les armes, souvenez-vous que vous êtes frères ! » Cette résistance de la conscience, au nom du Christ, ne plaît pas forcément aux belligérants. Ce dimanche-là, la police israélienne n'interdisait-elle pas au Patriarche latin de Jérusalem d'entrer dans la basilique du Saint-Sépulcre pour cette grande fête du christianisme ? Ce représentant du pape en Terre sainte, le cardinal Pierbattista Pizzaballa, est un franciscain italien mondialement connu : il était dans la liste des « papabile » pour succéder à François.

Face à cet incident, même la Maison-Blanche a exprimé sa « préoccupation ». Tout comme l'Union européenne et la France, sans parler évidemment du Vatican, fortement ému. Lors d'une conférence de presse, le 1<sup>er</sup> avril à Jérusalem, le cardinal Pizzaballa s'est indigné : « Depuis sept siècles, une communauté stable de frères franciscains vit et célèbre sans interruption au sein du Saint-Sépulcre, en toutes circonstances et situations, même pendant les périodes les plus difficiles de l'histoire, y compris en temps de guerre. » Les Franciscains « n'ont pas besoin de l'autorisation de la police pour accéder à la basilique, c'est un droit établi de longue date ».

Vendredi matin Léon XIV s'est entretenu avec le président israélien, Isaac Herzog. Le communiqué du Saint-Siège relatant la conversation a insisté sur la « nécessité de rouvrir tous les canaux possibles de dialogue diplo-

matique pour mettre fin au grave conflit en cours, en vue d'une paix juste et durable pour tout le Moyen-Orient », tout en protégeant « les populations civiles » et en respectant « le droit international et humanitaire ». Dans la minute, un communiqué de la présidence israélienne a relaté ce même échange téléphonique en justifiant les actes militaires menés en Iran et dans le Sud-Liban.

Difficile donc pour un pape catholique, et désarmé, de se faire entendre. A-t-il plus de chance, comme citoyen américain, prophète en son pays, d'être écouté aux États-Unis ? Concrètement, il s'appuie sur les évêques américains pour faire passer ses messages. Des prélats qui ne cessent

d'ailleurs d'expliquer que la guerre en Iran ne répond pas « aux critères d'une guerre juste ».

Blandine Chélini-Pont est l'une des spécialistes françaises du catholicisme américain et auteur de *L'Américanisation de l'Église catholique* (Éditions Septentrion). Cette professeur d'histoire contemporaine et des relations internationales à l'université d'Aix-Marseille explique que « la guerre en Iran agit comme un révélateur de la fracture entre les catholiques conservateurs et la gauche catholique car elle force chaque camp à clarifier sa position sur un enjeu où la doctrine de l'Église est sans ambiguïté : la condamnation de la guerre injustifiée ». Ainsi, dit-il, « les fi-

dèles qui soutiennent Trump se trouvent face à un conflit de loyauté sans précédent ». Celle qui avait vu la montée du cardinal Robert Prevost considère que l'arrivée d'un pape américain, directement confronté à son pays sur la question de la guerre, pourrait « marquer un tournant pour l'Église qui cesserait d'être un simple bloc électoral pour redevenir une force morale et prophétique ». À terme, « cette crise peut durablement renforcer l'influence morale de l'Église aux États-Unis, en donnant aux catholiques un rôle positif de conscience critique de la société américaine. Elle permettrait aux catholiques de réaffirmer leur spécificité : ni alignés sur un parti, ni indifférents aux enjeux du monde ».

Blandine Chélini-Pont voit poindre en particulier « une voie médiane déjà esquissée par des penseurs, comme le cardinal Joseph Bernardin, dans les années 1980, avec sa théorie de la "consistance éthique" ». Il se trouve que le cardinal Bernardin, archevêque de Chicago jusqu'en 1982, fut un modèle d'évêque pour le jeune Robert Prevost, né dans cette ville, ordonné en 1982, et aujourd'hui pape de l'Église catholique. ■

**Le pape Léon XIV, en la basilique Saint-Pierre, au Vatican, vendredi.**

GUGLIELMO MANGIAPANE / REUTERS



## Face au risque d'attentats, des fêtes sous sécurité renforcée

Christophe Cornevin

**A**lors que le spectre des attentats islamistes revient de manière brutale avec la guerre au Proche-Orient, les forces de l'ordre sonnent le branle-bas de combat pour placer les célébrations de Pâques sous une protection maximale. Dans un télégramme à destination de tous les patrons de la police et de la gendarmerie en date du 21 mars dernier, que *Le Figaro* s'est procuré, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez prévient d'emblée : « Le niveau élevé de la menace terroriste qui continue de peser sur notre pays, ainsi que le regain très net de tensions au plan international depuis le 28 février dernier, exige le maintien d'une extrême vigilance, notamment vis-à-vis des manifestations et des lieux à caractère religieux. » À l'approche des fêtes de Pâques pour les cultes juif et chrétien « qui se déroulent concomitamment », l'hôte de la place Beauvau demande à ses troupes de « porter tout particulièrement l'attention sur les offices et rassemblements qui concentrent des publics nombreux en certains lieux et à certaines heures, et constituent, par conséquent, des lieux de vigilance renforcée ». « Les moyens de sécurisation doivent être renforcés », ordonne le premier flic de France alors que « les synagogues, les églises et les temples accueilleront un public nom-

breux pendant les offices, mais également tout au long de ces périodes » et que « certaines fêtes sont notamment susceptibles d'occasionner des processions sur la voie publique ».

D'ores et déjà, les forces de l'ordre ont pris attache avec les responsables des cultes et les élus locaux. Objectif ? « Évaluer la situation » au niveau des villes et des villages et « dispenser aux organisateurs les conseils de vigilance et de sécurité préventive adaptés aux circonstances et à la fréquentation attendue ». Le télégramme ministériel demande notamment d'insister sur « la limitation du nombre d'accès aux lieux de culte, en veillant toutefois à ne pas entraver une évacuation rapide des fidèles dans le cadre de la prévention des incendies ou des risques de panique ». Face au risque d'attentats, qui pourrait prendre la forme d'une attaque au couteau commise en pleine messe par un islamiste, Laurent Nuñez demande à veiller au « contrôle visuel des flux entrants aux fins de détection d'individus suspects ». L'hypothèse d'une explosion au véhicule piégé n'étant pas non plus écartée lors de ce week-end sous haute tension, les services de sécurité ont pour consigne de porter une « attention particulière aux voitures en stationnement à proximité des lieux de rassemblement ou de culte ». Depuis une semaine, les maires ont été conviés à « prendre des mesures temporaires d'interdiction de circuler et de stationner ».

« Ces fêtes se déroulent dans un contexte où le nombre d'actes antisémites ou antichrétiens se maintient à un niveau élevé », alerte le ministre de l'Intérieur, qui rappelle que « 843 actes antichrétiens ont été recensés en 2025, soit une augmentation de 9 % par rapport à 2024 ». « Bien que les atteintes aux biens représentent la majorité de ces actes, les atteintes aux personnes ont augmenté très significativement de 70 % sur l'année écoulée », souligne la

**« Ces fêtes se déroulent dans un contexte où le nombre d'actes antisémites ou antichrétiens se maintient à un niveau élevé »**

Laurent Nuñez  
Ministre de l'Intérieur

note aux préfets qui indique par ailleurs que « les actes antisémites se sont maintenus en 2025 à un niveau historiquement élevé : 1 320 actes antisémites ont été recensés par le renseignement territorial ». Ces derniers, rappelle le document, « n'ont jamais été aussi élevés que les trois dernières années dans un contexte de très forte hausse à la suite du 7 octobre 2023 » et « représentent 53 % de l'ensemble des faits antireligieux et sont majoritairement constitués d'atteintes aux person-

nes (67 % des faits antisémites) ». Alors que les forces de l'ordre vont adapter partout dans le pays leur « dispositif de surveillance, en fonction des niveaux de risque évalués par les services de renseignements territoriaux », les patrouilles s'apprentent dès ce vendredi à redoubler leur présence, en coordination avec les militaires de la force Sentinelle, sur « les lieux et édifices les plus sensibles ou emblématiques ».

En caractères gras, la note convie les effectifs à une « présence visible en particulier aux heures d'arrivée et de départ des fidèles » ainsi qu'à des « patrouilles pendant les rassemblements et offices ». Enfin, alors que les maires sont incités à mobiliser leurs polices municipales ainsi que leurs dispositifs de vidéoprotection, les chefs d'unités se sont rapprochés des procureurs de la République afin d'assurer la bonne coordination des mesures de contrôles (identité, bagage, véhicule...). Dans un autre télégramme adressé aux patrons des forces de l'ordre le 29 mars dernier, au lendemain de l'action à caractère terroriste qui a visé la Bank of America en plein Paris, Laurent Nuñez avait concédé que le « contexte inhérent aux opérations israélo-américaines en Iran » et « l'état de la menace » imposent le « plus haut niveau d'attention ». Alors que la France s'apprent à célébrer Pâques, c'est-à-dire la victoire de la vie sur la mort, tous les voyants virent à l'écarlate. ■



## UN HÉRITAGE EN ORBITE

Une nouvelle ère d'exploration commence. Alors que l'humanité vise à nouveau la Lune, OMEGA s'inscrit dans la continuité de son héritage spatial. En 1969, la Speedmaster Moonwatch accompagnait les premiers pas sur la Lune. Depuis, elle a été portée par les astronautes lors de chaque alunissage de l'histoire. Aujourd'hui, l'aventure se poursuit avec la même curiosité et le même esprit pionnier, alors que se prépare le prochain voyage dans l'espace. Nous avançons avec confiance vers l'avenir, portés par les découvertes à venir.

**Ω**  
**OMEGA**

# À Jérusalem, le grand désarroi des chrétiens, interdits de messe au Saint-Sépulcre

Alice Moreno Envoyée spéciale à Jérusalem

Les fidèles dénoncent des mesures de sécurité drastiques, imposées en raison de la guerre, qui brisent le statu quo en les empêchant de célébrer Pâques au cœur de la Ville sainte.

Devant la Nouvelle Porte, à l'entrée du quartier chrétien de la Vieille Ville de Jérusalem, deux policiers israéliens procèdent à des contrôles aléatoires. Une scène devenue familière depuis le début de la guerre contre l'Iran, mais qui, en cette période de semaine sainte, prend une résonance particulière. « C'est comme si vous souhaitiez entrer dans votre maison, et vous trouvez la police qui vous demande de montrer patte blanche ». Georges Sahhar, Palestinien chrétien de 60 ans, a grandi à Jérusalem-Est. Engagé auprès de plusieurs organisations de défense des droits de l'homme et de la liberté de culte, il est régulièrement présenté comme l'un des porte-parole de la communauté chrétienne à Jérusalem-Est.

Le même dispositif de sécurité est en place devant l'église du Saint-

Sépulcre : deux hommes armés de fusils d'assaut gardent la porte close du lieu le plus sacré de la chrétienté. « Pour moi, c'est déchirant de voir l'église fermée, confie Georges Sahhar, les seules personnes qui ont le droit d'ouvrir et de fermer l'église sont les patriarches, les chefs d'Église à Jérusalem et personne d'autre. Le premier ministre d'Israël n'a aucun mandat. »

La semaine sainte a déjà été marquée par un incident majeur. Le patriarche latin de Jérusalem, le cardinal Pierbattista Pizzaballa, et le custode de Terre sainte, le frère Francesco Ielpo, ont été empêchés d'accès au Saint-Sépulcre par la police israélienne dimanche dernier, alors qu'ils s'y rendaient pour célébrer la messe des Rameaux. Une mesure qualifiée par plusieurs responsables religieux comme contraire au statu quo - un ensemble d'accords historiques et juridiques régissant l'accès aux lieux saints et ga-



Un chrétien palestinien devant les portes de l'église du Saint-Sépulcre, fermées à clé en raison d'un dispositif de sécurité le jour de la messe des Rameaux, le 29 mars, à Jérusalem.

rantissant l'équilibre confessionnel à Jérusalem. Après une série de condamnations émises par le Vatican et de nombreux chefs d'États européens, le président israélien, Isaac Herzog, a exprimé sa « grande tristesse à la suite de

ce malheureux incident » et a assuré de l'engagement d'Israël à « maintenir le statu quo à Jérusalem ». Le premier ministre Benjamin Netanyahu a, quant à lui, justifié l'action de la police israélienne pour « protéger les fidèles » dans

## Père Gabriel Romanelli, curé de Gaza : « Nous devons être convaincus qu'il y a

Propos recueillis par Jean-Marie Guénois

C'est un livre hors norme, poignant. Il raconte le destin extraordinaire du père Gabriel Romanelli, le curé de Gaza, prêtre argentin qui a voulu rester près de ses brebis de la paroisse catholique de la Sainte-Famille, sous les bombardements de l'armée israélienne. Avec deux autres prêtres et six religieuses, il a accueilli jusqu'à 700 réfugiés qui vivaient et dormaient à même le sol de la petite école de la paroisse, dans chaque recoin et même dans l'église. Peu d'eau, de l'électricité rationnée, des montagnes de problèmes, jusqu'à la mort frôlée à quatre reprises pour ce prêtre qui a été blessé et que le pape François appelait tous les soirs. Guillaume de Dieuleveult, qui a été correspondant du Figaro à Jérusalem, a aidé ce missionnaire de la congrégation du Verbe incarné à rédiger un livre témoignage, *Les Ruines et la Lumière*, Éditions du Rocher (1). Depuis Gaza, dont il ne peut sortir, le père Romanelli s'est confié par téléphone avant les célébrations de Pâques.

LE FIGARO. - Prêtre catholique, vous êtes plongé dans une guerre qui n'en finit pas.

Comment allez-vous ?

PÈRE GABRIEL ROMANELLI. - Certaines choses se sont améliorées depuis le cessez-le-feu du 10 octobre. Ils ont arrêté les gros bombardements, mais il y en a encore, avec des démolitions, des personnes tuées. L'essentiel de la bande de Gaza est toujours détruit, et il n'y a pas de possibilité de reconstruction, ni même de réparation. Les matériaux sont introuvables ou hors de prix : pas de ciment, pas de fer, pas de bois, pas de verre... On ne peut même pas réparer les fenêtres dont les vitres ont été soufflées par les explosions. Tenez, à l'instant, vous entendez ? Encore une explosion... (Plusieurs secondes de silence au téléphone.) Nous faisons l'impossible pour produire un peu d'électricité, pour trouver de l'eau... Le diesel pour faire tourner les petits générateurs d'électricité est à 10 euros le litre. Au plus dur, on l'a payé 25 euros le litre ! On a pu récupérer quelques panneaux solaires,

parce que les nôtres avaient été détruits par des tirs. Cette électricité est vraiment indispensable pour l'église, pour l'école, pour le patronage. Sur le plan alimentaire, nous avons maintenant quelques légumes, parfois du fromage et de la viande, mais tout est tellement cher... Ce qui rend l'aide humanitaire absolument nécessaire. Sans elle, les personnes ne pourraient pas vivre. Pendant ces deux années et demie d'enfer, les petites économies d'argent liquide dont les gens disposaient ont fondu, car ils ont perdu leur travail.

Est-ce toujours aussi dangereux de sortir dans la rue ?

Il n'y a pas de sécurité. Dimanche, pour les Rameaux, nous avons voulu installer des palmes autour de la croix sur le clocher de l'église, en signe d'espoir de paix pour ici, pour Jérusalem, pour Israël. Mais il a fallu que l'on redescende, parce qu'il y avait des tirs. Nous ne sommes qu'à cent mètres de la ligne jaune qui sépare la zone civile et la zone militaire. On a essayé de placer les rameaux sur la grande porte, il y a eu à nouveau des tirs très proches. Nous avons tout arrêté et l'on s'est contenté d'une procession toute simple.

« Si cette guerre continue à tuer, elle a aussi tué les âmes des gens dont le désespoir et la détresse sont insondables »

Vous racontez, dans le livre, de terribles problèmes médicaux, quand il y avait encore quelques hôpitaux qui ont été détruits en partie depuis...

La situation est toujours très grave sur le plan médical, même s'il y a un meilleur encadrement. Nous manquons encore beaucoup de médicaments de base. On parle de 15 000 à 20 000 blessés ou malades, mal soignés, dans la bande de Gaza.

Dans vos petits locaux, vous avez accueilli jusqu'à 700 réfugiés, jour et nuit, pendant des mois. Combien sont-ils aujourd'hui ?

Il y a encore plus de 100 personnes réfugiées. Depuis le 10 octobre dernier,

beaucoup ont pu rentrer dans ce qui reste de leurs maisons ou aménager dans celles des familles qui sont parties en exil ou de ceux qui sont morts. Les élèves ont pu retrouver nos classes qui ont longtemps servi de dortoir pour les réfugiés - parfois jusqu'à 20 d'une même famille dans une petite salle de classe. Pendant des mois, ils ont dormi par terre. L'école a repris pour nos 365 élèves, musulmans pour l'essentiel.

Comment vivez-vous, comme prêtre, le fait que la quasi-totalité des élèves de votre école catholique soient des musulmans ?

La société palestinienne a toujours vu vivre ensemble des chrétiens et des musulmans. Dans l'école, la plupart

de nos élèves sont musulmans et il y a un grand respect mutuel. Moi, je suis très fier d'être chrétien catholique, ma foi me pousse à aimer tout le monde. J'ai mes convictions, je suis respecté, je respecte les autres convictions, mais je dis qui je suis. Ce que nous vivons est particulier à la Palestine, mais aussi à la Jérusalem orientale et à la Cisjordanie. C'est le signe que l'on peut vivre ensemble et se respecter. Pour nous, c'est une chose naturelle. C'est aussi vrai vis-à-vis des communautés juives.

Combien reste-t-il de chrétiens, de catholiques, dans la bande de Gaza ? Tous chrétiens confondus, nous étions 1017 avant le terrible 7 Octobre, dont

132 catholiques et 882 orthodoxes. Il ne reste plus aujourd'hui que 169 chrétiens, dont 90 catholiques. Les autres sont morts ou sont partis.

Quelles perspectives ceux qui vivent encore là peuvent-ils avoir ? L'une des grandes difficultés, que l'on soit chrétiens ou musulmans, est de ne pas pouvoir envisager, ni même commencer à penser à l'après-guerre, parce que la guerre est encore active. S'ajoute la grande incertitude de la guerre d'Israël et des États-Unis au Liban et en Iran. L'avenir des 2,3 millions d'habitants de la bande de Gaza est marqué par une grande peur, d'autant qu'ils ont l'impression d'avoir disparu de l'horizon médiatique. Si cette guerre continue à tuer, elle a aussi tué les âmes des gens dont le désespoir et la détresse sont insondables. Ils survivent sur les ruines de leur maison avec la nostalgie de leurs morts, la peine des blessés et le souvenir de leur travail. Tout cela va coûter beaucoup et va créer énormément de détresse, avec tellement de victimes pour toute la société moyen-orientale.

Ressentez-vous de la haine en vous, autour de vous ?

Personnellement, je n'ai pas expérimenté le sentiment de haine. Vous savez, les gens sont à un autre stade, ils sont désespérés. Il faut réaliser ce qui se passe : pour eux, c'est fini, il ne reste rien. Quand on dit, rien, c'est rien ! Les maisons détruites, c'est une toute petite réalité. Il ne leur reste souvent que leurs voitures, elles roulent parfois à l'huile de cuisine... Les gens dorment dedans, vivent dedans. On a un peu de farine pour faire le pain, mais il y a toujours des vers, il faut tamiser plusieurs fois, les vers reviennent. Et puis il y a cette tristesse, comme une mer qui noie les gens. La

« Sur le plan alimentaire, nous avons maintenant quelques légumes, parfois du fromage et de la viande, mais tout est tellement cher... Ce qui rend l'aide humanitaire absolument nécessaire », déclare le père Gabriel Romanelli (ici, à Glasgow, le 26 avril 2024).



ANDREW MILLIGAN/PA WIRE PA PHOTO/PA PHOTOS/ABACA



« C'est de la discrimination pure et simple. Il y a des alertes aux missiles en permanence. Nous sortons pourtant pour faire nos courses, pour des rendez-vous importants. Nous n'avons pas le choix. Alors pourquoi ne pourrions-nous pas assister aux offices religieux ? Si les autorités veulent à ce point garantir la sécurité, elles n'ont qu'à mettre un terme à cette guerre. »

**« Cette année, la semaine sainte est triste à bien des égards. C'est douloureux de voir Jérusalem sans les pèlerins, sans les fidèles »**

**Sami el-Yousef**

Directeur général du Patriarcat latin

Aux abords des bâtiments historiques qui abritent le siège du Patriarcat latin, des décorations de Noël sont encore suspendues dans les ruelles. Le temps semble s'être arrêté avant la guerre. Dans la Vieille Ville, l'atmosphère tranche avec l'effervescence habituelle des grandes fêtes religieuses. Les passants sont rares, et seul le tintement des cloches brise le silence.

Le directeur général du Patriarcat latin, Sami el-Yousef, exprime son désarroi. « Cette année, la semaine sainte est triste à bien des égards. C'est douloureux de voir Jérusalem sans les pèlerins, sans les fidèles. » Les célébrations du week-end de Pâques se dérouleront bien dans l'église du Saint-Sépulchre, mais seront soumises à des mesures de sécurité drastiques : les chefs d'Église et les prêtres pourront célébrer les cérémonies liturgiques, sans les fidèles. Les offices seront diffusés en direct sur les télévisions du monde entier afin de permettre aux fidèles de suivre les cérémonies à distance tout en respectant les « restrictions sur les rassemblements publics », ont indiqué les représentants religieux dans un communiqué.

Yuhanna, mère de famille originaire de Bethléem, ne se résout pas à l'idée de vivre les célébrations de Pâques par écran de télévision interposé. « Rien ne remplacera la messe à l'église. Nous sommes au cœur du monde à Jérusalem, nous sommes dans les pas de Jésus. Le Saint-Sépulchre est l'endroit où il a ressuscité. Si je ne peux pas y aller, j'irai de toute façon dans une église du quartier, certainement au couvent Saint-Sauveur. »

Sami el-Yousef confirme que « pour compenser la fermeture du Saint-Sépulchre aux fidèles, de nombreuses églises de Jérusalem vont proposer des offices auxquels ils pourront assister, tout en honorant les limitations de fré-

quentation fixées par le Commandement du front intérieur ». Il affirme être « d'accord avec ces réglementations dans le sens où elles garantissent la sécurité de tous, et nous nous devons de les honorer, tant qu'elles concernent tout le monde de manière égale : les musulmans, les chrétiens et les juifs ».

Aux abords d'al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam, une dizaine de policiers et de soldats israéliens gardent les lieux derrière des barrières et ne permettent aucun accès aux fidèles. En revanche, à proximité du Mur des lamentations, quelques fidèles de confession juive patientent dans une file d'attente. L'un des soldats qui garde l'entrée, précise que l'accès est limité à une cinquantaine de personnes à la fois, et seulement dans la mesure où un abri antimissiles est accessible à proximité.

Les restrictions imposées par l'état d'urgence n'affectent pas seulement les habitants de la Vieille Ville sur le plan religieux. L'économie est également durement touchée. À Jérusalem-Est, l'immense majorité des commerces sont soumis à un ordre de fermeture depuis le 28 février dernier et le début de la guerre. Seuls les commerces d'alimentation, et les restaurateurs – à condition qu'ils n'installent pas de terrasse – peuvent poursuivre leur activité. Dans une rue adjacente au Saint-Sépulchre, Salim a installé une enceinte dont s'échappe la voix d'une chanteuse palestinienne. « Ça brise un peu la morosité », souffle-t-il, devant sa boutique de souvenirs dont les portes sont fermées. « Je n'ai pas ouvert depuis plus d'un mois et je risque une amende de 5 000 shekels (1 300 euros, NDLR) si je ne respecte pas les restrictions. Mes collègues et moi, chrétiens ou musulmans, nous vivons uniquement du tourisme, et c'est d'autant plus vrai pendant les périodes de célébrations religieuses, où l'affluence est traditionnellement plus importante », explique-t-il, « c'est une stratégie des autorités israéliennes pour nous affaiblir économiquement, là où se concentrent les Palestiniens, à Jérusalem-Est ». À Jérusalem-Ouest, à l'inverse, la plupart des cafés et commerces sont aujourd'hui ouverts.

À la veille du week-end de Pâques, le président israélien, Isaac Herzog, a partagé ses vœux au pape Léon XIV lors d'un entretien téléphonique. Il a exprimé « la grande importance des relations de l'État d'Israël avec le Saint-Siège, l'Église catholique et les chrétiens du monde entier ». Dans la Vieille Ville, Salim laisse tourner sa musique dans la ville désertée. « Les déclarations, la diplomatie... Cela m'importe peu. Tout ce qui compte, c'est de pouvoir prier pour que cette guerre s'arrête enfin. » ■

le contexte de la guerre, et a promis que le patriarche latin aurait désormais un accès plein et immédiat à l'église du Saint-Sépulchre.

Georges Sahhar comprend les problématiques de sécurité posées par

l'état de guerre, mais dénonce un faux argument. « L'an dernier pour la cérémonie du Feu sacré, la police a empêché des dizaines de fidèles d'accéder à la Vieille Ville et au Saint-Sépulchre, il y a eu beaucoup de tensions. La guerre est

un prétexte pour entraver la liberté de culte », souligne-t-il. Un habitant du quartier, propriétaire d'un café dont les portes sont demeurées closes depuis le 28 février et l'entrée en vigueur de l'état d'urgence, abonde :

## un avenir pour ceux qui survivent ici »

haine, je ne la perçois pas dans la communauté sociale. Même la rancune semble éteinte, parce que les gens sont usés, fatigués, tristes. Ils demandent qu'on les laisse tranquilles, même dans les pires conditions.

**Vous avez failli mourir par balle perdue, éclats métalliques de projectile ou explosion, à quatre reprises ces deux dernières années. Vous avez été blessé à la jambe...**

Le plus grave s'est passé le 17 juillet 2025 : une attaque sur la paroisse catholique de la Sainte-Famille. Trois personnes sont mortes, j'ai été parmi les douze blessés. C'est la réalité de tous les gens ici.

**« Jean-Paul II disait que de la paix de Jérusalem dépendaient la paix du Moyen-Orient et la paix dans le monde »**

**Parvenez-vous à prier pour vos ennemis ? Comment vivez-vous cette semaine sainte ?**

La Croix n'a pas le mot final. Notre calvaire, ici à Gaza, non plus. Un jour, cette guerre va finir, car toutes les guerres se terminent, il n'y a pas de guerres éternelles. Nous devons tenir notre place de chrétien dans ces conditions. Jésus nous donne l'exemple, il souffre pour le pardon de nos péchés. À son image, nous souffrons avec simplicité et sérénité parce que nous avons une grande confiance dans le Père éternel et dans le fait que la souffrance finit toujours par aboutir au bien. Personnellement, je ne pense pas avoir d'ennemis. Je prie sincèrement pour tout le monde. J'ai toujours prié comme ça et j'espère finir comme ça, toute ma vie.

**Avec cette expérience extrême, quel est votre message de Pâques ?** Même à ceux qui ne croient pas, je dis : « Essayez d'être de bons humains, vivez comme de vrais êtres humains », en respectant chaque personne humaine depuis les premiers instants de la conception jusqu'à sa mort naturelle. Cela donne beaucoup de paix et de sérénité, et même de la joie ! Il faut vrai-

ment être convaincu : « Protégez la vie humaine ! » Les chrétiens en sont convaincus, ils le vivent dans la dimension spirituelle pour aider tout le monde avec simplicité. Être chrétien, c'est être disciple de Jésus, avec l'aide de la Vierge Marie en traversant les difficultés des jours. On doit montrer que l'on est chrétien, je le répète, avec simplicité, bonté, beauté, en essayant d'être joyeux, même dans la souffrance.

**Pour la première fois, le patriarche latin de Jérusalem, le cardinal Pizzaballa – qui préface votre livre –, a été empêché par les autorités israéliennes de célébrer la fête des Rameaux dans la basilique du Saint-Sépulchre. Comment avez-vous réagi ?**

Nous avons été vraiment choqués. C'est inexplicable. Nous connaissons bien le patriarche, qui est une personne exceptionnelle, un homme de paix, un homme de justice. Il est franciscain, et cela fait plus de huit cents ans que les Franciscains, qui sont les custodes de la Terre sainte, sont un signe de paix pour toute la région et les communautés juives et musulmanes. Nous avons donc été choqués, oui ! C'est pour cela aussi que nous avons tenté de mettre des rameaux sur la croix du toit de l'église en signe de paix, et en demandant au Seigneur Jésus-Christ, prince de la paix, la paix sur Jérusalem et pour toute la Terre sainte.

**Beaucoup de gens traversent en ce moment des situations difficiles conduisant souvent à l'anxiété ou au désespoir. Que leur dites-vous ?**

La vie a une signification devant Dieu, vraiment. La souffrance a une dimension éternelle. Le Christ s'est fait homme, il a souffert pour montrer l'amour de Dieu. Regardez combien les parents sont prêts à tout sacrifier pour leurs enfants. On ne le dit pas beaucoup, mais l'une des mesures de l'amour, c'est la souffrance pour l'autre. Ce n'est pas du masochisme, c'est la réalité. Dans la vie, il y a la souffrance. Et la souffrance a une dimension éternelle, car la réponse aux souffrances de l'être humain, c'est la croix de notre Seigneur. C'est au pied de la Croix que l'on trouve, paradoxalement, des consolations et la force

dans la souffrance ou la solitude, pour aller de l'avant parce que la vie est vraiment précieuse. Il faut toujours la défendre ! Notre avenir ici est compromis à vue humaine, beaucoup nous regardent avec indifférence, mais nous devons être convaincus qu'il y a un avenir pour les 2,3 millions de personnes qui survivent ici et que la paix reviendra à Gaza. On peut faire beaucoup plus pour cela. Jean-Paul II disait que de la paix de Jérusalem dépendaient la paix du Moyen-Orient et la paix dans le monde. La paix de Gaza est incluse dans la paix de Jérusalem. Je l'affirme, la paix est possible entre la Palestine et Israël ! Il faut continuer à prier et à travailler à convaincre les autres que cette paix est possible.

**Vous avez traversé l'enfer, comme le raconte votre livre. Si l'on vous proposait demain de partir, que feriez-vous ?**

J'ai une mission ici, je dois continuer. Je suis le curé, le pasteur, et je dois rester auprès de mes brebis. Ce n'est pas un défi, c'est un choix humain et spirituel très simple.

**Comment vont les religieuses qui travaillent avec vous ?**

Nous avons trois religieuses de ma congrégation du Verbe incarné, et trois sœurs de la Charité de Mère Teresa. Elles s'occupent de personnes handicapées et de personnes âgées, des groupes paroissiaux, de l'école. Nous essayons d'avoir une vie spirituelle solide, mais aussi de rire malgré tout, ce qui est une façon de nous maintenir en bonne santé, mentalement et physiquement, même si c'est très dur parfois.

**Comment des gens qui le voudraient peuvent-ils vous aider concrètement ?**

S'ils le veulent, les gens peuvent donner à l'Œuvre d'Orient, qui soutient notamment le patriarcat latin de Jérusalem, en précisant qu'il s'agit de la mission de la paroisse catholique de la Sainte-Famille de Gaza. ■  
(1) « Les Ruines et la Lumière. Le témoignage bouleversant du curé de Gaza », Père Gabriel Romanelli, avec Guillaume de Dieuleveult, préface de Pierbattista Pizzaballa. Éditions du Rocher, 368 pages.

Et si la Ville Lumière cachait un autre visage ?

JEAN-CLAUDE CECCARELLI  
SAINT-LAURENT-DU-VAR

LES INTIMITÉS DE PARIS

youstory

Derrière chaque rue de Paris se cache une histoire oubliée... et parfois scandaleuse.



CONTRE-POINT  
PAR GUILLAUME  
TABARD

## Économie, social : synthèse obligatoire

La formule a fait mouche. En pointant un État «*profitif de crise*» en raison de la hausse du prix des carburants, Marine Le Pen n'a pas seulement mis Sébastien Lecornu dans l'embarras, le premier ministre devant reconnaître la possibilité d'un «*surplus*» de rentrées fiscales, tout en démentant l'existence d'une «*cagnotte*». La patronne des députés du Rassemblement national a rappelé son identification dans le débat public à la question du pouvoir d'achat.

On l'a oublié mais, dans la campagne présidentielle de 2022, alors qu'elle était déifiée par Éric Zemmour sur le terrain de l'identité nationale, c'est en parlant de ce sujet, reliant le projet économique à la vie quotidienne des Français, qu'elle était fortement remontée dans les sondages. Énergie, coût de la vie, c'est elle qu'on entend. Et la double finaliste de la présidentielle fait le pari que les électeurs diront : c'est elle qui nous entend.

Une baisse de la TVA, qu'elle ne cantonne pas à l'essence, aurait certes un impact négatif sur les finances publiques ; ce qu'un parti qui entend bientôt gérer les affaires du pays ne peut pas totalement négliger. Mais moins que jamais Marine Le Pen n'entend s'enfermer dans une approche comptable. Quand elle affirme vouloir s'adresser au «*peuple*» et pas à l'électorat de «*droite*», elle ne recadre pas tant un Jordan Bardella parfois décrit en héritier de Nicolas Sarkozy qu'elle se pose en garante du socle sociologique qu'elle a patiemment construit en une décennie.

Opposer une Le Pen «*sociale*» à un Bardella «*libéral*» relèverait en effet d'une erreur d'appréciation. En toute hypothèse, autrement dit quelle que soit la décision des juges le 7 juillet prochain, la députée du Pas-de-Calais et le député européen feront campagne commune. Si le RN a une chance de l'emporter à la présidentielle, ce ne sera pas par le triomphe d'une ligne sur une autre, mais en raison de leur articulation. Le Pen ne serait pas crédible si elle se heurtait à un front du refus des acteurs de la vie économique. Bardella ne gagnera pas s'il déçoit le socle populaire qui fait la puissance électorale du RN.

Jacques Chirac est loin d'être la référence des lepénistes. Mais on se souvient que la contre-attaque victorieuse du candidat élu en 1995 s'appuyait sur un tandem improbable composé du très libéral Alain Madelin et du très souverainiste Philippe Séguin. De même, le score élevé de Nicolas Sarkozy en 2007 s'explique par sa capacité à mobiliser l'électorat de droite tout en s'adressant à «*la France qui se lève tôt*». Pour 2027, le RN est contraint à une même synthèse. Celle qu'esquisse ici François Durvyne, le conseiller économique de Marine Le Pen et Jordan Bardella ; autour du triptyque : soutien aux entreprises, défense du modèle social et rôle de l'État. Cela n'ira cependant pas sans aggrément du programme économique du RN ; notamment sur les retraites et les déficits. C'est la condition pour convaincre un monde économique qui commence à être séduit. Même s'il ne faut pas s'attendre à une révolution qui couperait Le Pen et Bardella d'une base populaire qu'ils ne veulent à aucun prix laisser repartir à gauche. ■

# Jordan Bardella et la conquête presque

Depuis 2022, le président du Rassemblement national rêve d'amarrer à son parti les électeurs de la

Jordan Bardella est-il en train de finaliser la conquête d'un nouvel électorat ? Cela fait des années, depuis la présidentielle 2022 pour être précis, que le président du Rassemblement national (RN) a conceptualisé son plan. Il y a quatre ans, le jeune nationaliste imaginait que des figures des Républicains (LR), telles que Nadine Morano ou François-Xavier Bellamy, puissent

rejoindre son mouvement. Depuis les élections européennes de 2024, et les législatives anticipées qui ont suivi, il a affiné sa cible : les électeurs de droite, ceux qui votent encore pour LR, ceux qui ont un temps glissé un bulletin Emmanuel Macron dans l'urne et même ceux qui souhaiterait voter pour Édouard Philippe pour la présidentielle de 2027.

C'est ainsi qu'il faut comprendre les deux prises de parole de Jordan Bardella

lors des élections municipales de mars. Au soir du premier tour, le président du RN tendait la main aux listes «*de droite sincères*» pour battre la gauche. Malheureusement pour l'héritier de Marine Le Pen, son appel est resté sans réponse. Au lendemain du second tour, dans une interview au Figaro, il lâchait : «*La droite française n'existe plus aujourd'hui.*» Une sentence qui s'adresse aux électeurs de droite, à qui

il «*tend la main*», pour tenter de les convaincre de voter pour le RN à la prochaine présidentielle.

### 40% des 35-49 ans voteraient pour lui

Jordan Bardella peut déjà compter ses gains dans cet électorat. Aux municipales, il y a des victoires qui pourraient en anticiper d'autres. Le RN a conquis de nombreuses villes dans le Sud-Est et

## À La Flèche, la victoire « normale » du RN que personne n'avait anticipée

Ce mercredi, tout est normal à La Flèche. La sous-préfecture de la Sarthe, 15000 habitants, accueille ce jour-là, et comme toutes les semaines, son marché, place de la Libération, à quelques centaines de mètres du Loir. Entre les étals de fromages et de charcuteries, qui a envie de parler du résultat des élections municipales du 22 mars dernier ? Pas grand monde. Les habitants sont surtout attablés, malgré le vent polaire, au bar tabac Le Carnot pour suivre en direct les résultats d'une tombola un peu spéciale de l'autre côté de la rue. Qui va gagner une Citroën C3 toute bleue ? La musique latino qui sort à fond des enceintes vient égayer les chalands curieux. Ce n'est pas tous les jours que l'on peut repartir avec une nouvelle voiture après avoir acheté un kilo de courgettes. «*Ah mais nous, on n'est pas Fléchois*», assure Georges, qui n'a pas souhaité révéler son nom de famille. «*Mais on a passé la frontière pour venir faire nos courses*», dit-il, clin d'œil à l'appui, en se tournant vers son camarade. Une référence à peine subtile au nouveau maire élu.

Le soir du second tour des élections municipales, La Flèche a vécu un coup de tonnerre politique majeur. «*On ne pensait pas cela possible*», concède Jacqueline, retraitée, qui a toujours voté à gauche. Après trente-sept ans sous les couleurs du Parti socialiste (PS), la commune sarthoise est passée sous le pavillon du Rassemblement national (RN). Une conquête que pas grand monde n'avait vu venir dans cette ville avant tout connue pour son zoo à la renommée internationale et le Prytanée national militaire, l'un des quatre lycées de l'armée de terre, créé en 1604.

Leur nouveau maire, les Fléchois ne le connaissaient pas il y a six ans. Et pourtant, Romain Lemoigne, 25 ans, né en Normandie, dans la Manche, arrivé dans le département pour les législatives de 2024, candidat malheureux dans la 3<sup>e</sup> circonscription, l'a emporté avec 46,75% lors d'une triangulaire face à la maire sortante, l'ancienne sénatrice PS Nadine Grelet-Certenais (44,97%) et un candidat divers droite, Michel Da Silva (8,28%). Seules 133 voix séparaient les deux candidats lors d'une élection où la participation a explosé les records : plus de 73% des habitants de La Flèche ont voté au second tour. Entre les deux tours, la campagne était devenue électrique : la gauche et les acteurs associatifs de la ville avaient appelé à manifester et la permanence du candidat RN avait été caillassée. Mazarine Pingot, écrivain et fille de François Mitterrand, avait prévu de donner une conférence dimanche 29 mars 2026, animée par un journaliste du *Nouvel Obs*. Au lendemain de la victoire du RN, elle a tout annulé.

«*Ma victoire est légitime*», analyse Romain Lemoigne, installé dans son nouveau fauteuil de maire. Le jeune homme n'a pas encore eu le temps d'investir sa mairie, ni son bureau. Il y a encore tous les bibelots et souvenirs d'Afrique de l'ancienne édile socialiste. L'homme planche déjà sur ses deux projets municipaux : faire passer la police municipale de 4 à 15 agents, et les armer ; augmenter le temps de l'éclairage public la nuit, jusqu'à 23 heures. «*Pourquoi a-t-on gagné ?*», s'interroge-t-il tout haut. *Parce que nous avons proposé un vrai projet d'alternance.* Il n'est pas peu fier de son élection. Il souffle :

«*C'était la première fois que je me présentais aux municipales à La Flèche, et c'était la première fois qu'il y avait une liste RN.*» L'affaire n'est pas totalement terminée : l'ancienne maire PS a annoncé déposer un recours contre l'élection de Romain Lemoigne.

Qui peut comprendre la victoire du RN dans ce territoire qui a fait élire un député MoDem en 2024, qui a voté pour près de 30% pour Emmanuel Macron à la présidentielle de 2022, mais qui a placé Jordan Bardella en tête (31%) lors des européennes de 2024 ? «*Normalement, c'est une victoire impossible. Il n'y a pas d'immigrés et il n'y a pas d'insécurité à La Flèche*», fait valoir Philippe Olivier, conseiller spécial de Marine Le Pen (et son beau-frère), député européen qui réfléchit en permanence à des plans pour pousser les frontières électorales du RN.

### « Normalement, c'est une victoire impossible. Il n'y a pas d'immigrés et il n'y a pas d'insécurité à La Flèche »

Philippe Olivier  
Conseiller spécial de Marine Le Pen  
et député européen

La conquête de La Flèche est en réalité un plan qui a trop bien fonctionné, et dès le premier coup. Un plan imaginé par Philippe Olivier lui-même, qui s'était donné pour mission de partir à la conquête de l'ouest de la France, une terre qui avait été, jusqu'à présent, imperméable aux idées nationalistes. Romain Lemoigne ? Il est son assistant parlementaire. Marie-Caroline Le Pen, la sœur de Marine Le Pen et l'épouse de Philippe Olivier, s'était présentée en 2024 dans l'ancienne circonscription de François Fillon. Elle avait frôlé l'élection, obtenant 49,77% des voix au second tour. Entre-temps, elle est devenue déléguée départementale de la Sarthe, chargée de réorganiser les forces du RN sur le territoire.

«*Nous avons incarné l'alternance normale dans cette élection. Les habitants voulaient changer d'équipe municipale, et ils se sont tournés vers nous*», observe un stratège mariniste. Pour le RN, c'est un changement majeur à l'approche de la présidentielle de 2027. «*C'est presque un vote complètement dépolitisé*», note un autre cacique nationaliste. Et cela, alors même que Philippe Olivier avait fait venir Jordan Bardella en novembre, pour la tournée de dédicace de son second livre, et Marine Le Pen, le 12 mars dernier, pour donner un coup de pouce à la tête de liste. «*Sur nos tracts, il y avait en gros la flamme du RN. On ne s'est pas caché, contrairement à d'autres campagnes municipales ailleurs*», note un cadre de la campagne de Romain Lemoigne.

Mais la cerise sur le gâteau nationaliste est tout autre. C'est celle d'avoir remplacé Les Républicains (LR) dans la Sarthe aux yeux des électeurs. «*Regardez au Mans. En 2014, LR faisait 42%. En 2026, la droite s'effondre à 12%*», note un proche de Marine Le Pen, qui enchaîne : «*Aux législatives de 2024, dans l'ancienne circonscription de François Fillon, le candidat LR avait récolté 5% des suffrages.*» ■

P. L. (ENVOYÉ SPÉCIAL  
À LA FLÈCHE, DANS LA SARTHE)



## François Durvyne : « Je vais être un

Propos recueillis par  
Paul Laubacher

François Durvyne a quitté son poste de directeur général d'Otium Capital, le fonds d'investissement fondé par le milliardaire Pierre-Édouard Stérin, pour devenir conseiller spécial de Jordan Bardella.

LE FIGARO - Vous nous annoncez aujourd'hui rejoindre à plein temps le RN. Pourquoi cette décision ?

François DURVYNE. - C'est à la fois une continuité et une évidence. Une continuité parce que cela fait cinq ans que j'accompagne Marine Le Pen et Jordan Bardella, notamment sur les sujets économiques et souvent en les accompagnant dans leur rencontre avec ce monde économique. J'ai participé aussi, depuis 2022, à la réflexion générale du parti sur son programme économique.

Et puis c'est une évidence à deux titres. En premier lieu, il y a une séquence qui s'ouvre dans la perspective de la présidentielle de 2027, avec des enjeux évidemment considérables pour le RN. C'est aussi une évidence parce que je ne me résous pas à observer passivement un déclin manifeste de tout ce à quoi nous sommes attachés dans ce pays : notre modèle social, cette école publique qui était la meilleure - et qui sans doute ne l'est plus -, cet hôpital public qui était le meilleur - et qui sans doute ne l'est plus non plus. Je ne me vois pas restant les bras ballants. J'ai envie de m'impliquer pour pouvoir, j'espère, apporter un peu de mon expérience à ce parti et à Marine Le Pen et Jordan Bardella, tout en ayant conscience que ce n'est pas le choix de la facilité.

Vous allez occuper des fonctions précises ?

Je rejoins le parti comme conseiller spécial du président du RN. Je vais

continuer à essayer d'être un pont entre certains milieux économiques et Marine Le Pen et Jordan Bardella. Je vais évidemment participer à toute notre réflexion programmatique pour 2027.

Je vais m'attaquer dans les semaines qui viennent à quelque chose dont Jordan Bardella a parlé à plusieurs reprises. Je vais organiser une consultation des branches professionnelles et rencontrer les représentants des entreprises pour travailler avec elles à un effort de simplification normative. On le sait tous, les entreprises souffrent ou sont écrasées par le poids des normes qui freinent tout : leurs investissements, leur croissance et la création d'emplois. Nous savons que les meilleures pour constater ce qui les freine le plus, ce sont les entreprises elles-mêmes. Nous voulons construire avec elles une solution de simplification qui pourra leur permettre d'être libérées plutôt qu'être empêchées dans leur développement, leurs investissements et leur croissance.

Vous êtes décrit comme le conseiller économique de Marine Le Pen,

puis de Jordan Bardella. Les Français vous connaissent peu. Qui êtes-vous ? Je suis la manifestation de quelqu'un qui a bénéficié et qui a profité des chances qu'offre le système éducatif de ce pays. Je suis polytechnicien. J'ai étudié dans cette école un peu particulière dans le paysage français, qui est une école éminemment méritocratique. Ensuite, j'ai eu 20 années de carrière professionnelle, visité 40 pays, avec la particularité d'avoir travaillé à la fois pour des petites, des moyennes et des grandes entreprises, de la multinationale dans laquelle j'ai commencé, jusqu'aux start-up que j'ai accompagnées. En somme, mon engagement est assez cohérent avec la devise de l'école Polytechnique, «*pour la patrie, les sciences et la gloire*» : je m'engage pour la nation, en croyant à la raison économique, et en voulant travailler à sa prospérité.

Écoutez  
Guillaume  
Tabard  
à 8h10  
dans la Matinale  
de David Abiker  
avec LE FIGARO



# achevée d'un nouvel électorat

droite classique. Est-il en passe de réussir son pari ?

s'est installé comme la principale force d'opposition à Marseille (Bouches-du-Rhône) et Toulon (Var). Dans d'autres territoires, comme dans la Sarthe, le parti nationaliste est en train de remplacer définitivement LR. La stratégie de conquête de la droite en vue de la présidentielle de 2027, elle, se poursuit. Le président du RN a trouvé un nouveau conseiller spécial en la personne de François Durvy, ancien directeur

général d'Otium Capital, proche de Pierre-Édouard Stérin, et qui s'était mis au service de Marine Le Pen en 2021, comme conseiller de l'ombre (lire ci-dessous).

Les sondages montrent bien à quel point Jordan Bardella a commencé à agréger autour de lui un électorat légèrement différent de celui de Marine Le Pen. « Les deux électorats ne se superposent pas totalement », note un

proche des deux figures nationalistes. Il y a déjà des intentions de votes différentes, comme l'a souligné un sondage de l'institut Elabe pour BMFTV/La Tribune Dimanche, publié le 28 mars. Quand Jordan Bardella récolterait entre 35 et 38 % des suffrages selon les configurations, Marine Le Pen n'en obtiendrait qu'entre 31,5 et 34 %.

Une candidature de Jordan Bardella pourrait attirer 30 % du vote des retraités, 50 % des employés et ouvriers et 28 % des CSP+, comme les cadres (19 %) et les professions intermédiaires (35 %). Encore mieux pour le président du RN, pas moins de 40 % des 35-49 ans voteraient pour lui, quand 45 % des 50-64 ans choisiraient un bulletin RN à la prochaine présidentielle. L'héritier politique de Marine Le Pen engrange surtout à droite de l'échiquier politique : 17 % des sympathisants LR pourraient le choisir, tout comme 16 % des sympathisants d'Éric Zemmour.

Tous ces chiffres ne feront pas dévier Jordan Bardella de sa stratégie, celle qu'il avait explicitée en septembre 2023 quand le président du RN disait en petit comité : « Il faut recréer l'UMP. » Ses nombreuses rencontres avec l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy en sont une preuve, tout comme le fait qu'il répète qu'il a un « éthos de droite ». Marine Le Pen, qui plaide toujours pour un « ni droite, ni gauche », et le jeune loup nationaliste jurent qu'il n'y a pas « une feuille de papier à cigarette » entre eux deux. Le but reste toujours le même, selon les proches des deux figures nationalistes : ratisser le plus large possible. Et gagner la prochaine élection présidentielle. ■ P.L.

**Le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, le 22 novembre 2025, lors d'un déplacement à La Flèche, dans la Sarthe.**

PATRICK SICCOLI/SIPA



# Dans la tourmente, Rima Hassan dénonce un « harcèlement judiciaire »

Célestine Gentilhomme

Après sa garde à vue et la découverte d'un produit s'apparentant, selon le parquet, à de la drogue, l'élue évoque une « volonté de diaboliser LFI ».



Accompagnée de son avocat, l'eurodéputée LFI Rima Hassan à la sortie d'une nouvelle convocation devant la police judiciaire, vendredi, à Paris.

Rima Hassan est arrivée ce vendredi matin au siège parisien de la police judiciaire, comme elle avait quitté la veille le commissariat de 10<sup>e</sup> arrondissement de la capitale. Impassible derrière ses lunettes de soleil et les épaules toujours couvertes d'un keffieh palestinien. En l'espace d'une journée, tout s'est pourtant sérieusement corsé pour l'eurodéputée Insoumise, qui a forgé une grande partie de sa notoriété à coups de tweets polémiques. La voilà désormais au cœur d'une affaire presque rocambolesque : convoquée par la police pour l'un de ses nombreux messages controversés, la trentenaire s'est rendue au commissariat jeudi avec un sac contenant, selon le parquet, « des matières s'apparentant d'une part à du CBD », une substance légale tirée du cannabis, « et d'autre part à de la 3MMC », une drogue de synthèse.

Des produits retrouvés lors de l'inventaire de ses effets personnels, après son placement en garde à vue pour « apologie du terrorisme », en raison d'un tweet, posté puis supprimé il y a un an, à la gloire d'un terroriste japonais et responsable d'un massacre en Israël. Libérée en fin de soirée au bout de quatorze heures, Rima Hassan est ressortie avec une nouvelle convocation pour être cette fois jugée au tribunal le 7 juillet prochain. Mais aussi avec une nouvelle enquête ouverte après la découverte de substances dans sa valise, qui font l'objet d'analyses complémentaires pour en déterminer la nature exacte.

La juriste franco-palestinienne, qui conteste les conditions de sa garde à vue, a reconnu utiliser du CBD de « manière parfaitement légale » à des fins seulement médicales. Ce serait donc, assure-t-elle, dans l'une de ses résines qu'aurait été « ajoutées » des traces de drogue de synthèse, renvoyant la responsabilité au magasin où elle avait acheté ce produit. De faibles traces de THC - molécule du cannabis qui lui confère ses effets psychoactifs - ont bien été retrouvées lors d'un test urinaire effectué jeudi, mais du fait, explique-t-elle, de « la consommation de CBD ».

Une version encore maintenue ce vendredi lors d'une conférence de presse organisée quelques heures après une nouvelle convocation par les autorités pour d'autres accusations d'« apologie du terrorisme ». « Personne, évidemment, ne peut penser que si jamais il y avait eu la moindre drogue, elle serait venue avec une valise en contenant », a affirmé son avocat, Vincent Brengarth, qui n'exclut pas de contester les conditions dans lesquelles a été réalisée la fouille. À ses côtés, Rima Hassan s'est dite victime d'un « véritable harcèle-

ment judiciaire, politique, médiatique » pour ses « opinions politiques », orchestré pour l'« empêcher de travailler ». À travers la « persécution » de ses « idées », il y aurait surtout une « volonté manifeste de diaboliser La France insoumise », a-t-elle assuré. « Nous rentrons dans une temporalité où nous savons que LFI va perpétuellement être une cible, puisque les chances de LFI d'arriver au second tour ne font plus aucun doute », a insisté l'eurodéputée.

**« Nous rentrons dans une temporalité où nous savons que LFI va perpétuellement être une cible, puisque les chances de LFI d'arriver au second tour (de la présidentielle) ne font plus aucun doute »**

Rima Hassan

Eurodéputée La France insoumise

La veille déjà, toutes les troupes Insoumises ont enclenché une mécanique défensive, renversant l'accusation sur ceux qui tenteraient de leur « nuire » ou de les « faire taire ». Une rhétorique antisystème alimentée par Jean-Luc Mélenchon le premier, qui y voit la main d'une « police politique » plaçant sans « motif » une eurodéputée en garde à vue en dépit de son « immunité parlementaire ». La même police qui aurait « laissé faire un traquenard à Lyon », a-t-il poursuivi, en référence au lynchage mortel du militant identitaire Quentin Deranque par des « antifascistes », dont le tribun Insoumis ne s'est jamais désolidarisé.

De « basses œuvres », selon ses mots, qu'il impute aussi aux juges et aux médias, tous accusés de perpétuer une « boucle » destinée à « persécuter les militants de la défense des Palestiniens ». L'un de ses fidèles lieutenants et député LFI, Paul Vannier, est même allé plus loin en insinuant que les « informations » sur la garde à vue de Rima Hassan ont « probablement » été transmises « contre rémunération » par des magistrats et policiers « d'extrême droite ». Devant les spectateurs de son émission sur Twitch, son collègue Antoine Léaument a, lui, suggéré un autre scénario pour le moins étonnant : des policiers pourraient avoir eux-mêmes glissé de la drogue dans les affaires de Rima Hassan. « Si jamais des policiers se sont adonnés à ce type de comportements, honnêtement, il va falloir faire vraiment du ménage dans la police », a laissé entendre le parlementaire Insoumis. ■

# pont entre les milieux économiques et le RN

Que répondez-vous aux adversaires du RN, notamment Bruno Retailleau ou Laurent Wauquiez, qui qualifient le programme économique de votre parti de « socialiste », ou de « gauche » ?

Je ne sais pas si je leur réponds quelque chose. J'observe qu'en vérité, le RN, sur le plan économique, est l'héritier du gaullisme social. Charles de Gaulle l'exprime en disant qu'il veut défendre ce que nous voulons, un modèle social auquel nous sommes extrêmement attachés, que la défense de ce modèle social ne passe que par une économie libre et prospère et que, sans cette prospérité, il n'y a pas de progrès social, à condition bien sûr que l'État joue son rôle.

C'est cette articulation entre le modèle social que nous chérissons, l'économie libre et prospère qui permet ce modèle social, et le rôle de l'État pour permettre cet équilibre, qui, à mon avis, composent les fondamentaux de la vision économique du RN. Aujourd'hui, nous avons des partis politiques qui mettent en opposition les ambitions nationales

et les intérêts économiques. Nous, nous souhaitons les réconcilier.

Êtes-vous libéral ?

Je crois à la liberté de l'entreprise et je crois que l'entreprise est le lieu de la création de valeur, et qu'ensuite cette valeur bénéficie à tous et permet le financement d'un modèle social que nous souhaitons défendre. Je ne sais pas si être cela, c'est être libéral.

**En 2022, Marine Le Pen avait proposé une nouvelle réforme des retraites. Presque cinq ans plus tard, cette réforme est-elle toujours d'actualité ?**

Ce qui est proposé en 2022, et qui est toujours d'actualité, c'est une mesure de justice. C'est une mesure qui cherche à récompenser d'abord ceux qui rentrent tôt sur le marché du travail, dans un pays où l'âge moyen d'entrée sur le marché du travail est de 27 ans. Une fois qu'on a dit ça, le contexte a changé. Jordan Bardella a parlé à plusieurs reprises de la question qu'on pouvait se poser sur la sincérité des comptes publics dans le domaine des retraites et d'un déficit qui peut être supérieur à celui qui est officiellement affiché aujourd'hui. Tout ce qu'on fera, en tout cas, visera toujours à être juste. Maintenant, la vraie question, c'est celle de la quantité de travail qui est fournie pour permettre l'équilibre des comptes sociaux. Et cela ne se résume pas à la question de l'âge de la retraite. La question est évidemment plus complexe. Il y a la question de l'âge d'entrée sur le marché du travail et il y a la question de la densité de quantité de travail entre ces deux dates.

**Ceux qui proposent de reculer l'âge de départ à la retraite à 67 ans ont-ils tort ?**

Si Édouard Philippe propose la retraite à 67 ans, mais que tout le monde commence à travailler à 30 ans, les gens n'auront pas assez travaillé pour équilibrer le système de la retraite.

**Le candidat du RN peut-il avoir le même programme économique qu'en 2022 ?**

En 2022, nous avons tiré le bilan du premier quinquennat d'Emmanuel Macron. En 2027, il faut faire le bilan de ce deuxième quinquennat, avec presque 600 milliards de dettes supplémentaires, sans l'excuse du Covid. C'est 10 000 euros de dette par Français en cinq ans. Tous les indicateurs économiques se sont dégradés : la productivité, le nombre d'usines dont on a vu qu'il avait diminué l'année dernière, le chômage, le niveau d'endettement, etc. Il faut continuer à évoluer avec la réalité de cette situation économique. Évidemment qu'il y aura des efforts à faire sur le déficit. Mais ce que nous croyons, c'est qu'il y aura des efforts à faire sur la croissance et sur la prospérité. On ne sortira de cette équation qu'en permettant de retrouver une croissance suffisante qui nous permettra de faire augmenter notre PIB. Il est vain d'imaginer qu'en ne parlant que de recettes et de dépenses, on arrive à résoudre cette équation. On ne le fera qu'en permettant la croissance.

**Vous ne promettez pas l'austérité ?**

Nous ne promettons pas le sang et les larmes. Nous promettons d'abord la science contre le dogme. Depuis quarante-cinq ans, nous vivons dans un monde où la politique économique a été dictée par le dogme. C'est le Programme commun en 1981 de François Mitterrand, le programme de « la Ferme à la fourchette » de l'Union européenne, le « Green Deal », qui met à genoux l'industrie automobile française. Le dogme, évidemment, sur le nucléaire. Rappelons que c'est le gouvernement d'Édouard Philippe qui a réfléchi à la mise en place du calendrier qui devait permettre de descendre à moins de 50 % de contributions du nucléaire dans la production électrique française. Tout ça, c'est le dogme contre la science. Nous, nous souhaitons faire l'inverse. ■



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

J'observe qu'en vérité, le RN, sur le plan économique, est l'héritier du gaullisme social



**François Durvy**

Conseiller spécial de Jordan Bardella

La gestion calamiteuse du dossier Epstein et son incapacité à poursuivre les adversaires politiques de Trump ont fini par coûter son poste à Pam Bondi. La procureur générale s'est vu signifier jeudi par un message sur Truth Social la fin de ses fonctions. Moins d'un mois après la mise à pied de la secrétaire à la Sécurité du territoire, Kristi Noem, Bondi devient la deuxième membre du cabinet à être limogée par un président qui avait jusqu'à présent évité les remaniements ministériels.

« Pam Bondi est une grande patriote américaine et une amie fidèle », a écrit Trump dans son message. « Pam a accompli un travail remarquable en supervisant une vaste campagne de répression de la criminalité à travers notre pays, ce qui a permis de faire chuter le nombre de meurtres à son plus bas niveau depuis 1900. Nous aimons Pam, et elle va prendre de nouvelles fonctions très attendues et importantes dans le secteur privé, qui seront annoncées prochainement », a ajouté le président américain, tout en annonçant la nomination du numéro deux du ministère, le procureur général adjoint Todd Blanche, pour la remplacer.

« Diriger les efforts historiques et fructueux du président Trump pour rendre l'Amérique plus sûre et plus sécurisée a été l'honneur d'une vie », a écrit Bondi, et sans conteste la première année la plus marquante du ministère de la Justice dans l'histoire des États-Unis. Ses quatorze mois de fonction laisseront certainement des traces dans son ministère, transformé et affaibli par des purges et des démissions massives.

**« Diriger les efforts historiques et fructueux du président Trump pour rendre l'Amérique plus sûre et plus sécurisée a été l'honneur d'une vie »**

Pam Bondi

Mais malgré son zèle à mettre au pas le ministère de la Justice, Bondi n'est pas parvenue à mener jusqu'au bout les poursuites judiciaires que Trump attendait d'elle contre ses adversaires. Et ses maladresses ont fait du dossier Epstein une source majeure d'embarras pour le président qu'elle était censée servir.

Avec ses longs cheveux blonds, Bondi a le profil digne de l'agence Central Casting qu'affectionne Trump. Mais surtout, elle est une fidèle du président, qu'elle a soutenu dès le début de sa campagne en 2016. Trump, élu malgré, et en partie grâce aux poursuites judi-

## Donald Trump limoge Pam Bondi, sa ministre de la Justice

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

La procureur générale n'a pas réussi à satisfaire les demandes du président de poursuivre ses adversaires, et paye sa gestion du dossier Epstein.



La désormais ex-procureur générale des États-Unis, Pam Bondi, lors d'une réunion à la Maison-Blanche, le 26 mars.

ciaires engagées contre lui par les démocrates, est déterminé à faire du ministère de la Justice un instrument à sa main et un outil de sa vengeance personnelle. Il veut aussi éviter l'erreur de son premier mandat, quand il avait nommé au ministère de la Justice des républicains traditionnels. Il avait limogé son premier procureur, Jeff Sessions, pour avoir refusé d'enquêter sur les

relations de sa campagne avec la Russie provoquant la nomination du procureur spécial Robert Mueller. Le second, Bill Barr l'avait servi fidèlement, mais ne l'avait pas suivi dans la contestation du résultat de l'élection présidentielle.

Bondi, avait en revanche passé le test de loyauté en soutenant la thèse de l'élection volée aux côtés de Rudy Giuliani. En 2024, elle avait aussi

accompagné Trump lors de son procès à Manhattan sur les paiements faits à la star du porno Stormy Daniels pour acheter son silence. Une fois nommée, Bondi prend à cœur son nouveau rôle ministériel. Même si les relations entre les présidents américains et leurs ministres de la Justice ont souvent été très étroites, Bondi ne prétend même pas à une indépendance de façade.

Dès son entrée en fonctions, elle mène des purges massives dans son ministère. « Beaucoup de gens au FBI et au ministère de la Justice n'aiment pas Donald Trump, nous allons les débarrasser », annonce-t-elle. Les procureurs ayant enquêté sur le président sont les premiers visés. Les bureaux d'enquête sur la corruption sont réduits, ainsi que ceux chargés de lutter contre les discriminations. Deux cents procureurs sont mis à pied, des milliers de fonctionnaires quittent leur poste volontairement. La purge sert aussi à intimider ceux qui restent. Mais le ministère perd aussi des juristes de haut niveau.

La nouvelle ministre de la Justice prend le parti du président quand celui-ci se heurte au pouvoir judiciaire. Bondi applique avec zèle les politiques de l'administration, y compris quand celles-ci s'opposent à la loi ou aux juges. Elle approuve les expulsions d'immigrés clandestins vers des prisons dans des pays tiers, et ignore les décisions de justice suspendant ces mesures. Elle applique l'élimination du droit du sol décidée par décret présidentiel, et approuve les nominations du président, y compris celles de candidats aux compétences juridiques limitées.

**Son zèle lui a fait commettre des erreurs. La première survient moins d'un mois après sa nomination**

Son zèle lui a fait commettre des erreurs. La première survient moins d'un mois après sa nomination. Lors d'une apparition sur Fox News, chaîne que regarde presque en permanence le président, elle annonce des révélations à venir sur l'affaire Epstein et affirme avoir sur son bureau une « liste de clients », qu'elle s'apprete à publier. La perspective de voir dévoilées les turpitudes des démocrates allèche le monde Maga. La semaine suivante, Bondi invite à la Maison-Blanche des « influenceurs » pour leur distribuer des classeurs portant l'inscription « Dossiers Epstein : phase 1 ». Mais ceux-ci s'avèrent n'être qu'une compilation d'informations déjà rendues publiques. Les complotistes sont furieux. La Maison-Blanche aussi, qui n'avait pas été prévenue de cette opération médiatique. Bondi a surtout gravement sous-estimé l'obsession des milieux Maga pour l'affaire Epstein. Au lieu de dévoiler les compromissions des démocrates, ses promesses d'ouvrir le dossier se retournent contre elle, et surtout contre celui qu'elle cherchait à impressionner : Donald Trump. ■

## Aux États-Unis, un nombre record de détenus meurent dans les prisons de l'ICE

Hélène Vissière  
Washington

Il est mort... des suites d'une infection dentaire non traitée. Emmanuel Damas avait été arrêté en septembre par l'ICE, la police de l'immigration, et transféré dans un centre de détention en Arizona. Là, en février, cet Haïtien de 56 ans, qui est arrivé aux États-Unis en 2024 dans le cadre d'un programme légal, a commencé à souffrir d'une dent. Malgré la douleur de plus en plus intense, il n'a pas eu droit à une visite chez le dentiste. On lui a simplement donné du paracétamol et un anti-inflammatoire. Au bout de plusieurs jours, son état s'est aggravé et ce père de deux enfants a fini par être envoyé aux urgences, où les médecins ont essayé d'enrayer l'infection qui s'était propagée. Neuf jours après son entrée à l'hôpital, sa famille a finalement eu l'autorisation de le voir. Il était dans le coma et est décédé le lendemain.

En tout, 14 personnes sont mortes depuis le début de l'année après avoir été placées en détention par la police de

l'immigration. En 2025, 33 personnes ont perdu la vie dans les centres de l'ICE, du jamais vu depuis 2004. Lors du mandat de Joe Biden, la moyenne était de 7 par an. Cette augmentation dramatique intervient alors que l'Administration Trump continue sa politique d'expulsions massives. Mais le fait que 47 individus soient décédés depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche a encore accentué les critiques vis-à-vis de la police de l'immigration, déjà sur la sellette pour ses tactiques d'arrestation musclées.

Le nombre d'immigrés emprisonnés par ses agents a atteint les 70 000 en début d'année, une hausse de 70 % par rapport à décembre 2024. Face à la surpopulation carcérale, le département de la Sécurité intérieure (DHS), qui chapeaute l'ICE, les incarcère dans des camps composés de tentes, ou encore dans des entrepôts... dans des conditions souvent déplorables. Selon de multiples témoignages et enquêtes, ces prisons gérées sans grand contrôle par des opérateurs privés, font face à toutes sortes de problèmes : manque de personnel, mauvaises conditions

d'hygiène, nourriture avariée et limitée, absence d'accès à des services de santé adéquats... Ce que le DHS dément : « Tous les détenus bénéficient de soins médicaux complets, dès leur arrivée et pendant tout leur séjour », assure un communiqué.

D'après le rapport d'un sénateur démocrate, le temps d'attente est très long pour voir un médecin, les médicaments prescrits ne sont pas toujours distribués, les gardes tardent parfois à envoyer les malades dans un état grave à l'hôpital... Des dizaines de femmes enceintes ne reçoivent pas le suivi nécessaire, même dans les cas de grossesse à risque. Certaines ont fait des fausses couches. « Les conditions dans ces centres ont toujours été mauvaises, mais ce que l'on voit

**« Le message qui vient d'en haut se résume à : peu importe ce qu'il se passe... l'Administration ferme les yeux »**

Aaron Reichlin-Melnick Expert de l'American Immigration Council

est bien pire qu'avant », observe dans un podcast Aaron Reichlin-Melnick, un expert de l'American Immigration Council. « Le message qui vient d'en haut se résume à : peu importe ce qu'il se passe... l'Administration ferme les yeux. »

La majorité des décès sont dus à des maladies. Maksym Chernyak, un Ukrainien incarcéré par l'ICE en Floride, se plaignait de palpitations cardiaques et de douleurs à la poitrine. Un médecin a constaté une tension élevée sans lui donner de traitement. Quand il a fait un sévère malaise, les gardes ont attendu plus de 40 minutes avant d'appeler l'ambulance. Il est mort d'un AVC. Ismael Ayala-Urbe, un Mexicain de 39 ans, est décédé dans un centre en Californie d'un abcès qui aurait pu être soigné. Luis Beltran Yanez Cruz, un citoyen du Honduras de 68 ans, souffrait de problèmes de tension qui se sont aggravés suite à son arrestation. Il a succombé à une crise cardiaque. On compte aussi plusieurs suicides. Brayon Rayo-Garzon, un Colombien de 27 ans, s'est pendu avant d'avoir pu voir un psychiatre. À cela s'ajoute la crainte d'homicides commis

par les forces de l'ordre. Geraldo Lunas Campos, un immigré cubain de 55 ans est mort à Camp East Montana au Texas en janvier. Le DHS avait commencé par dire qu'il s'agissait d'un suicide. Mais le médecin légiste a conclu à un homicide, citant une « asphyxie due à une compression du cou et du torse ». Des témoins ont affirmé qu'il avait été étouffé par des gardes. Depuis, les familles de personnes décédées dans les prisons de l'ICE demandent une autopsie indépendante.

Des familles et des organisations ont entamé des actions en justice. Claudia Sheinbaum, la présidente du Mexique, a annoncé qu'elle allait prendre des mesures légales pour exiger des conditions meilleures pour ses ressortissants. Les élus démocrates demandent des enquêtes. Un groupe de sénateurs bloque depuis des semaines le budget du DHS en demandant que la police de l'immigration soit soumise à davantage de contrôles... « Une rage de dents ne devrait pas être une condamnation à mort », a martelé Adelita Grijalva, une élue de l'Arizona, après le décès d'Emmanuel Damas. ■

LE  
**GRAND  
JURY**

**Le Grand Jury, le rendez-vous politique incontournable.**

**DIMANCHE 12H-13H** EN DIRECT SUR **RTL** ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR **PUBLIC SENAT**

Olivier BOST  
Tâm TRAN HUY  
Jim JARRASSÉ

**RTL**  
PUBLIC SENAT  
**LE FIGARO**

**RTL**

#LeGrandJury

# À la frontière libanaise, Damas combat les trafics du Hezbollah

Manon Chapelain Envoyée spéciale à Yabroud

La Syrie, restée à l'écart du conflit, cherche à contenir les flux d'armes de la milice chiite et à prévenir toute incursion sur son territoire.

**A**u pied des reliefs abrupts du Qalamoun, des camions à plateau progressent par à-coups, freinés par la caillasse et la neige. À l'arrière, des guérites militaires tangent, sanglées sur des remorques lourdes de boue. Mission du jour : les acheminer à flanc de colline, là où, dit-on, se dessine la lisière du Liban. Au volant, un soldat en treillis s'acharne. Son moteur hurle, puis s'étouffe. « Il va encore falloir monter à pied », souffle-t-il en jaugeant ses pneus. Puis, d'un geste vers les crêtes : « Il faut surveiller. »

À l'ouest, de l'autre côté de la ligne de cimes, qui marque la frontière libanaise, des missiles percent régulièrement, suivis de détonations sourdes. Ils s'écrasent sur la plaine de la Bekaa et, plus loin encore, dans le Sud-Liban, méthodiquement frappé depuis un mois par l'armée israélienne dans sa campagne contre le Hezbollah.

Alors que la guerre s'installe dans la durée, Damas s'efforce de se maintenir à l'écart de toute confrontation. Le pouvoir syrien sait ses capacités militaires affaiblies par quatorze années de guerre et progresse dans un jeu d'équilibre. Mi-mars, Washington a été accusé d'exercer une pression sur Damas pour désarmer le Hezbollah, allégation tout de suite démentie par l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack. En face, Tel-Aviv continue d'utiliser l'espace aérien syrien à sa guise, et a franchi, dimanche, une nouvelle étape, en lançant sa première mission de reconnaissance depuis le sol syrien, une unité d'alpinistes descendue à ski depuis les hauteurs du mont Hermon, dans le sud du pays.

Dans la pagaille régionale, l'armée syrienne a déployé, début mars, des milliers de soldats et de véhicules blindés le long de sa frontière avec le Liban, dans un but présenté comme « défensif ». L'objectif est double : contenir d'éventuels replis de combattants du Hezbollah vers le territoire syrien et entraver les réseaux de contrebande de l'« axe de la résistance », établi par l'Iran du Liban au Yémen, pour armer le Hezbollah.

La carrière marquée par une veste de costume à épaulettes, Khaled Abass Taktouk, préfet de Yabroud, ville frontalière du Qalamoun, aligne sur son bureau des photographies des récentes saisies. Sur les clichés apparaissent, parmi d'autres munitions et mitrailleuses, des missiles antichars russes de type Malioutka et Kornet, ainsi qu'un missile antiaérien Stinger - de l'armement hérité des stocks accumulés sous le régime de Bachar el-Assad. « La majorité des armes que nous interceptons ont été récupérées au moment de la chute du régime. Elles sont désormais revendues par des réseaux cherchant à en tirer profit », explique-t-il.

À la frontière, les opérations se multiplient. Le 28 mars, l'armée syrienne a annoncé la découverte de deux tunnels reliant la Syrie au Liban, à l'ouest de Homs, utilisés pour la contrebande. Plusieurs caches d'armes auraient également été localisées à proximité immédiate de la frontière, dans la zone grise entre la Syrie et le Liban. Elles n'ont pas encore été démantelées. « Ce sont des opérations très sensibles, justifie Khaled Abass Taktouk. Nous considérons ces hommes comme nos ennemis. Le Hezbollah a sa part de responsabilité dans le drame syrien. »

Allié clé de Bachar el-Assad dans sa guerre contre les insurgés à partir de 2011, le Hezbollah a longtemps profité des facilités offertes par Damas pour acheminer ses armes vers le Liban. L'arrivée au pouvoir d'Ahmed al-Charaa a rebattu les cartes régionales, éloignant



la Syrie du croissant chiite et fragilisant les routes traditionnelles de contrebande utilisées par l'« axe de la résistance ». La multiplicité des passages informels et l'ancrage des réseaux locaux continuent toutefois d'en assurer la survie. « Les villages de part et d'autre de la frontière restent étroitement liés, concède le préfet. Certaines familles opèrent des deux côtés. » De mémoire d'habitants du Qalamoun, l'histoire de ces bourgades s'est confondue avec celle du Hezbollah dès sa création.

Dans les années 1980, la chaîne de l'Anti-Liban, dont le flanc oriental tombe en Syrie, a servi de corridor logistique pour acheminer armes et autres marchandises vers le Liban. À partir de 2013, le Hezbollah s'impose comme un acteur militaire clé, engagé aux côtés de Bachar el-Assad contre les insurgés de l'Armée syrienne libre (ASL). Shafek Hababeh, 30 ans, a servi la rébellion et garde un souvenir aussi précis que brutal de la bataille qui a scellé la prise de la vallée de Yabroud, en mars 2014. « Il y avait des corps partout le long des trottoirs, dit-il, en faisant défiler des vidéos sanglantes sur son téléphone. Nous étions obligés de nous réfugier dans les grottes des montagnes ». Les combats achevés, les hommes du Hezbollah ont tout de suite investi les hauteurs, verrouillé les axes et pris le contrôle des villages frontaliers. Lui fut jeté sur les routes de l'exil.

**« Oui, le Hezbollah continue ses activités de manière périphérique. On les combat... Mais on ne résoudra rien sans éduquer nos jeunes. Il faut les sortir de la pauvreté »**

Un agent de sécurité syrien

Au volant d'un SUV flambant neuf, il traverse les ruelles de Yabroud en faisant rugir son moteur. Depuis la chute du tyran el-Assad, le voilà « de retour ». L'autoradio crache des chants révolutionnaires, repris à pleine voix. « Nous nous avons préparé les linçons... par les mains des hommes du Qalamoun. Ô parti du diable, ça suffit... nous ne reculerons pas, quoi qu'il arrive. » Dans la vallée, ces paroles sont connues de tous. « Ahfer kabrak fi Yabroud » - « Creuse ta tombe à Yabroud » en français, - dit le titre, en réponse à l'hymne des combattants du Hezbollah lors de leur assaut sur la ville : « Ahssem nassrak bi Yabroud » - « Prends ta victoire à Yabroud ». Par la fenêtre défilent des hectares de vergers recouverts d'un fin manteau blanc, des pommiers et cerisiers décharnés par le froid de l'hiver. Ici, la vie tient à la terre. Les habitants tirent



tous, ou presque, leurs revenus de l'exploitation de leurs champs. « Pendant longtemps, le Hezbollah nous a interdit d'accéder à nos terres. Puis ils nous ont prélevé au moins 10 % des récoltes », témoigne Namer Abou Zayed, 67 ans, au volant d'une Peugeot rouillée. Propriétaire de 2300 hectares à la frontière avec le Liban, lui n'a jamais cessé de cultiver.

« Avec la guerre, d'autres se sont tournés vers des activités plus lucratives... », souffle-t-il, en frottant son pouce contre son index. Comprendre : la drogue. Sous le régime de Bachar el-Assad, souvent décrit comme un « narco-État » tant la production et le trafic étaient devenus une économie parallèle, ces activités ont irrigué toute la vallée avec l'appui

**Dans le village de Ras al-Maara, à la frontière syro-libanaise, certains jeunes sont tentés de participer au trafic d'armes et de drogue à cause du manque d'opportunités économiques dans la vallée.**

ARTHUR LARIE POUR LE FIGARO

des réseaux liés au Hezbollah. « C'était difficile à quantifier, tout le monde le savait, mais personne n'en parlait », continue le retraité. Des laboratoires, souvent dissimulés dans les zones rurales ou montagneuses, ont ainsi vu le jour le long de la frontière. Ils ont depuis la chute d'el-Assad officiellement été fermés.

Au carrefour d'une ruelle cabossée par de vieux affrontements, un groupe de jeunes rigole et joue des muscles.

À l'évocation dudit sujet, un silence glisse. L'un d'eux s'avance, plus assuré que les autres : « Bien sûr, la drogue, on travaille tous pour elle. » Il n'a pas 17 ans. Ses grands yeux bleus se détachent de son visage dissimulé derrière un foulard. Il dit faire la mule, de temps en temps, entre la Syrie et le Liban : 100 dollars l'aller-retour. Et pour qui ? Il esquisse un sourire. Pas le temps de répondre qu'une voiture blindée de la police s'arrête à sa hauteur. Les jeunes disparaissent aussitôt. Au volant, l'agent de sécurité hausse les épaules puis concède : « Oui, le Hezbollah continue ses activités de manière périphérique ici. Il y a nos militaires, on les combat... Mais on ne résoudra rien sans éduquer nos jeunes. Il faut les sortir de la pauvreté. » ■

**NOUVEAU**  
AVRIL - MAI 2026

## LE FIGARO HISTOIRE

**À LA CONQUÊTE DU GROENLAND**  
DES VIKINGS À DONALD TRUMP

**À la conquête du Groenland, des Vikings à Donald Trump**

À qui appartient le Groenland ? L'intention de Donald Trump de mettre la main sur ce pays méconnu, sous souveraineté danoise, soulève nombre de questions. *Le Figaro Histoire* revient dans un dossier spécial sur la longue épopée de la plus grande île du monde. Les spécialistes réunis pour l'occasion racontent l'arrivée, au X<sup>e</sup> siècle, du mythique chef viking Erik le Rouge, qui y fonda plusieurs établissements, puis celle des Inuits au XIII<sup>e</sup> siècle. Ils détaillent les étapes de la colonisation danoise qui suivit, font revivre les grands explorateurs (le commandant Charcot, Paul-Émile Victor, Jean Malaurie) qui parcoururent ses solitudes glacées, et décryptent les raisons pour lesquelles le Groenland est devenu un enjeu de rivalité entre les États-Unis, la Russie et l'Europe.

Dans l'actualité, l'offensive israélo-américaine en Iran est l'occasion de rappeler la série de précédents menés par les Américains depuis la Seconde Guerre mondiale pour parvenir ici ou là à des changements de régime. Parmi ses reportages, *Le Figaro Histoire* vous emmène en Grèce sur les traces des croisés, qui bâtirent dans le Péloponnèse des châteaux dont on admire d'étonnants vestiges, et vous fait découvrir la splendide exposition que le musée Carnavalet consacre à Mme de Sévigné à l'occasion des quatre cents ans de sa naissance.

**11 €**  
1,90

En vente actuellement chez tous les marchands de journaux et sur [www.figarostore.fr/histoire](http://www.figarostore.fr/histoire)

Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur X et Facebook

Ou abonnez-vous au *Figaro Histoire* en flashant ce QR Code

**Apolline Convain**  
Envoyée spéciale à Erbil

**Afsana et Sarbat, un couple d'artistes en délicatesse avec le régime iranien, ont fini par être réunis en Irak. Mais ils ont abandonné leurs enfants et leurs vies derrière eux en Iran.**

**A**u creux des reliefs formés par les monts Zagros au chapeau recouvert de neige, la route serpente pour atteindre la ville de Penjwen, située à l'extrême ouest du Kurdistan irakien. Là, juste avant l'entrée de la bourgade, il faut bifurquer à gauche pour emprunter une ultime deux-voies déserte pour atteindre la frontière avec l'Iran. Ce dimanche, une horde de taxis stationnent à deux pas du barrage de la douane. Leurs conducteurs, appuyés sur leur carrosserie jaune délavée, attendent impatiemment le client arrivant au comptegouttes depuis l'Iran. À l'écart, Sarbat\* frotte ses mains bleutées pour y faire affluer le sang. Il est assis dans sa Peugeot 206, son regard marron rivé vers les silhouettes tirant leurs valises sur l'asphalte détrempé. Il guette sa femme, Afsana\*. « Elle est juste là. Je ne sais pas combien de temps cela va prendre pour qu'ils vérifient les passeports, mais je dirais deux ou trois heures maximum », assure l'homme à la queue-de-cheval grisonnante. Depuis dix mois, le couple iranien originaire de Saqqez vit au Kurdistan irakien. Comme Afsana ne possède pas de titre de résidence, elle doit chaque mois passer la frontière pour renouveler son visa. Simple démarche administrative.

Les heures passent, mais Sarbat n'a aucune nouvelle de sa femme. Il vérifie son téléphone, fébrile. Pour passer le temps, il regarde les photos des œuvres qu'il peignait lorsqu'il vivait encore en Iran. Il s'attarde sur les portraits de sa femme aux cheveux teintés couleur de feu. « Avant la guerre, nous pouvions passer d'un côté et de l'autre de la frontière sans problème, mais maintenant le système ne fonctionne pas correctement, c'est pour ça que cela prend plus de temps aujourd'hui », fait valoir le Kurde âgé de 51 ans pour justifier l'attente. La République islamique a renforcé les contrôles à ses frontières afin de limiter les passages de civils, selon plusieurs personnes qui parviennent ce jour-là à traverser. Ce dimanche 8 mars, c'est d'ailleurs la première fois depuis que le conflit a éclaté que les Iraniens qui ne disposent pas de titre de résidence pour le Kurdistan irakien sont autorisés à passer.

Les haut-parleurs du minaret situé à deux pas de la frontière entonnent le quatrième appel à la prière de la journée. Le jour baisse et Afsana n'est toujours pas là. Sarbat tourne les talons et décide de rentrer chez lui, inquiet. Il donne des nouvelles par message le lendemain. « Ma belle-sœur et ma nièce, qui étaient avec Afsana, ont pu passer la frontière. Elles m'ont prévenu que ma femme s'était fait refuser mais ne savent pas pourquoi », écrit-il. Il n'a d'autre choix que de reprendre son travail dans un restaurant de grillades où il a été embauché deux semaines auparavant. Le soir, dans le deux-pièces qu'il partage avec une connaissance et où la chambre fait aussi office de salon, il tente d'appeler Afsana, en vain. Au début de la guerre, le gouvernement iranien a totalement coupé internet. « J'ai demandé à un ami de retourner en Iran pour la retrouver. Demain, j'irai à la frontière afin de capter le réseau iranien et appeler cet ami afin qu'il me donne des nouvelles », explique Sarbat sur WhatsApp.

Cette option est la seule que le quin-quagénaire a trouvée à défaut de pouvoir se rendre lui-même dans son pays d'origine. La peinture, qui a permis au Kurde de rencontrer son épouse il y a dix ans, lui a surtout valu les foudres du régime iranien. « Je ne me suis pas opposé au régime... Mais disons que je défendais des principes de liberté et que certains de mes publications dérangeaient le gouvernement », glisse l'artiste avec calme. Sur son téléphone, il montre des dessins de Statues de la



Afsana et Sarbat dans un parc à Erbil, dans le Kurdistan irakien, le 17 mars. HAWRE KHALID POUR LE FIGARO

## Entre l'Irak et l'Iran, ces familles kurdes que la guerre sépare

liberté ou de danseuses de cabaret. Ses prises de position ne plaisent pas aux autorités. « Je commençais à être reconnu et à connaître beaucoup d'artistes. Le gouvernement a voulu me nommer responsable d'une sorte de syndicat des artistes afin de régler les conflits qu'il pourrait y avoir avec les autorités, mais il n'en était pas question. Tout ce qu'ils cherchent à faire, c'est me contrôler », fulmine-t-il.

**« Je ne me suis pas opposé au régime... Mais disons que je défendais des principes de liberté et que certaines de mes publications dérangeaient le gouvernement »**

**Sarbat** Iranien réfugié au Kurdistan irakien

Après ce refus, l'un des amis de Sarbat, employé au ministère iranien de la Culture et de l'Orientation islamique lui conseille de quitter le pays. Dans un premier temps, il ne fait pas de demande de titre de résidence et continue de faire des allers-retours en Iran chaque mois afin de renouveler son visa. Mais son ami lui suggère rapidement d'éviter tout séjour dans son pays d'origine. « Il m'a dit que mon nom serait inscrit sur liste rouge si je revenais, et que je pouvais avoir des problèmes en raison de ce que j'ai publié sur internet, confie le peintre. Je ne sais pas exactement ce que je risque, particulièrement en ce moment car la situation est instable, mais je me méfie car ils ne cherchent qu'une excuse pour

arrêter les Kurdes... J'ai peint à l'époque des manifestations le portrait de Mahsa Amini. » L'étudiante kurde tuée en septembre 2022 après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour « port de vêtements inappropriés » est originaire, comme Sarbat, de Saqqez.

Son assassinat, telle une étincelle, avait déclenché une large vague de manifestations en Iran sous le slogan « femme, vie, liberté ». Au Rojhelat, ce sont les termes kurdes « Jin, Jiyar, Azadi » qui résonnaient dans les rues. Sarbat refuse d'évoquer sa participation à ce mouvement. Il se gratte le crâne, un peu nerveux. « Ce n'est pas si évident, quand tu as des enfants et une famille, tu as peur », glisse-t-il. La mobilisation populaire a été violemment réprimée par le régime, qui a tué au moins 550 civils, selon les Nations unies. Les dizaines de milliers de personnes, dont des enfants, ont été arrêtées arbitrairement et les condamnations à mort se sont multipliées. Les Kurdes du Rojhelat ont fait l'objet d'une répression particulière de la part de Téhéran. « Ils sont entrés dans la maison de nos voisins et ont attaqué leur famille. En Iran, le simple fait d'être kurde vous expose au danger », soupire Sarbat.

Les Kurdes, qui représentent 10 à 15% de la population iranienne, sont vus comme une menace sécuritaire en raison de leurs aspirations séparatistes et de leurs particularités culturelles. Depuis l'arrivée au pouvoir des mollahs en 1979, ils subissent discriminations à l'emploi et à l'éducation. L'enseignement du kurde est prohibé et le régime sous-investit dans leur région. « Mon fils effectue actuellement son service militaire dans l'armée, étape

obligatoire pour avoir un passeport, témoigne le peintre exilé. Il est sur le point de terminer et ses supérieurs lui ont demandé pourquoi il souhaitait avoir un passeport. Quand il a expliqué que c'était pour me rendre visite en Irak, ils ont commencé à enquêter sur lui. Heureusement que la guerre a éclaté et qu'ils ont suspendu leurs recherches. » En raison de cette répression et à l'instar des six principaux partis d'opposition kurdes iraniens, des milliers de civils trouvent refuge au Kurdistan irakien voisin, qui bénéficie d'une autonomie politique vis-à-vis de Bagdad. Ici, Sarbat se réjouit de pouvoir peindre sans craindre d'être arrêté. Mais sa situation financière l'empêche d'en vivre. « J'ai étudié l'art pour me retrouver salarié dans un restaurant de kebab », déplore-t-il.

Le vendredi 13 mars, cela fait cinq jours que Sarbat n'a pas eu de nouvelles de sa femme. Il ne parvient plus à masquer son anxiété. Les autorités iraniennes amplifient leur répression contre les Kurdes en augmentant leur présence sécuritaire au Rojhelat. Et puis le samedi, vers 11 heures du matin, la nouvelle tombe : « ma femme est arrivée cette nuit », écrit-il sur WhatsApp, fou de joie. Le soir même, son service terminé, il grimpe deux par deux les marches qui mènent au premier étage de l'immeuble où l'attend son épouse. En l'entreignant, il manque de renverser la théière posée sur un réchaud au milieu de l'entrée. Afsana a recouvert ses joues de blush et ses lèvres de gloss.

Assise sur un matelas qui fait office de canapé, dans la pièce exigüe où une étagère envahie par les ustensiles de maquillage est accrochée à côté du réfrigérateur, la femme de 43 ans

raconte : « Quand je suis arrivée à la frontière dimanche dernier, le poste de douane était bondé. Avec ma sœur, nous avons attendu jusqu'à la nuit pour pouvoir passer. Chaque passeport a été envoyé à Téhéran pour être contrôlé. Ma sœur est passée, et j'ai été refusée. J'ai attendu deux nuits dans un hôtel près de la frontière, puis j'ai décidé de retourner à Saqqez afin de rendre visite à nos enfants. » Coupée d'internet, elle dit se sentir aveugle. Lorsqu'elle arrive, la ville est sous le feu des bombardements américano-israéliens.

À deux reprises, alors qu'elle rend visite à l'une de ses sœurs, les frappes retentissent, très proches. « Ils ont failli tuer mon fils, s'étrangle la jeune femme. Pour son service militaire, il est stationné dans une base de Divandarreh qui a été bombardée deux jours avant qu'il ne revienne de sa période de congés. Il y a échappé de peu. »

Les États-Unis et Israël intensifient depuis le 2 mars leurs frappes sur les positions des services de renseignements, du corps des gardiens de la révolution et de la police au Rojhelat.

**« Les gens sont heureux car ils ont besoin de changement. Nous sommes épuisés de cette situation économique et de ce gouvernement »**

**Afsana** Iranienne réfugiée au Kurdistan irakien

À la date du 20 mars, ils ont mené 10 000 frappes en Iran, tuant près de 1500 civils iraniens, selon l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRANA). Les Américains cherchent à éliminer toute résistance à une possible offensive terrestre. Donald Trump envisage toujours, selon des responsables américains, d'envoyer des troupes dans le pays. Les partis d'opposition kurdes iraniens, exilés en Irak, prépareraient également une opération terrestre soutenue par leur allié américain. Chez les Kurdes iraniens, ce scénario fait naître l'espoir de voir le régime iranien chuter. « Les gens sont heureux car ils ont besoin de changement. Nous sommes épuisés de cette situation économique et de ce gouvernement. C'est la seule guerre qui nous rend heureux », ose Afsana.

La chanteuse, qui travaille depuis son exil dans un hôtel, raconte que militaires et policiers portent désormais des vêtements civils, de peur d'être ciblés par les Américains. Le couple s'accorde sur une chose : le régime iranien vit ses dernières heures. « Depuis que cette guerre a commencé, nous nous sentons beaucoup plus libres et soulagés, bredouille Sarbat. Mais nous ne pouvons pas exprimer ça publiquement, alors on cache ce que tout le monde pense. » Ils restent cependant prudents. Tant que les mollahs ne sont pas tombés, ils préfèrent ne pas parler de politique. « Ce régime est tellement fort, il est possible qu'ils nous suivent jusqu'ici », justifie le peintre. Ils s'inquiètent pour leurs enfants respectifs, nés de différents mariages, âgés de 23, 19, et 18 ans. Tous trois vivent toujours sur place. « Lorsque je suis arrivée au Kurdistan cette nuit, j'étais déchirée entre la joie de retrouver mon mari, et la tristesse de quitter mes enfants dont je n'ai plus de nouvelles », lâche Afsana, alors que son regard marron se remplit de larmes.

À la guerre et aux coupures d'internet s'ajoute en Iran une crise économique sans précédent. « Nous sommes obligés de donner de l'argent à mon fils et à sa femme car ils n'arrivent pas à boucler les fins de mois », raconte la femme en serrant la main de son mari. Les taxes, les loyers, la nourriture, tout est devenu hors de prix. Le rial a atteint en décembre 2025 un taux historiquement bas. Sarbat donne pour exemple le prix de la viande : « Quand nous sommes partis il y a 10 mois, un kilogramme de viande coûtait 600 000 rials, contre 1 million maintenant. » L'artiste soupire. Que dire de plus, qui ne leur vaudrait pas d'être arrêtés par le régime s'ils retournent en Iran ? « Nous n'étions pas censés parler d'art ? », lâche-t-il ironiquement. Pour éviter d'autres questions, il implore Afsana de chanter. Elle entame un air kurde de sa voix puissante. « Il y a un proverbe qui dit : "tu es kurde, qu'importe où tu sois" », souffle Sarbat. ■  
\* Les prénoms ont été modifiés pour des raisons de sécurité

# Scandale du périscolaire : les parents mitigés après les annonces d'Emmanuel Grégoire

Emma Ferrand

Le maire de Paris a dévoilé un plan contre les violences sexuelles d'animateurs envers les élèves. Les familles sont soulagées, mais dubitatives sur certains points.

Moins d'une semaine après son intronisation à la mairie de Paris, Emmanuel Grégoire a dévoilé ce vendredi son « plan d'action » pour lutter contre les violences sexuelles dans le périscolaire à Paris. Dans un entretien au Monde, il est d'abord revenu sur sa volonté de mettre en place une convention citoyenne dès ce mois d'avril pour travailler sur les rythmes scolaires. Parents, personnels éducatifs et associations devront rendre leurs conclusions au sujet d'une éventuelle réorganisation de la semaine de 4,5 jours d'ici mi-juin. L'édile a ensuite promis de « communiquer chaque trimestre le nombre de suspensions d'animateurs », et a assuré qu'un « livret d'accueil » et des réunions de rentrée périscolaire seront mis en place dans chaque école. À l'occasion d'une conférence de presse ce vendredi matin, Emmanuel Grégoire a déclaré que, depuis le début de l'année 2026, 78 animateurs ont été suspendus, dont 31 pour suspicion de violences sexuelles. « Ces chiffres doivent nous amener à une remise en cause profonde, totale », a-t-il affirmé.

Il a par ailleurs annoncé que la formation sur la prévention des violences faites aux mineurs sera généralisée à tous les agents dans les deux mois à venir. Aussi, à moyen terme, une « école parisienne du périscolaire » sera créée pour dispenser les « 48 heures de formation initiale obligatoires » mais aussi pour préparer chaque animateur au Bafa. Dans le même temps, l'édile a annoncé vouloir ouvrir une « Maison des enfants », « un lieu de prise en charge des victimes », « d'écoute et de recueil de la parole et de la preuve, pour réaliser rapidement des constats et des diagnostics médicaux opposables ».

Côté recrutement, chaque candidat « passe désormais par la vérification de



Emmanuel Grégoire lors de la première séance du nouveau conseil municipal à l'hôtel de ville de Paris, le 29 mars.

STEPHANIE LECOCCO / REUTERS

quatre fichiers (police, justice, jeunesse et sports, NDLR) et il a été clairement dit à l'ensemble des circonscriptions parisiennes des affaires scolaires que ne pas respecter ces procédures serait considéré comme une faute », a complété Emmanuel Grégoire. Enfin, le poste de défenseur des enfants, créé en décembre et occupé par Dominique Versini, va déjà être supprimé. Des mesures qui ont un coût : le maire socialiste estime devoir injecter au moins 20 millions d'euros pour mettre en place ces initiatives, qui, pour la plupart, « sont applicables immédiatement ».

**« Nous sommes contents de ces premières mesures, mais des enfants continuent d'être abusés aujourd'hui. Nous demandons la mise en place d'un protocole d'urgence pour agir sur les situations actuelles »**

Barka

Membre du collectif SOS Périscolaire

Pour les familles, ces premières annonces sont un soulagement. « Je suis bluffé. La maison des enfants est une super initiative », salue Brice\*, père d'un enfant abusé sexuellement dans une école du 11<sup>e</sup> arrondissement. Un avis partagé par le collectif SOS Périscolaire, qui avait été reçu ce lundi à l'Hôtel de Ville : « On se félicite de voir que nous avons été entendus et que les discussions que nous avons depuis 2021 et la collaboration renforcée depuis novembre avec la Ville porte ses fruits », écrivent Anne et Elisabeth, les cofondatrices, dans un communiqué.

SOS Périscolaire reste néanmoins attentif à la mise en place de ces mesures et réclame des formations plus poussées, « mais le développement d'un Bafa par la Ville est un bon début. Quant à la convention citoyenne, nous attendons de voir comment elle sera organisée », précise le collectif. Idem pour l'organisation MeToo École : « Les avis sont partagés entre les parents qui, cela peut se comprendre, sont exigeants. Nous sommes contents de ces premières mesures, mais des enfants continuent d'être abusés aujourd'hui. Nous demandons la mise en place d'un protocole d'urgence pour agir sur les situations actuelles », note Barka, membre du groupe.

« Il manque le discours aux enfants et aux parents suivant : "On vous croit, on vous protège maintenant" », lance Camille\*, maman d'un enfant concerné par des violences physiques à l'école Saint-Dominique, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement. Même son de cloche pour Paul\*, père d'un élève abusé sexuellement dans la même école. « Emmanuel Grégoire devrait avant tout faire le ménage dans ses équipes, chose qui n'a pas l'air d'être prévue au programme », critique-t-il. Ce à quoi répondait Anne-Claire Boux, adjointe au maire en charge des affaires scolaires et de la petite enfance, ce vendredi matin : « Je vous présente nos excuses pour ces dysfonctionnements graves. Pour beaucoup de parents, la confiance est rompue. Aujourd'hui, notre travail est de reconstruire cette confiance. »

Du côté de l'opposition, le ton est plus acerbe. « Emmanuel Grégoire refuse toujours de réaliser un audit, pourtant essentiel pour comprendre les dysfonctionnements qui se sont produits mais aussi établir la chaîne des responsabilités », tonne Nelly Garnier, conseillère de Paris du 11<sup>e</sup> arrondissement au sein du groupe Paris Liberté !, mené par Rachida Dati. Son homologue du 15<sup>e</sup> arrondissement,

Inès de Ragueneil, tempère : « Ces annonces vont dans le bon sens. Les parents avaient besoin de mesures concrètes. Mais je reste frustrée sur certains points. Il est primordial de réformer les rythmes scolaires mais aussi de mettre en place des contrôles inopinés au fil de la carrière de l'animateur employé. »

Ce discours n'étonne pas un conseiller de Paris de la majorité, qui confie au Figaro : « Il y aura inévitablement tout au long du mandat un caractère explosif de ce dossier qui sera instrumentalisé par l'opposition. » Le 30 mars, Paris Liberté ! a demandé au maire de créer une mission d'information et d'évaluation sur l'organisation et la sécurité du périscolaire parisien. De son côté, l'édile a assuré que ces premières annonces seront prochainement complétées par des mesures supplémentaires. « Les semaines qui viennent appellent beaucoup de travail », conclut-il. ■

\* Les prénoms ont été modifiés.

## Quand la Jeune Garde se revendique « mouvement social de terrain »

Paule Gonzalès

Devant le Conseil d'État, qui doit décider de la dissolution de l'organisation antifasciste, son avocat a plaidé l'absence de toute « dérive totalitaire ».

Une petite foule intense se presse en bas du grand escalier d'honneur du Conseil d'État, avant de se précipiter jusqu'à la salle du contentieux. Vendredi, entre les murs de la haute juridiction connue pour ses mœurs retenues et sa grande discrétion, ce public pressé témoignait de la singularité de ces débats.

Rares sont les fois où, en matière de contentieux, une audience au fond donne tant de place à l'oralité. Cette fois, le président d'audience Denis Piveteau l'a encouragée. C'est que ces débats étaient consacrés à la dissolution de la Jeune Garde, l'organisation antifasciste et d'extrême gauche lyonnaise créée par Raphaël Arnault, député LFI. Lui comme son mouvement, dissous le 12 juin 2025 par Bruno Retailleau, sont sous le feu des critiques depuis la mort du militant d'extrême droite Quentin Deranque, le 12 février dernier.

D'emblée, le rapporteur public, Frédéric Puigserver - dont l'avis est consultatif - a planté le décor. Celui des « événements dramatiques qui ont mené à la mort de Quentin Deranque, frappé à mort et pour lequel on évoque l'implication d'anciens membres de la Jeune Garde, même si les responsabilités ne

sont toujours pas établies. Si les faits postérieurs à la dissolution sont inopérants, ils éclairent d'une lumière trouble cette affaire », affirme-t-il en prélude, avant de revenir à l'examen chirurgical des deux points de droit au cœur de l'audience : « Les provocations à des agissements violents à l'encontre des personnes et des biens » et « la proportionnalité » de la mesure de dissolution.

Au-delà du symbole de l'association, les trois flèches en référence à la lutte antifasciste allemande, et de sa devise « riposte immédiate », le rapporteur public a insisté sur la reprise des actions de la Jeune Garde sur les réseaux sociaux, où les posts présentent « ces militants comme des combattants », où les violences font l'objet « de commentaires laudatifs et où l'on détaille les blessures infligées ». De quoi cultiver l'« ambiguïté » de « ce groupement de faits », tout comme l'évocation « des entraînements des membres aux sports de combat, dont on peut se demander si le but est uniquement de former le service d'ordre » de l'association. Au cœur de la démonstration, « l'absence de modération » qui a conduit à « augmenter leur visibilité ».

Car la jurisprudence du Conseil d'État a fixé qu'« une dissolution n'est

justifiée que lorsqu'une association ou un groupement incite des personnes à se livrer à des agissements violents à l'encontre des personnes ou des biens - explicitement ou implicitement, par des propos ou des actes -, légitime publiquement des agissements d'une gravité particulière ou s'abstient de modérer des incitations explicites à commettre des actes de violence publiés notamment

**« N'invalides pas l'avenir et l'action de ces mouvements qui, avec plus ou moins d'efficacité, n'ont d'autre objet que de défendre la démocratie »**

M<sup>e</sup> Paul Mathonnet

Avocat de la Jeune Garde

sur ses réseaux sociaux ». Pourquoi donc les dirigeants de la Jeune Garde n'ont-ils pas demandé aux administrateurs du groupe Antifa Squads, réceptacle numérique des actions violentes des mouvements antifascistes, « le retrait de ces posts ou pourquoi les membres de la Jeune Garde ne se

sont-ils pas désolidarisés ? », interroge le magistrat.

Le rapporteur public a ensuite rappelé la gravité des faits et des actions de l'association antifasciste : « Les provocations récurrentes, le manquement au devoir de modération et les faits graves commis tendent à prouver la dérive totalitaire de ce mouvement qui n'entend pas seulement combattre par l'idéologie des idéologies mais qui entend éliminer physiquement ses opposants de l'espace public et se transforme en milice. Dès lors, il n'y a pas d'objection à ce que la République se défende et protège ses enfants, et pour cela utilise l'arme de la dissolution. »

M<sup>e</sup> Paul Mathonnet, qui défend la Jeune Garde, a rebondi sur cet argument. Mais il a d'abord mis en garde les magistrats contre « ce climat tendu » qui entoure l'affaire, du fait « des circonstances tragiques » de la mort de Quentin Deranque, sur laquelle « on ne peut tirer de conclusions définitives ». Pour lui, cependant, l'invalidation de la dissolution est devenue « extrêmement difficile ». La Jeune Garde sait qu'elle ne pourra « poursuivre ses activités, quand bien même la mesure (serait) annulée ». Aussi, « l'enjeu n'est pas tant dans la dissolution que dans les motifs ».

Le conseil de l'association a rappelé que « c'est en réaction à une violence généralisée à Lyon et au climat d'intimidation des riverains et en l'absence d'action des pouvoirs publics que s'est créée la Jeune Garde. Ce n'était pas un groupuscule secret et autonome, (...) mais un mouvement social de terrain ». L'avocat au Conseil a insisté sur « un mouvement qui agit à visage découvert », dans la perspective « d'une auto-défense populaire ». « Les menaces », a-t-il défendu « viennent de ceux qui dissimulent leur filiation ».

Sur le fond du droit, M<sup>e</sup> Mathonnet a demandé aux juges du Palais-Royal « de ne pas confondre virulence et provocation ». Il faut « une appréciation circonstanciée des messages diffusés à la suite d'une forte émotion », plaide-t-il. Dans sa ligne de mire, la question de la modération des contenus. Pour lui, l'exigence du rapporteur est « dangereuse car les diligences exigées sont trop lourdes à assumer et difficiles à mettre en œuvre ». « N'invalides pas l'avenir et l'action de ces mouvements qui, avec plus ou moins d'efficacité, n'ont d'autre objet que de défendre la démocratie », a-t-il conclu. Le Conseil d'État devrait rendre sa décision dans deux à trois semaines. ■

# Comment réduire l'impact climatique des traînées de condensation des avions de ligne ?

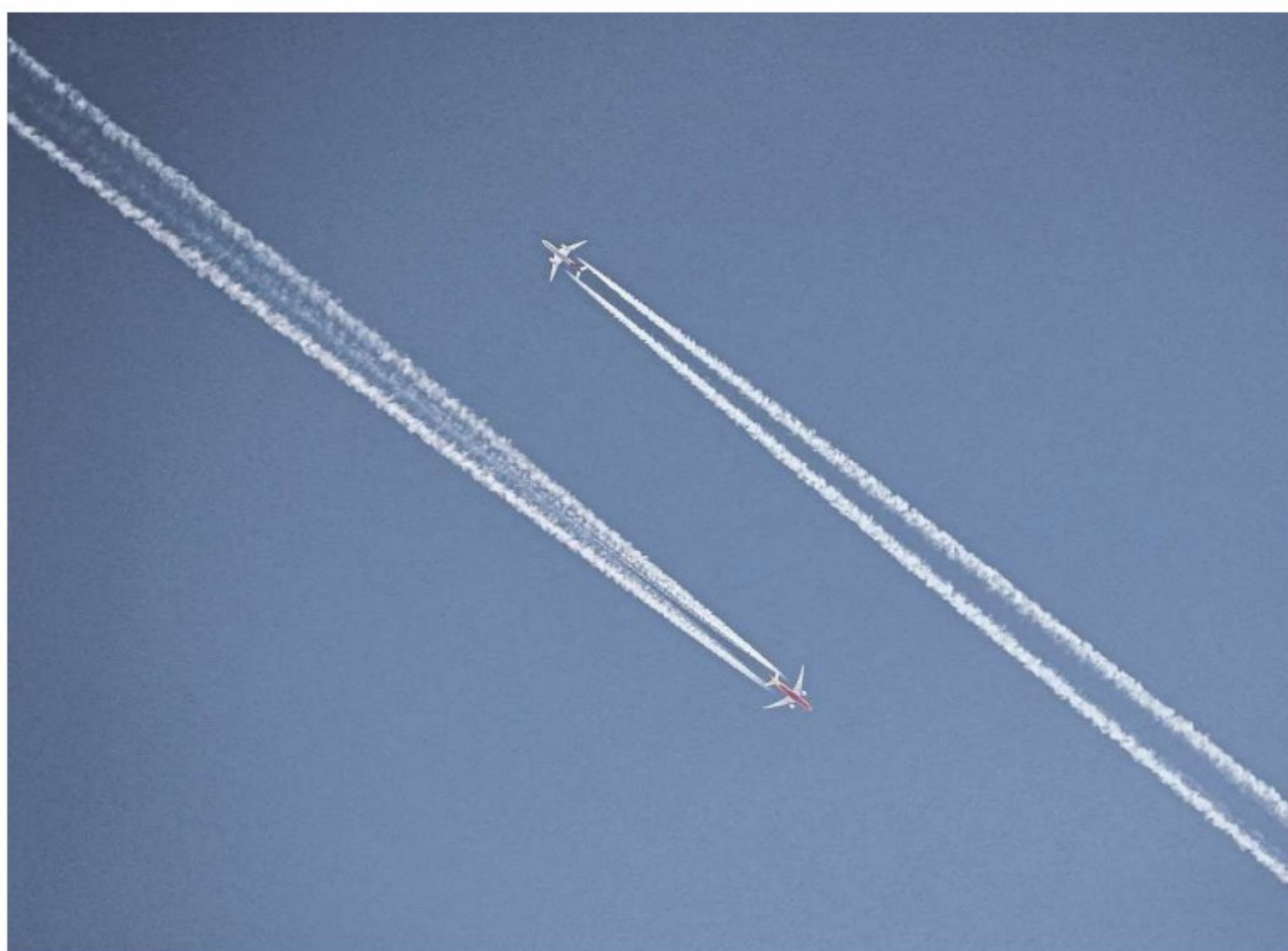
Cyrille Vanlerberghe

Des mesures réalisées en vol derrière un Airbus précisent la manière dont se forment ces sillages blancs dans le ciel. Des nuages artificiels qui ont une influence importante sur le réchauffement.

Quand, au moment d'acheter votre billet d'avion, la compagnie aérienne vous informe sur le nombre de kilos de CO<sub>2</sub> que vous émettez pendant le vol, elle passe sous silence une part majeure - mais peu connue - de l'impact climatique du transport aérien : celle de la contribution des traînées de condensation, ces longues lignes blanches tracées par les avions dans un ciel bleu sans nuages. D'après certaines estimations, ces traînées pourraient représenter jusqu'à 60% de l'effet réchauffant de l'aviation, et presque deux fois plus que l'impact du seul CO<sub>2</sub> émis par les moteurs ! Mais le phénomène reste difficile à modéliser et ne survient pas lors de tous les vols. Et mauvaise surprise : les avions modernes, équipés de moteurs plus propres et consommant moins de kérosène, ne devraient pas résoudre le problème, explique des chercheurs européens dans la revue *Nature*.

« On sait que les traînées de condensation se forment dans certaines conditions un peu particulières de l'atmosphère, quand l'air est froid et humide, dans un état qu'on appelle sursaturé par rapport à la glace », explique Philippe Novelli, directeur propulsion aéronautique et environnement à l'Onera, centre français de recherche aérospatiale, dont deux spécialistes sont coauteurs de la publication dans *Nature*.

« Dans ces conditions atmosphériques, la perturbation créée par le moteur de l'avion provoque la création de cristaux de glace, qui restent plus ou moins long-



Les moteurs modernes produisent bien moins de suies qu'auparavant, mais ils continuent de produire des traînées de condensation dans certaines conditions atmosphériques particulières. PAVEL MIKHEYEV/REUTERS

temps dans le ciel, et agissent comme des cirrus (un type de nuage de haute altitude, NDLR) sur le climat. » Il y a un d'un côté un effet refroidissant sur le climat, puisque les cristaux de glace en suspension réfléchissent une partie du rayonnement solaire, mais aussi réchauffant, par effet de serre, en piégeant le rayonnement infrarouge qui remonte du sol vers l'espace. Et malheureusement, le bilan global de ces deux effets est clairement réchauffant.

## Éviter les zones de sursaturation

Avec l'arrivée de moteurs d'avion de nouvelle génération, qui réduisent à la fois la consommation de kérosène et les émissions de polluants, comme les oxydes d'azote et les suies, il y avait l'espoir qu'on puisse limiter la création des traînées. C'était en tout cas ce que préoyaient les modélisations physiques

du phénomène, expliquent les auteurs de l'étude. On sait que les suies, ces particules issues d'une combustion incomplète, sont des noyaux très efficaces pour la formation de cristaux de glace dans des conditions de sursaturation humide.

Restait à vérifier le phénomène en vol, en conditions réelles, ce qui était loin d'être facile. « Poursuivre un avion d'essai commercial avec notre avion de recherche équipé d'instruments et effectuer des mesures en vol à 10 km d'altitude présente un véritable défi, explique Christine Voigt, la scientifique responsable du projet au DLR, le centre de recherche aérospatial allemand. Cela nécessite une collaboration exceptionnellement étroite entre le monde universitaire, les constructeurs aéronautiques et les motoristes. »

Les mesures ont été réalisées à l'occasion d'une campagne de vols appelée Neofuels/Volcan, qui testait des carbu-

rants alternatifs nouveaux, en partenariat avec Airbus et Safran sur des réacteurs LEAP-1A, la dernière génération de moteurs qui propulsent les appareils de la famille des A320 et Boeing 737. Le contrôle des réacteurs avait spécialement été modifié pour étudier les émissions dans différents régimes de combustion. Dans le régime dit pauvre qui est son fonctionnement normal, qui réduit la production de suie en brûlant un peu moins de carburant que ce qui serait possible dans l'air, et dans un régime plus riche, proche du fonctionnement des moteurs plus anciens.

Lors d'une quinzaine de vols d'essai au-dessus de l'Atlantique et de la Méditerranée, un Falcon 20 spécial du DLR s'est placé dans le sillage d'un Airbus A321neo, avec 40 m à 250 m d'écart. Le Falcon est aussi repassé au milieu de traînées stabilisées, plusieurs kilomè-

tres après le passage de l'Airbus. « Le moment important a été quand les premières données de vol ont révélé l'absence de suies, mais la présence de traînées de condensation, raconte Christine Voigt. Il était évident que nous devions repenser notre compréhension de la formation des traînées de condensation. » Les mesures confirment effectivement que le moteur LEAP-1A est beaucoup moins polluant que les générations précédentes, avec un nombre de particules de suies divisé par 1000. Contrairement à ce que prédisaient les modèles théoriques, en revanche, il n'y a pas eu de diminution notable du nombre de cristaux formés.

« Les suies sont de très bons noyaux de condensation, et quand elles sont présentes, elles vont effacer le rôle de toutes les autres particules et jouer un rôle dominant dans le processus de formation des cristaux de glace. Mais quand on a vraiment très peu de suies, on montre qu'il y a d'autres particules qui vont entrer en ligne de compte et sur lesquelles va se faire la condensation », résume Philippe Novelli. En l'absence de suie, des particules organiques secondaires et des résidus de lubrifiants prennent ainsi le relais pour produire des nuages derrière les avions.

Deux paramètres qui devront donc être pris en compte si on veut limiter le phénomène. « Le remplacement du kérosène par des carburants d'aviation durables (SAF en anglais, pour sustainable aviation fuel) pourrait à terme apporter un bénéfice, puisqu'ils produisent des traînées de condensation avec moins de cristaux, et des cristaux de plus grande taille, qui vont tomber plus rapidement et fondre dans des couches plus chaudes », ajoute Philippe Novelli.

Au-delà des moteurs et des carburants, de nombreuses recherches et expérimentations sont en cours pour trouver des moyens d'éviter les zones de sursaturation. Il faut notamment que les modèles météo soient capables de prévoir leur apparition, et ensuite trouver les meilleurs compromis entre rallongement du trajet et évitement des zones où les traînées vont persister le plus longtemps, là où elles ont le plus grand impact sur le climat. « Ce qui est vraiment encourageant, c'est qu'on sait qu'environ 80% de l'impact des traînées de condensation sur le climat est provoqué par seulement 2% des vols, explique l'expert français. On pourrait donc avoir un effet majeur en détournant une minorité des vols. » ■

## Cet ancêtre des araignées faisait régner la terreur dans les mers du Cambrien

Vincent Bordenave

Un fossile vieux de 500 millions d'années modifie considérablement nos connaissances sur cette période clé de l'évolution du monde animal.

Il y a environ 540 millions d'années, une révolution a bouleversé le fond des océans. De marginale, la vie animale a explosé pour devenir une force formatrice des écosystèmes marins. Des organismes complexes et le plus souvent mobiles se sont rapidement diversifiés lors de l'explosion cambrienne, une période d'une vingtaine de millions d'années durant laquelle les pressions sélectives étaient si fortes qu'elles ont considérablement accéléré l'évolution biologique.

Pour raconter cette période cruciale de l'histoire du vivant, les scientifiques disposent d'une poignée de sites fossilifères exceptionnels, dont certains des plus riches se trouvent dans le désert de l'Utah. C'est dans l'un de ces affleurements, exposant les schistes de la formation Wheeler, qu'un paléontologue amateur du nom de Lloyd Gunther a découvert un fossile dans les années 1980, en apparence mal préservé, vieux de 500 millions d'années. Conservé pendant 45 ans au Biodiversity Institute de l'université du Kansas, ce spécimen est en réalité une pièce cruciale de notre puzzle évolutif, comme vient de le révéler une étude publiée dans la revue *Nature*. Baptisé *Megachelicerax cousteaui*, en l'honneur du célèbre explorateur français, il s'agit du plus ancien re-

présentant de la lignée des chélicérates, l'immense groupe des araignées, scorpions, acariens et limules.

« Il y a quelques années, je travaillais sur la description de nouveaux fossiles de la formation Wheeler, raconte Rudy Lerosey-Aubril, coauteur de l'étude avec Javier Ortega-Hernández, tous deux paléontologues à l'université Harvard. J'étais alors en contact avec divers instituts, dont celui de l'université du Kansas, qui m'a envoyé quelques fossiles alors considérés comme peu intéressants. » Au bout d'une préparation minutieuse d'une cinquantaine d'heures, le paléontologue français parvient à révéler les détails d'un organisme remarquablement bien conservé.

### «Prédateur redoutable»

L'animal qui apparaît alors sous ses yeux ressemble vaguement à une limule d'une dizaine de centimètres, avec un corps composé d'un grand bouclier au niveau de la tête suivi de segments articulés et d'un ensemble d'appendices complexes. « Le plus impressionnant fut de voir apparaître une pince au bout d'un appendice que je pensais être une antenne, poursuit le scientifique. Il m'a fallu quelques minutes pour réaliser pleinement l'importance de ce que j'avais sous les yeux. »

Car la découverte de cette petite pince bouleverse notre compréhension de l'histoire des arthropodes, et plus précisément des arachnides et de leurs cousins. Le monde des arthropodes se divise en deux grandes lignées : d'un côté, les formes pourvues d'antennes, comme les insectes, les crustacés ou les mille-pattes ; de l'autre, les chélicérates, qui, en lieu et place d'antennes, possèdent des pinces ou chélicères. « Ces structures se retrouvent chez tous les chélicérates actuels, d'où le nom donné au groupe, poursuit le chercheur. Chez la majorité des chélicérates, comme les scorpions ou les limules, les chélicères forment encore de véritables pinces qui servent à saisir et à déchiqueter les proies, mais chez les araignées, ces appendices se sont simplifiés pour devenir des crochets inoculant du venin. » Ce nouveau fossile repousse ainsi d'une vingtaine de millions d'années l'origine connue de cette lignée à chélicères. « On est en présence d'un animal de la période cambrienne qui présente une anatomie presque aussi complexe que celle de ses descendants actuels, avec notamment tous les attributs d'un prédateur redoutable », résume Rudy Lerosey-Aubril.

En plus d'une paire de chélicères, *Megachelicerax cousteaui* possède cinq paires de



Vue d'artiste de *Megachelicerax cousteaui*.

MASATO HATTORI

pattes robustes sous la tête, chacune doublée d'un long rameau externe cylindrique, articulé comme un fouet et hérissé de fines épines, probablement à fonction sensorielle. « Ces structures n'existent plus chez les limules actuelles, poursuit l'expert. Mais elles possèdent elles aussi des appendices robustes sous leur bouclier céphalique, qu'elles utilisent pour capturer et broyer leurs proies. » Dans un article de commentaire publié en parallèle dans la revue *Nature*, le paléontologue britannique James Lamsdell souligne que la combinaison d'une morphologie générale du corps assez primitive - proche notamment d'autres arthropodes cambriens -, de chélicères bien développés et de plaques ventrales lamellées similaires aux branchies des limules, place *Megachelicerax* à mi-chemin entre de possibles proto-chélicérates cambriens et les chélicérates plus tardifs.

Nageur avant tout, *Megachelicerax cousteaui* et ses proches parents devaient

évoluer près du fond des océans, en perpétuelle recherche de vers et autres organismes à corps mou, plus faciles à saisir et déchiqueter que les carapaces minéralisées des trilobites - des arthropodes emblématiques de l'ère primaire. « La niche écologique qu'il occupait était probablement déjà très encombrée, ce qui explique que les chélicérates n'aient jamais dominé les écosystèmes marins », estime Rudy Lerosey-Aubril.

En revanche, quelques dizaines de millions d'années plus tard, lorsque des arthropodes commenceront à conquérir les continents, leurs descendants auront déjà les bons outils : des chélicères efficaces, un corps organisé en deux grandes régions aux rôles distincts, des appendices respiratoires transformables. Les chélicérates, et notamment les araignées, s'imposeront alors comme les premiers maîtres des écosystèmes terrestres naissants. ■

Pablo Guillen

Opposé aux Anglais de Bristol en huitième de finale de Champions Cup, le Stade Toulousain pourra s'appuyer sur le polyvalent trois-quarts centre.

Une action vaut mille mots. En traversant le terrain à la dernière minute pour inscrire un somptueux essai en solitaire face à l'Union Bordeaux Bègles, le 22 mars dernier, Calvin Gourgues a une fois de plus épaté son monde. « Pour être honnête, je n'ai pas vraiment réalisé. Je ne savais même pas que j'avais fait quatre-vingts mètres, je pensais en avoir couru vingt », reconnaît avec légèreté le Toulousain, qui préfère garder en mémoire le lourd revers encaissé par les Rouge et Noir (défaite 44-20) au Stade Atlantique : « C'est ce genre d'actions qu'il faut apporter à notre sport, mais d'un point de vue personnel ça ne m'a pas forcément fait plaisir parce qu'on avait déjà encaissé 40 points. »

Le jeune homme plein d'assurance, au physique déjà massif (1,84 m pour 97 kg), vient tout juste de célébrer ses 21 ans. Éduqué à l'école toulousaine depuis bientôt une décennie, Gourgues (récemment devenu ambassadeur de la marque canadienne de boxers Saxx Underwear) a gravi chaque échelon de l'institution rouge et noir, jusqu'à pleinement s'installer au sein de l'effectif d'Ugo Mola. « Je ne me rends pas forcément compte. Parvenir à intégrer la rotation du groupe professionnel, ça deviendrait presque normal... mais je suis conscient que c'est tout sauf banal. » Lui qui a joué son premier match de Top 14 face à Pau en 2023 mesure aussi la chance de faire ses premiers pas dans l'élite en côtoyant les plus grands champions français du moment. « C'est beaucoup de plaisir de pouvoir s'entraîner avec des joueurs qui transpirent le rugby, qui t'apportent autant au quotidien. J'espère pouvoir transmettre ce qu'ils m'auront donné aux prochaines générations. »

Avant de prendre ce coup de projecteur, Calvin Gourgues a vu son ascension freinée par un sérieux coup d'arrêt. Victime d'une blessure rare - un problème de circulation, avec un caillot de sang tenace qui revenait dans son artère poplitée -, le surdoué formé à Grenade-sur-Garonne a manqué l'entière de la dernière saison (onze mois sans jouer au total). Une période d'incertitude loin des terrains, forcément dure à encaisser, de laquelle il souhaite néanmoins tirer du positif : « Ça m'a aussi permis d'obtenir autre chose en dehors du rugby, de pouvoir profiter de ma famille. J'ai pu prendre un peu plus de vacances qu'à l'accoutumée. »



Kalvin Gourgues (ici, lors de la victoire toulousaine sur l'Union Bordeaux Bègles, le 22 mars) sera titulaire face à Bristol, samedi. ROMAIN PERROCHEAU/AFP

## Kalvin Gourgues, le nouveau joyau du Stade Toulousain

Déjà remarquable de maturité et alerte des enjeux de santé mentale qui entourent une carrière au plus haut niveau. « Au club, on est beaucoup suivi sur cet aspect. On pourrait se dire que communiquer sur ses soucis ou dire quand ça ne va pas est un signe de faiblesse. Mais, au final, c'est aussi aider l'équipe. Quand on connaît une période plus difficile mentalement et qu'on doit jouer le week-end, on met un peu ses partenaires en difficulté. »

Reparti de plus belle et entouré par un cadre sain, le Toulousain s'épanouit donc pleinement sous le maillot rouge et noir (déjà 10 essais en 16 apparitions cette saison). Il ne cesse de bluffer les observateurs par son explosivité, sa puissance et sa capacité à faire jouer autour de lui. Marqué par la légende clermontoise Wesley Fofana durant sa jeunesse, Gourgues essaye de « tout bien faire » et de créer « un maximum d'incertitude et de désordre dans la défense adverse ».

Ses statistiques de défenseurs battus ou de mètres gagnés ballon en main à chaque sortie peuvent en témoigner. Des qualités offensives que le Haut-Garonnais combine à une polyvalence précieuse, capable d'évoluer aux postes de premier ou de deuxième centre, d'arrière et d'ouvreur. « En arrivant à Toulouse, j'ai commencé au centre avant de jouer à l'ouverture. J'essaie de travailler

ma polyvalence au maximum, mais je prends beaucoup plus de plaisir à jouer au centre qu'à jouer numéro 10 ou numéro 15, aussi parce que ce sont des postes qui nécessitent d'autres responsabilités. »

Un profil complet et une régularité

« J'essaie de créer un maximum d'incertitude et de désordre dans la défense adverse »

Kalvin Gourgues

dans les performances qui lui ont ouvert les portes de la grande équipe de France en novembre dernier, alors même qu'il ne possédait qu'une dizaine d'apparitions en professionnel. Une convocation à Marcoussis qui donne la mesure du phénomène. Et une première sélection face à l'Australie marquée (encore) par une percée pleine de fougue, cheveu au vent, sur son deuxième ballon touché. Pour envoyer Louis Bielle-Biarrey à l'essai d'une merveille de passe vissée. De quoi soigner son entrée au niveau international, en toute décontraction.

« Le moment qui m'a le plus touché, c'est La Marseillaise, parce que, même si le Stade de France était plongé dans le noir complet, je savais où étaient situées ma fa-

mille et ma copine, c'était beaucoup d'émotion », commente l'intéressé, loin d'avoir été impressionné par l'envergure de l'enceinte dionysienne. Mais qui reconnaît volontiers une différence de décibels avec les enceintes de Top 14 : « Au moment où j'ai eu la chance de faire cette percée, c'était dingue. Il y avait tellement de bruit que je pensais être devenu sourd. Je n'entendais plus rien. »

Rappelé par un Fabien Galthié séduit lors du dernier Tournoi des six nations, Gourgues a connu une deuxième sélection lors du match d'ouverture contre l'Irlande. Et creuse peu à peu son trou à un niveau ô combien exigeant. « J'ai vécu de très bonnes expériences et je suis aussi entouré par une jeune génération de joueurs avec qui je m'entends bien, comme Fabien Brau-Boirie (le Palois, autre grand prospect français au poste de centre, NDLR). On verra comment ça se passe plus tard. Mais ça donne envie d'y retourner... »

Avant une prochaine épopée sous le maillot bleu, le néo-international va désormais connaître ses premières phases finales en club (Champions Cup et Top 14), à commencer par, ce samedi (18h30), un huitième de finale face aux Anglais de Bristol. Avec ambition et sérénité. « Le doublé, c'est ce qu'on a envie d'aller chercher à la fin de la saison. Mais

chaque chose en son temps. » Et d'évoquer la suite de sa carrière : « Bien sûr, je pense à remporter la Coupe du monde, c'est l'objectif ultime du rugby français. Mais, à court terme, j'espère déjà parvenir à enchaîner les matchs en évitant les blessures, prendre toujours plus de plaisir chaque week-end et continuer à gagner des titres. » Les pieds sur terre et la tête sur les épaules. ■

### 8<sup>ES</sup> DE FIN. CHAMPIONS CUP

NORTHAMPTON	hier	CASTRES
BATH	sam. 16h	beIN SARACENS
TOULON	- F2	STORMERS
TOULOUSE	18h30	beIN BRISTOL
GLASGOW	-	BLUE BULLS
HARLEQUINS	21h	SALE
BORDEAUX-B.	dim. 16h	F2 LEICESTER
LEINSTER	18h30	beIN EDIMBOURG

### 28<sup>E</sup> JOURNÉE LIGUE 1

PARIS SG (1)	hier	TOULOUSE (9)
STRASBOURG (8)	sam. 17h	beIN NICE (15)
BREST (11)	19h	L1+ RENNES (7)
LILLE (5)	21h05	LENS (2)
ANGERS (12)	dim. 15h	LYON (4)
LE HAVRE (14)	17h15	AUXERRE (16)
LORIENT (10)	-	PARIS FC (13)
METZ (18)	-	NANTES (17)
MONACO (6)	20h45	MARSEILLE (3)

## Comment les clubs anglais ont retrouvé des couleurs

Arnaud Coudry

Le XV de la Rose a vécu un dernier Tournoi des six nations des plus agités. Annoncée comme l'une des favorites pour le titre après une série de 11 victoires de rang, l'Angleterre s'est brutalement pris les pieds dans le tapis, ne terminant que cinquième, avec une seule petite victoire contre un pays de Galles en pleine déliquescence. Brutal retour en arrière pour le rugby anglais ? Pas si l'on jette un coup d'œil au tableau final de la Champions Cup. Sur les huit équipes anglaises engagées dans cette édition 2026, seul Gloucester est passé à la trappe après la phase de poules.

Avec sept équipes encore en lice pour les huitièmes de finale (sur 16, seulement 4 françaises), la Premiership montre les crocs. Avec, pour le début des matchs éliminatoires, trois duels franco-anglais : Castres aura fort à faire face sur la pelouse de Northampton, vice-champion d'Europe en titre, mais les deux ogres du Top 14 que sont Toulouse et Bordeaux Bègles partiront favoris, à domicile, face à Bristol et à Leicester.

Comment dès lors expliquer ce rebond des clubs anglais qui avaient subi de plein fouet la crise du Covid-19, sans

aides du gouvernement britannique, contrairement à ce qui avait été mis en place en France ? « Cela fait deux ans que les clubs anglais sortent la tête de l'eau », explique au Figaro Joe El Abd, entraîneur adjoint de l'Angleterre et ancien manager d'Oyonnax (Pro D2). Il y a beaucoup plus de sérénité, les gens reviennent dans les stades. Le niveau des joueurs est bon et, financièrement, les bases sont plus saines. »

Après la faillite de trois clubs histori-

« Cela fait deux ans que les clubs anglais sortent la tête de l'eau. Il y a beaucoup plus de sérénité, les gens reviennent dans les stades »

Joe El Abd

Entraîneur adjoint de l'Angleterre

ques (Wasps, London Irish, Worcester), l'élite du rugby anglais a été réduite à seulement dix clubs et va devenir une ligue définitivement fermée - sans promotion ni relégation - qui passera de 10 à 12 clubs d'ici à la saison 2029-2030. « C'est un bon projet qui devrait porter ses fruits. Il fallait que les choses changent », se félicite Joe El Abd.

Au final, à quelque chose malheur est bon, ce resserrement de la Premiership a-t-il renforcé la compétitivité des équipes restantes ? Évitant un exode des meilleurs éléments, avec quelques exceptions comme Jack Willis à Toulouse. Un avis partagé par Charlie Morgan, journaliste spécialiste du rugby pour le quotidien britannique de référence The Times : « Je suis peut-être un indécrottable optimiste, mais je ne pense pas que les clubs anglais soient en crise. Ils traversent actuellement une phase de consolidation et de reconstruction après la période du Covid, avec des investissements qui arrivent dans le championnat et un sentiment de stabilité croissant. » Ainsi, Newcastle a récemment été racheté par Red Bull, acteur majeur du sport mondial, et Bath est désormais codétenu par l'industriel James Dyson.

Et Joe El Abd d'acquiescer : « Les joueurs éligibles pour le XV de la Rose sont repartis parmi les dix clubs restants. Selon moi, cela a fait augmenter le niveau, mais je pense qu'il y a quand même assez de talents en Angleterre pour avoir deux équipes supplémentaires. » Reste que l'équilibre financier du rugby anglais de clubs reste très précaire. Selon un rapport publié en novembre, le déficit combiné des dix équipes de la « Prem Rugby » avait atteint 34 millions de li-

res sterling (39 M€) pour 2023-2024. Mais, pour relancer la concurrence et éviter que certains clubs « sous-investissent » dans cette ligue fermée, un plancher salarial (« salary floor ») de 5,4 millions de livres (6,20 M€) va être instauré à partir de la saison prochaine, avec des amendes en cas de non-respect.

Comme en France, il existe aussi un plafond salarial (« salary cap ») actuel de 7,3 millions d'euros (contre 10,70 M€ en Top 14), pouvant être porté jusqu'à presque 9 millions grâce à plusieurs systèmes de crédits. « Cela permettra de garantir une compétition équilibrée. Notre ambition est de faire de notre championnat le meilleur du monde », n'hésite pas à avancer le directeur général de la Ligue, Simon Massie-Taylor. Autre point noir du rugby anglais, il ne dispose pas d'un championnat de deuxième division relevé qui peut permettre, entre autres, de faire éclore de jeunes joueurs.

Dans les faits, c'est le Top 14 qui règne sur l'Europe avec cinq titres d'affilée depuis l'après-Covid, après la mainmise des Saracens (2016, 2017, 2019) et le titre d'Exeter (2020). Les clubs français ont pris de l'avance sur la scène continentale. Et, en Angleterre, le niveau est loin d'être aussi homogène

qu'en France. « Il existe un écart entre Bath et Northampton et les autres équipes, souligne Charlie Morgan. Ces deux équipes anglaises paraissent les mieux armées pour atteindre la finale de la Champions Cup. Mais, ensuite, je pense qu'intrinsèquement Toulouse, Bordeaux Bègles et le Leinster sont plus forts. Il faut être lucide : les équipes ont besoin d'une grande profondeur d'effectif et de beaucoup de joueurs de qualité pour aller loin dans cette compétition. »

D'aucuns soulignent aussi que la formule alambiquée de cette Champions Cup ne reflète pas tout à fait le niveau des équipes. « Pour se qualifier, on n'est plus obligé de gagner tous ses matchs comme par le passé, déplore Joe El Abd. Certaines équipes françaises n'ont pas forcément joué le jeu, ce qui pourrait expliquer qu'il y a autant d'équipes anglaises. Car, selon moi, le niveau du Top 14 est supérieur à celui de la Premiership. » Notre confrère du Times est tout aussi catégorique : « La présence de sept équipes anglaises en huitièmes de finale est un peu trompeuse. Les Sharks de Sale et les Harlequins ne sont, par exemple, que septièmes et neuvièmes en championnat, ils réalisent de mauvaises saisons. Et, selon moi, les phases finales ne devraient débiter qu'à partir des quarts de finale. Mais ça, c'est un autre débat... » ■

## LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel  
carnetdujour@media.figaro.fr  
Téléphone  
0156 52 27 27  
sur notre site  
carnetdujour.lefigaro.fr

Passez une annonce dès  
260 € TTC pour un deuil,  
145 € TTC pour un événement heureux.

Le détail de nos tarifs est sur notre site.  
Tarif préférentiel pour les abonnés.

Naissances, Adoptions, Baptêmes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fête des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communications diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations, Commémoration, Signatures, Départs en retraite, Vœux, Deuils, Condoléances, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Offices religieux, Prise d'habit, Jubilé, Jubilé sacerdotal, Vœux monastiques.

Reprise des annonces sur :  
carnetdujour.lefigaro.fr

Tél Abonnements :  
01 70 37 31 70



Inscrivez votre mariage dans l'histoire  
Publiez votre annonce dans le Carnet du Jour.  
carnetdujour@media.figaro.fr  
01 56 52 27 27

## fiançailles

Le général Walter LALUBIN et Mme, née Claire Ramière de Fortanier,

M. Éric de JENLIS et Mme, née Laurence Pastré, ont la joie de vous annoncer les fiançailles de leurs enfants  
Pauline et Hugues

## mariages

Mme Charles AJAR née Tammi Caudill, en union avec M. Charles Ajar (+)

M. Laurent VONDERWEIDT et Mme, née Laura Busch, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants  
Savannah et Marc

## hommages

ce samedi 4 avril 2026, à Princeville, Hawaii.

## La Fondation-Hôpital Foch

souhaite faire part de sa profonde gratitude envers toutes celles et ceux qui l'ont soutenue par un legs, une donation ou une assurance-vie.

Leur générosité contribue à améliorer chaque jour le quotidien des soignants et patients de l'Hôpital Foch.

Nous ne les oublierons jamais.  
Fondation-Hôpital Foch, pavillon Balsan, 40, rue Worth, 92150 Suresnes. Téléphone : 01 46 25 27 74.

## deuils

Mme Isabelle Albasini Delégué, Mlle Béatrice Albasini, ses filles,

M. et Mme Vincent Decroocq, ses petits-enfants, Amaury et Pierre, ses arrière-petits-fils, et toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Mme Madeleine ALBASINI née Thiallet,

le mercredi 1<sup>er</sup> avril 2026, à l'âge de 93 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 avril, à 10 heures, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris (8<sup>e</sup>), suivie de l'inhumation au cimetière de Boissy-sans-Avoir (Yvelines).

11, rue d'Artois, 75008 Paris.

La comtesse Cyril Desvernay, sa belle-fille, et Éric Piat, le comte Olivier Desvernay et Candice Nappée, Harmonie Desvernay et son époux Félix Huon, ses petits-enfants, ses quatre arrière-petits-enfants

ainsi que les familles Beughem de Houtem et d'Anthoïard

ont la grande tristesse de vous faire part du décès de

Monique BORGNIÉ-DESBORDES née Malcor Deydier de Pierrefeu,

rappelée à Dieu le 31 mars 2026, dans sa 102<sup>e</sup> année.

Elle a rejoint son époux Didier, et son fils Cyril Desvernay.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 avril, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-d'Auteuil, à Paris (16<sup>e</sup>).

L'inhumation aura lieu le vendredi 10 avril, à 11 heures, au cimetière de Boffres (Ardèche).

Marie-Christine Bidon, née Giraudet de Boudemange, son épouse,

Sophie et Caroline, ses filles, Alice et Raphaël, ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de vous faire part du décès de

Gérard BIDON chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire, officier de l'ordre national du Mérite à titre militaire, ingénieur ESTP (École spéciale des travaux publics), expert honoraire près la cour d'appel de Paris,

survenu le 30 mars 2026, à l'âge de 93 ans.

La messe sera célébrée le jeudi 9 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly.

Savigny-lès-Beaune (Côte-d'Or).

Jean-Louis Camp, son époux,

Jean-Philippe et Céline, Jean-Édouard et Amélie, ses fils et leurs épouses,

Charlotte, Justine, Constance, Louis, Vitalie, Pierre-Louis, ses petits-enfants,

les familles Camp, Chapuis, Laurent-Atthalin, Laviron

vous font part du décès de

Isabelle CAMP née Laurent-Atthalin,

survenu le 2 avril 2026, à l'âge de 78 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 8 avril, à 14 h 30, en l'église de Savigny-lès-Beaune, suivie de l'inhumation au cimetière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris. Noyon. Compiègne. Washington. Rio de Janeiro. Munich. Murcia, La Manga.

Hélène Grabois, sa nièce,

a la tristesse de vous faire part du décès de

Florence von CARLOWITZ née Grabois, veuve de Oswald von Carlowitz

survenu à Carthagène (Espagne), le 31 mars 2026, à l'âge de 86 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Hélène Grabois, 5, rue Alexandre, 93250 Villemomble.

Caluire-et-Cuire (Rhône).

Henri et Bernadette Chardiny, Jean et Marie Deckers-Chardiny, Étienne et Marie-Caroline Chardiny, Caroline Chardiny, Pierre et Françoise Chardiny, Alexandre et Anne Jaouen, ses enfants,

leurs enfants et petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Bernard CHARDINY

rappelé à Dieu le 1<sup>er</sup> avril 2026, dans sa 100<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 avril 2026, à 9 h 30, en l'église de l'Immaculée Conception, place de l'Église, à Caluire-et-Cuire.

Laval (Mayenne).

Ses enfants et petits-enfants

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Françoise COTY née Le Solléuz, veuve de M. Roland Coty

survenu le 31 mars 2026, à l'âge de 83 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale de Laval, le mercredi 8 avril 2026, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bruno Chavane, son époux,

Nicolas et Isabelle Chavane, Stanislas et Clothilde Chavane, ses fils et belles-filles,

Paul, Gaspard et Chloé, Astrid, Louis Chavane, ses petits-enfants,

Danielle et Philippe Gardair, Véronique et Gérard Dorget, ses sœurs et beaux-frères, et leurs enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Christine CHAVANE née Gillet,

dans sa 82<sup>e</sup> année.

Une messe sera célébrée le mardi 7 avril 2026, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 64 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris (16<sup>e</sup>).

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Alain et Maïlys Audras et leurs enfants, Frédéric et Laëtitia Lepointre, leurs enfants et petits-enfants, le père Ambroise, o.s.b., Thierry et Aude de Vignemont et leurs enfants, Raphaël et Marie Cognet et leurs enfants, Sébastien et Magali Cognet et leur fils, Xavier et Bérénice de Saint Germain et leurs fils, le père Roch-Marie Cognet

vous font part du retour à Dieu de

Mme Alain COGNET née Chantal Noël,

le 2 avril 2026, à l'âge de 78 ans.

La messe d'enterrement sera célébrée le jeudi 9 avril, à 10 heures, en l'église Saint-Victor de Meylan (Isère).

« Le Seigneur est mon berger, je ne manque de rien. » Psaume 22.

Rouen (Seine-Maritime).

Bernadette Hecketsweiler, son épouse,

M. et Mme Jean-Philippe Hecketsweiler, M. Guillaume Hecketsweiler, M. et Mme Laurent Hecketsweiler, ses fils et belles-filles, Tancrede, Rodrigue, Jacques, Éloi, Léopold, Paul-Émile et Colette, ses petits-enfants,

et toute sa famille

ont la douleur de faire part de la disparition de

Philippe HECKETSWEILER professeur émérite des Universités, ancien président de la Commission médicale d'établissement du CHU de Rouen, chevalier de l'ordre national du Mérite,

rappelé à Dieu le 28 mars 2026, dans sa 85<sup>e</sup> année, à Saint-Léger-du-Bourg-Denis.

Le service religieux sera célébré le mardi 7 avril 2026, à 10 h 30, au temple Saint-Eloi, 20, place Martin-Luther-King, à Rouen.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Le Seigneur est mon berger, je ne manque de rien. » Psaume 22.

Rouen (Seine-Maritime).

Bernadette Hecketsweiler, son épouse,

M. et Mme Jean-Philippe Hecketsweiler, M. Guillaume Hecketsweiler, M. et Mme Laurent Hecketsweiler, ses fils et belles-filles, Tancrede, Rodrigue, Jacques, Éloi, Léopold, Paul-Émile et Colette, ses petits-enfants,

et toute sa famille

ont la douleur de faire part de la disparition de

Philippe HECKETSWEILER professeur émérite des Universités, ancien président de la Commission médicale d'établissement du CHU de Rouen, chevalier de l'ordre national du Mérite,

rappelé à Dieu le 28 mars 2026, dans sa 85<sup>e</sup> année, à Saint-Léger-du-Bourg-Denis.

Le service religieux sera célébré le mardi 7 avril 2026, à 10 h 30, au temple Saint-Eloi, 20, place Martin-Luther-King, à Rouen.

Cet avis tient lieu de faire-part.

En union avec son époux, René Lançon (+),

Jean-Pierre et Claire Lançon, Michel Lançon (+), Hervé et Sophie Lançon, ses enfants,

Nathalie et Gaël, Delphine et Xavier-David, Nicolas et Stéphanie, Marie et Pierre, Quentin et Eve, Mathilde, Thomas et Alice, Marine et Pierre, ses petits-enfants,

Charlotte, Quentin, Augustin, Valentin, Camille, Noémie, Anaïs, Coline, Hugo, Lucie, Victoire, Alma, Théa, Georges, Adèle, Ysé, ses arrière-petits-enfants,

Jacques Montariol, son frère,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Monique LANÇON née Montariol,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le 1<sup>er</sup> avril 2026, à l'âge de 96 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 avril, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, suivie de l'inhumation au cimetière nouveau de Neuilly-sur-Seine, à Nanterre, dans la sépulture de famille.

Paris.

Philippe et Anita Leclerc, son frère et sa belle-sœur, Alban, Paul, Mathilde, ses neveux, nièce, Fabrice Hordé

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Alain LECLERC docteur en pharmacie,

rappelé à Dieu le 30 mars 2026, à l'âge de 60 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris (6<sup>e</sup>), le mercredi 8 avril, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Étretat, le vendredi 10 avril, à 16 h 45.

Ni fleurs ni couronnes, des dons à La ligue contre le cancer.

Isabelle et Michel-Ange Lopez, Nathalie van Vliet, Valérie Nivelon, Damien et Anne Nivelon, ses enfants,

Barnabé, Léonard, Victoria, Augustin, Théodore, Marthe, Axel, Clara, Grégoire, Jeanne, ses petits-enfants, et leurs conjoints,

Hermione, Éloi, Ambroise, Ainhoa, Pablo, Orso, Georgia, Marcus, ses arrière-petits-enfants,

ses neveux et nièces et toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

docteur Annie NIVELON née Chevallier, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 1<sup>er</sup> avril 2026, à l'âge de 90 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre-de-Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, Paris (14<sup>e</sup>), le jeudi 9 avril, à 15 heures.

L'inhumation aura lieu le vendredi 10 avril, au cimetière d'Aix-les-Bains.

La famille rappelle à votre souvenir son mari, le professeur Jean-Louis Nivelon décédé le 10 décembre 2022, et son fils,

Laurent

décédé en 1971.

Elle remercie les équipes des établissements Brune, à Paris (14<sup>e</sup>) et Les Grands Crus, à Dijon, pour leur accompagnement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Michel NOIRBENT ingénieur École centrale Paris 54,

nous a quittés le 25 mars 2026, à l'âge de 95 ans.

Il a rejoint son épouse Geneviève, au cimetière de Dieulefit (Drôme).

M. Philippe Noirbent, 9, lieudit Kerfuntel, 56250 Elven.

Arveyres (Gironde).

En union avec son épouse, née Solange Detours,

M. et Mme Ghislain Gomart, Mme Alice Beaumont-Morin, la vicomtesse Benoit de La Lande de Calan en union avec son époux (+), ses filles et gendres, et ses petits-enfants

vous font part du rappel à Dieu de

M. Guy MORIN

dans sa 97<sup>e</sup> année, muni des sacrements de l'Église.

La messe d'enterrement sera célébrée le mardi 7 avril 2026, à 14 heures, en l'église d'Arveyres, suivie de l'inhumation au cimetière de la Paillette, à Libourne.

La famille de Montenay du Minhy, ses frères, Geoffroy, Amaury (+), Hervey, Aymar, sa sœur Bénédicte, ses neveux et nièces

font part du rappel à Dieu de

Alyette ONNIS née de Montenay du Minhy,

le 31 mars 2026, à Palidano (Italie).

La célébration religieuse sera célébrée le mercredi 8 avril, à 15 heures, en l'église de Chémery (Loir-et-Cher).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Eric et Marie-Lorraine Papelier, Jean-Marc Papelier, Sylvie Papelier, Nathalie Papelier, ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Mme Gérard PAPIELIER née Eveline Mettas,

à Boulogne-Billancourt, dans sa 96<sup>e</sup> année.

La messe d'À-Dieu sera célébrée le jeudi 9 avril 2026, à 10 h 30, en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne-Billancourt.

L'inhumation aura lieu le vendredi 10 avril, à 11 heures, au cimetière nouveau de Treignac (Corrèze).

Mme Jacqueline Poydenot, ses enfants, Vincent, Marie, Matthieu et Pauline, leurs conjoints et ses petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès, le 30 mars 2026, à l'âge de 85 ans, de

M. Daniel POYDENOT

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 avril, à 14 h 15, en l'église Saint-Clodoald, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Denis Rebufat et sa compagne Agnès, Agnès Noizet et son époux Jean-Marie, Régis Rebufat et son épouse Véronique, ses enfants,

Olivier, Laurence, Julien, Laëtitia, Alice, Fanny, Guillaume, Mathilde, Louis, Margaux, ses petits-enfants,

Valentine, Antoine, Paul, Émile, Paulin, Léonard, Éliott, Ulysse, Paloma, Lila, Étienne, Joseph, Augustin, Rebecca, Jeanne, Marius, Paul, Raphaëlle, César, Sacha, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Gratienne REBUFAT née Gilly, avocate honoraire,

survenu le 1<sup>er</sup> avril 2026, à l'âge de 100 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu ce samedi 4 avril, à 10 heures, en l'église Saint-Giniez, à Marseille (8<sup>e</sup>), suivie de l'inhumation au cimetière de Cassis.

La princesse Tamara Schakhovskoy, le prince Ivan Schakhovskoy, M. et Mme Thibault de Pradel de Lamaze, le prince Hilarion Schakhovskoy, son épouse, ses enfants et son gendre,

les familles de Tiesenhausen, Egoroff et Wassiltchikoff,

font part de la naissance au Ciel du

prince Dimitri SCHAKHOVSKOY docteur d'État, professeur des Universités, président d'honneur de l'Union de la noblesse russe, membre fondateur de la Cilane (Commission d'information et de liaison des associations nobles d'Europe),

le 31 mars 2026, à Paris, dans sa 93<sup>e</sup> année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Dominique Tugot-Doris, Emmanuelle et Nicolas

ont l'immense tristesse de vous annoncer le décès de

Marie-France TUGOT-DORIS née Bouédo.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 2 avril 2026, en la chapelle de l'Est du cimetière du Père-Lachaise, Paris (20<sup>e</sup>).

La famille remercie chaleureusement toutes les personnes qui l'ont entourée.

M. Tugot-Doris, 34, avenue Gavignot, 95230 Soisy-sous-Montmorency.

## condoléances

Ariane de Rothschild, les membres du comité exécutif, du directoire et les salariés du Groupe Edmond de Rothschild

ont appris, avec une profonde tristesse, le décès à l'âge de soixante-dix-sept ans, de

François des ROBERT

Il fut artisan de la création et du développement de Edmond de Rothschild Asset Management, Senior Banker en charge des groupes familiaux, conseiller de nombreuses familles et entrepreneurs en banque privée et en Corporate Finance, administrateur de Cogifrance.

Ils rendent hommage à un grand professionnel, unanimement respecté pour son engagement, son écoute et son investissement sans faille, qui a consacré trente-cinq années à la Maison Edmond de Rothschild.

Arrivé en 1990, il a contribué avec détermination à la création et au développement de Edmond de Rothschild Asset Management, avant d'accompagner pendant plus de vingt ans de nombreuses familles et entrepreneurs avec exigence, fidélité et discernement.

Modèle de disponibilité et de générosité, il a marqué ses collaborateurs et ses clients par ses qualités humaines, son sens du conseil et son attachement profond aux valeurs qui l'animaient.

Ils adressent à sa famille et à ses proches leurs sincères condoléances.

## messes et anniversaires

La messe de 18 heures, ce dimanche 5 avril 2026, en l'église Saint-François-de-Sales, 17, rue Ampère, Paris (17<sup>e</sup>), sera célébr



PAR  
Catherine Van Offelen

Cosmique est l'année 2026. L'astronaute française Sophie Adenot s'envolait vers la Station spatiale internationale (ISS) le 13 février pour huit mois. Après de multiples reports, la mission Artémis 2 de la Nasa a décollé le 2 avril pour transporter des astronautes autour de la Lune, ce qui n'avait pas été accompli depuis 1972. Renouerait-on avec la grande fièvre de l'exploration spatiale des années 1970 ? Dans le sillage de la conquête, dans la fièvre des enthousiasmes, dans l'espoir des découvertes, surgit toujours une question qui fâche : est-il vraiment utile d'envoyer des humains dans l'espace ?

Le cosmonaute pourrait répondre à la manière de l'alpiniste britannique George Mallory, à qui on demandait dans l'avant-guerre pourquoi il voulait gravir l'Everest : « Parce qu'il est là. » L'aporie est habile, l'argument un peu court pour justifier les centaines de milliards de dollars jetés dans l'aventure spatiale habitée. L'astrophysicien Sylvestre Maurice, concepteur de la caméra laser du rover martien Curiosity, nous confie que la Nasa est d'ailleurs surnommée « la danseuse » du gouvernement américain.

L'histoire de la conquête spatiale est aussi fulgurante qu'un astéroïde. Il fallut des millénaires entre la domestication du cheval et l'invention de l'étrier. Il fallut seulement huit ans entre le premier vol orbital et la conquête de la Lune. Chaque domaine technique connaît une évolution proportionnée à son objet. Les efforts spatiaux sont le résultat d'une motivation essentiellement politique issue de la rivalité des géants du XX<sup>e</sup> siècle, URSS et États-Unis. Les Soviétiques avaient gagné la première manche en 1961 en envoyant un homme dans l'espace, Youri Gagarine. Huit ans plus tard, les Américains lavaient l'affront avec le « petit pas pour l'homme » de Neil Armstrong, premier humain à marcher sur la Lune. Cet exploit inspira le sentiment d'un progrès qui prolongeait les rêves mythologiques. Le prométhéisme avait trouvé son ring : le cosmos.

Ainsi, les vols habités dans l'espace furent d'abord le fruit du militarisme et du nationalisme, autrement dit un héritage historique prisonnier de la fatalité politique qui a présidé à leur naissance. Aujourd'hui, l'homme rêve de Mars, nouvelle conquête de l'Ouest. Nécessité ou caprice ?

Un rapport du Conseil national de la recherche américain publié en 2014 examine les justifications avancées des vols habités dans l'espace. La conclusion est sans appel : « Aucune raison ne semble à elle seule justifier la poursuite des vols spatiaux humains. » Le sociologue Arnaud Saint-Martin observe pareillement que l'argumentaire en faveur de ces vols s'appuie sur des formules incantatoires : « On y va pour y aller. » Le raisonnement est circulaire. On envoie des hommes dans l'espace pour en apprendre davantage sur les conditions de vie des hommes dans l'espace afin d'en envoyer d'autres dans l'espace : ipséité de la tautologie.

L'ISS est le meilleur exemple. Elle est vouée à « assurer une présence » humaine permanente dans l'espace, sans que l'on ne sache exactement pourquoi. En orbite depuis l'an 2000, elle accueille des astronautes du monde entier comme Thomas Pesquet, réduits à y jouer les fées du logis sophistiquées. Ses coûts de construction et d'entretien (150 milliards de dollars) en font le laboratoire le plus cher du monde. Si des expériences y sont menées, son bilan scientifique est bien mince. En outre, la majorité de ces expériences étudient les effets de la microgravité sur le corps humain, le but - autotélique - étant de se préparer à envoyer d'autres bipèdes dans l'espace. Pour l'astronaute Patrick Baudry, aller sur l'ISS, « ça ne sert à rien, à part à faire rêver les gens ».

L'envoi d'hommes dans l'espace paraît à première vue scientifiquement inutile. Le savant, notait déjà Hannah Arendt, sait que « des vaisseaux spatiaux ne transportent pas d'hommes mais les meilleurs instruments inventés par l'ingéniosité humaine feront le travail d'exploration de la surface lunaire infiniment mieux que des douzaines d'astronautes » (*La Crise de la culture*, 1961). Et si jamais personne n'avait posé le pied sur l'astre poussiéreux qui nous éclaire la nuit, gageons que la vie des hommes n'en serait pas changée. « Je m'en fiche », aurait répondu Picasso au *New York Times* qui recueillait les réactions de personnalités sur l'alunissage américain en 1969.

Les difficultés matérielles semblent confirmer l'inutilité du voyage cosmique. La Lune est l'extrême banlieue, mais elle reste une banlieue, accessible en trois jours. Pour aller sur Mars, il faut six mois de voyage, puis un an minimum pour revenir. La première étoile est à quatre années-lumière (soit environ 400 000 ans à la vitesse d'une sonde actuelle). Dans *Nous ne vivrons pas sur Mars, ni ailleurs* (Éd. Favre, 2021), Sylvia Ekström et Javier Nombela expliquent que l'espace n'est pas un monde pour l'homme. Les technologies pourraient certes évoluer. Mais même en atteignant la vitesse de la lumière, l'homme n'atteindrait le centre de sa galaxie qu'au bout de 26 000 ans.

On arguera que la conquête spatiale permet de maintenir la compétition technique entre les nations. L'exploration cosmique lancée dans les années 1960 fut le coup d'envoi de l'ère technologique moderne. Elle donna naissance à des inventions majeures : panneaux solaires, purificateurs d'eau, détecteurs de fumée, mais aussi les satellites, qui permettent aussi bien le guidage par GPS que la téléphonie mobile. La conquête émule, stimule. Elle fonctionne pour les sciences appliquées comme le firent les guerres : en aiguillon ! Mais dans l'écrasante majorité des cas, les



Sophie Adenot, astronaute française de l'Agence spatiale européenne (ESA), procède au remplacement des disques durs à l'intérieur du module laboratoire Destiny de la Station spatiale internationale (ISS), le 16 février.

# La conquête de l'espace, luxe inutile ou aventure extraordinaire ?

L'année 2026 marque le grand retour des ambitions spatiales habitées : mission française vers l'ISS, projet Artémis 2 autour de la Lune, promesses martiennes d'Elon Musk. S'agit-il d'un horizon vital pour l'humanité ou d'un luxe technologique aussi coûteux qu'incertain ?

innovations technologiques attribuées à l'exploration spatiale résultent du développement de sondes, satellites et robots, et non de vols habités.

Il y a une motivation moins noble que la science à la présence humaine en orbite : la survie de l'homme sur une planète dévastée. C'est le motif préféré des magnats de la tech qui considèrent le cosmos comme une issue de secours. Comme son rival Jeff Bezos, l'entrepreneur Elon Musk prend la planète rouge pour un plan B face aux dangers terrestres. La Chine, elle, prévoit la mise sur pied d'une base lunaire d'ici à 2035. La dévastation étant instituée, il est normal que l'homme songe à quitter la décharge. La spéculation sur l'infiniment lointain est plus facile que le maintien des trésors à notre portée. Incapable de se contenter du mystère de la *physis* terrestre, d'en protéger le mécanisme, d'en chanter poétiquement la perfection, l'homme brandit sa force prométhéenne pour exporter ailleurs sa capacité de destruction. Mars n'a qu'à bien se tenir.

Les projets de conquête spatiale apparaissent doublement néfastes : d'une part, parce qu'ils polluent la planète bleue ; d'autre part, parce que, plutôt que de préserver celle-ci, ils tempèrent l'urgence en promettant la conquête de mondes hypothétiques. Si l'on peut reconnaître la dimension enthousiasmante de la promesse galactique, on peut aussi émettre cette suspicion : rêver de la Lune et de Mars, n'est-ce pas faire l'aveu que la Terre ne suffit pas ? « Contenté-toi du monde », disait le stoïcien Clément d'Alexandrie. Le cosmonaute n'est pas stoïcien.

L'histoire entre l'homme et l'espace commence par le rêve. Avant d'être un objet scientifique, le « cosmos », c'est d'abord la rêverie du cosmos. Celui-ci soulève des questions métaphysiques (d'où venons-nous ? où allons-nous ?) que chacun, un jour ou l'autre, en levant la tête vers les étoiles, s'est posées.

L'astronomie est pèrie de mystère car elle s'appuie sur des données limitées : elle appelle la spéculation, l'imagination, la déduction et le pari. C'est une science qui comporte de l'art. Elle est stimulante parce qu'elle n'a pas renié sa part poétique. Andromède, le Carré de Pégase, la Chevelure de Bérénice : ne puise-t-on pas dans l'inspiration mythologique pour nommer les corps célestes ? En cela l'astrophysique partage avec la paléontologie une part onirique. De même qu'on peut reconstruire une bête avec un fossile de dent, on doit interpréter l'Univers à partir d'une poussière d'étoile. Une fois qu'on possède la donnée, il faut créer un récit. Ce n'est pas un hasard si Hubert Reeves, Stephen Hawking ou Jean-Pierre Luminet possèdent une façon poétique. Dans *De la nature des choses*, Lucrèce met la poésie au service d'une cosmogonie. En astronomie, poésie et science vont de pair : on ne peut se contenter de l'esprit de géométrie, il faut aussi l'esprit de finesse.

L'homme s'est peu à peu désarçonné de cette considération poético-cosmique. Avec la modernité, la technique a démystifié et désensorcélé la Nature. L'astronomie résiste, pourtant : 200 000 ans d'observation n'ont pas épuisé les questionnements. Troux noirs, énergie sombre, forme de l'Univers, vie extraterrestre : la Nasa admet que « plus de choses sont inconnues que connues ». Le cosmos continue donc de nourrir ce très vieil invariant humain qui est le besoin de poésie et de mystère. Or le rêve, nous apprenait Roger Caillois, peut très bien constituer un facteur de légitimité.

**« Toute la terre habitable a été reconnue, relevée, partagée entre les nations. L'ère des terrains vagues, des territoires libres, des lieux qui ne sont à personne est close. Le temps du monde fini commence »**

Paul Valéry Écrivain et philosophe

La condition humaine a toujours procédé selon la loi de la découverte et la projection vers le lointain : passage de la ligne, du col, de l'orée du bois. L'homme est par nature un être de mouvement. L'araignée se contente de sa toile, car l'animal est « pauvre en monde », observait Heidegger. L'homme, lui, est configurateur de monde. C'est la thèse du père de l'astronautique Constantin Tsiolkovski : « La Terre

est le berceau de l'humanité, mais on ne passe pas sa vie entière dans un berceau. » Cette phrase résume bien l'évidence que constituerait notre destinée spatiale. La conquête de la Lune ou de Mars est indissociable d'un désir d'affranchissement de la Terre. S'il nous faut grandir, quitter notre berceau terrestre, c'est que l'homme, contrairement aux autres animaux, se définit par son autodépassement.

Cet élan est d'autant plus puissant que, dans un monde rétréci, les arpentés à explorer se raréfient. À toutes les époques, on a regretté la disparition de l'ailleurs. Mais la modernité a entraîné un arrondissement global. Les exotismes s'éteignent, les villes s'étendent, similaires. Valéry note : « Toute la terre habitable a été reconnue, relevée, partagée entre les nations. L'ère des terrains vagues, des territoires libres, des lieux qui ne sont à personne est close. Le temps du monde fini commence. » S'il a raison, où puiser l'émerveillement ? L'espace offre une nouvelle friche d'exploration. Dans ses *Mythologies*, Roland Barthes définissait l'imagination du voyage Jules-vernien comme « une exploration de la clôture ». Les fusées, soudain, ont fait sauter les clôtures.

Le voyage cosmique diffère des voyages classiques. Considérer la Terre d'un point de vue extérieur était pour Galilée une position théorique. Aujourd'hui, cette posture est devenue réelle. La photo emblématique qui avait fait la une des magazines en 1968, premier cliché de notre planète prise par un astronaute depuis l'espace, a profondément changé notre perception. L'image est saisissante : nappée de la blancheur des nuages, se détachant de l'obscurité cosmique, la Terre semble une bulle de savon. Ce n'est pas un hasard si, à la même époque, s'affirmèrent les mouvements écologistes. Avec ce cliché, l'humanité s'observe dans un miroir pour la première fois, prenant conscience de sa fragilité. Le pas de côté permet le vertige sur notre insignifiance.

Le voyage dans l'espace est nécessaire, car il est un concentré de réflexion sur l'avenir de la Terre et de l'homme. Qui parle de cosmos parle, au fond, de la place de l'homme dans l'Univers. On ne peut pas parler de l'infini sans parler de notre situation dans cet infini. L'exploration spatiale nous aide à en apprendre davantage sur notre planète et sur nous-mêmes. C'est pourquoi les astronautes des années 1960 étaient, au fond, des envoyés de toute l'humanité.

Les fusées symbolisent la condition humaine, qui est de se trouver seule face au vide sidéral, sans réponse sur sa destinée, avec pour seul recours la puissance verticale de l'arrachement vers le ciel. Elles rappellent les flèches de cathédrales gothiques du XIII<sup>e</sup> siècle, qui magnifient la grandeur divine autant qu'elles la défient. La fusée nous invite à regarder de nouveau vers le ciel que l'on avait oublié. Elle nous offre aussi un regard nouveau, plus lucide, sur la Terre et sur nous-mêmes. ■

# Cardinal Robert Sarah : « L'homme occidental a la nostalgie de Dieu et cherche à le retrouver »

## ENTRETIEN

Figure écoutée de l'Église catholique, le prélat\* publie « 2050 », un livre dans lequel il questionne l'avenir de l'Église. Sera-t-elle un phare dans un monde chaotique ou le vestige d'une civilisation morte ? Selon lui, celle-ci ne doit pas se considérer comme une « ONG » mais comme un mystère.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**Eugénie Bastié, Espérance de Monspey et Guillaume Tabard**

LE FIGARO. - Quand vous regardez votre itinéraire, qu'est-ce qui vous a conduit à écrire ce livre aujourd'hui, 2050 ? Pourquoi avoir choisi cet horizon à la fois proche et lointain ?

CARDINAL ROBERT SARAH. - Je pense que c'est un acte d'action de grâce, remercier Dieu de ce qu'il a fait de moi. Il m'a fait découvrir sa présence à travers des missionnaires et m'a conduit jusqu'au cœur de l'Église à Rome. Jamais je n'aurais imaginé être là, collaborateur du Saint-Père. Ce que j'écris est donc une profession de foi et une action de grâce. 2050 est une invitation à rester fidèles à ce que nous avons reçu du Christ : une Église lumière du monde. Malgré les angoisses et la confusion, elle restera un phare, car elle est œuvre de Dieu. Elle connaîtra des épreuves, mais, si elle demeure fidèle à la Parole, lumière et nourriture, alors, quelles que soient les ténèbres, elle restera guidée par le Christ, lumière du monde.

Certaines Églises ont disparu au fil de l'histoire. Face à l'évolution actuelle du christianisme dans le monde, qu'est-ce qui nourrit aujourd'hui vos inquiétudes et vos espoirs pour la pérennité de l'Église ?

Mon inquiétude vient surtout de la manière dont l'Occident accueille aujourd'hui Jésus-Christ. On a l'impression qu'il ne s'y intéresse plus, alors qu'il a transmis l'Évangile et possède une longue expérience chrétienne, liturgique, théologique et monastique à partager. Cette richesse devrait être un héritage pour les autres Églises, mais je crains qu'on ne puisse plus compter sur elle. Pourtant, il existe des signes de réveil : nouveaux baptêmes, vie monastique. Mon inquiétude est humaine, car le Christ a promis sa présence. C'est une crise, mais l'Occident peut encore soutenir les jeunes Églises, comme une liane s'appuie sur un arbre pour atteindre la lumière. Nous avons besoin de cette expérience pour voir le Christ et je crois que Dieu n'abandonnera pas ce qu'il a accompli.

Vous écrivez que l'Église est parfois défigurée, réduite à des mots d'ordre changeant. L'Église se dénature-t-elle en devenant une simple ONG humanitaire, au lieu de rester centrée sur Dieu ?

La mission de l'Église est de relier l'homme à Dieu et de transmettre sa parole. Les questions sociales sont importantes, mais ne peuvent être son unique rôle. Aujourd'hui, on insiste sur l'écologie, les migrants ou la paix, qui reste un don de Dieu. Sans lui, elle ne peut être stable. L'Église n'est pas une ONG, mais un mystère, le corps du Christ appelé à éclairer le monde, *lumen gentium*. Sa mission est de ramener l'homme à Dieu. Pourtant, aujourd'hui, on met davantage l'accent sur son organisation et la synodalité, en oubliant sa mission : celle d'enseigner et d'être envoyée. Il faut redécouvrir cette mission : transmettre la parole et l'amour de Dieu. Elle doit persévérer, prier et garder une liturgie authentique. La liturgie, aujourd'hui, est parfois abîmée et trop bruyante. Comme si on se célébrait nous-mêmes. La messe, ce n'est pas de la « convivialité ».

Pensez-vous qu'il faudrait une liturgie plus sobre, plus silencieuse ?

Une liturgie plus silencieuse doit adorer et célébrer la grandeur aimante de Dieu, tournée vers le salut des hommes. Aujourd'hui, on ne parle presque plus du salut ni de l'âme. Or, l'Eucharistie nourrit l'âme. Sans cela, l'Église manque sa mission.

L'accent mis sur les questions sociales et la synodalité sous le pape François a-t-il ralenti la mission d'évangélisation de l'Église ? Et le pape Léon XIV est-il en train de la recentrer sur l'annonce du Christ ?

Dès sa première homélie, le pape a centré tout sur le Christ, pas sur les questions sociales. Il invite à chercher Dieu, rappelle l'importance du sacerdoce et remet la liturgie dans le regard de Jésus-Christ. Ainsi, il recentre l'Église sur sa mission première : annoncer le Christ, la vie, la lumière et le chemin. Le pape Benoît XVI l'a souvent répété : La liturgie, c'est *opus trinitatis*, c'est l'œuvre de la Trinité et l'œuvre de Dieu, *opus dei*. Ce n'est pas une création humaine. Elle doit être belle, adorante, sacrée. Ce n'est pas

pour nous rendre heureux entre nous, c'est pour louer Dieu. Et quand Dieu répond à notre liturgie, il nous sanctifie. La liturgie doit nous sanctifier.

Aujourd'hui, le sacerdoce est au cœur des inquiétudes contemporaines, notamment dans des pays occidentaux où de moins en moins de jeunes hommes veulent devenir prêtre. Pourquoi jugez-vous illusoire de supprimer le célibat pour relancer les vocations, et quelle est selon vous la véritable origine de la crise des vocations sacerdotales ?

Les vocations viennent avant tout des familles, or l'Occident détruit souvent la famille, qui est le lieu de la vie et des enfants, source des vocations sacerdotales. Recréer et valoriser la famille est donc essentiel. Les paroisses doivent aussi prier, car le Seigneur a dit : « La moisson est abondante, mais les ouvriers sont peu nombreux » ; la prière est première pour le prêtre, qui crée de l'avenir et vit pour Dieu. Supprimer le célibat ne relancera pas les vocations : même chez les anglicans, où les prêtres peuvent se marier, cela ne suffit pas. Le prêtre est *ipse Christus*, le Christ lui-même. Il ne s'est jamais marié. Donc, si on veut vraiment imiter Jésus, si on veut vraiment le Christ lui-même, il faut maintenir le célibat.

Aujourd'hui, pour le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui, de quel type de sacerdoce a-t-on besoin ?

Il n'y a pas de nouveau type de prêtre : le prêtre doit être le Christ. Comme Jésus, il commence sa vie missionnaire dans le silence, la prière et le travail. La mission n'est pas d'abord d'être avec les gens, mais de leur apporter Dieu. Sans prière, le prêtre ne peut rien transmettre. Avant d'être utile aux autres, il doit être en contact avec Dieu, comme Jésus se retirait dans le désert. Plus il est donné à Dieu, plus il est envoyé et disponible pour les autres.

## La démocratie, née en Occident, ne peut pas être imposée à toutes les cultures

Vous dites que l'homme occidental a perdu sa relation à Dieu. Cela est assez manifeste dans nos sociétés très déchristianisées, particulièrement en France. Pourquoi, selon vous, nos sociétés occidentales ont-elles encore besoin de Dieu ?

Une société, comme un arbre, meurt si elle se coupe de ses racines. Un fleuve s'assèche s'il perd sa source. L'Occident a besoin de Dieu pour vivre. Le bonheur ne vient pas de la richesse matérielle, même dans la pauvreté, certains sont heureux. Ceux qui viennent en Occident cherchent non seulement le pain ou le travail, mais aussi la foi et les valeurs qui ont façonné une culture chrétienne. Il faut transmettre cette richesse essentielle, Dieu et la foi chrétienne.

Pensez-vous qu'aujourd'hui les sociétés occidentales vivent dans un déni de leurs racines ?

Bien sûr, puisque vous avez renoncé à vos racines chrétiennes, au moins en théorie. Car, dans la pratique, votre musique, votre architecture, votre littérature, tout est chrétien. Vos villes, vos rues ont des noms chrétiens. Cette crise sera surmontée d'une façon ou d'une autre, parce qu'aucun homme ne peut survivre sans racines.

Aujourd'hui, est-ce que l'Occident peut encore transmettre quelque chose aux pays émergents, ou est-ce plutôt l'Afrique et l'Asie qui sont devenues le cœur du catholicisme ?

Nous avons besoin des uns des autres. Vous apportez votre expérience théologique, liturgique et monastique, héritage essentiel pour consolider notre foi, et nous offrons notre dynamisme et notre jeunesse. Les prêtres asiatiques et africains soutiennent aussi concrètement les diocèses.

Dans votre livre, vous avez des phrases très sévères sur les démocraties libérales. Vous dites qu'il existe une forme de tyrannie démocratique qui, parfois, bafoue la loi naturelle. Pourquoi cette critique de la démocratie ? La démocratie, née en Occident, ne peut pas être imposée à toutes les cultures. Chaque peuple a une histoire différente et doit pouvoir l'acquiescer progressivement. Imposer un modèle unique crée des violences et des dégâts. Regardez tous les dégâts que la démocratie crée en Orient. On tue des personnes pour imposer la démocratie. Mieux vaut favoriser la collaboration, le partage et permettre à chacun d'évoluer à son rythme, sans uniformiser les sociétés.

Quel regard posez-vous sur les évolutions législatives occidentales, par exemple la loi sur la fin de vie en France. Est-ce que, selon vous, on est en train d'opérer une rupture anthropologique inédite ?

Je pense que vous prenez une décision qui va au-delà de votre pouvoir. Personne ne peut décider qui doit mourir, qui doit vivre, sauf

Dieu. Personne ne peut dire « cet enfant est malformé, il doit disparaître ». Ce sont des lois inhumaines, à mon avis. Toute vie est digne de respect. La liberté, ce n'est pas de tuer quelqu'un. Tuer quelqu'un, c'est de la barbarie.

Comment, dans une société où les croyants sont minoritaires et les non-croyants majoritaires, convaincre que la vie a une origine divine sans chercher pour autant à imposer la même vision pour tous ?

La mission de l'Église est de transmettre la pensée de Dieu sur l'homme, par la Révélation, la théologie et la tradition. Si elle se tait, chacun croit pouvoir se créer lui-même, alors que nous sommes des créatures voulues par Dieu, par amour. Nous ne décidons pas de notre vie. Dieu a une pensée de père envers nous. Aujourd'hui, beaucoup refusent de reconnaître Dieu comme créateur, pensant se créer eux-mêmes. La grandeur de l'homme, pour moi, c'est quand l'homme se met à genoux devant Dieu, reconnaît Dieu comme son père, comme son créateur, qui lui veut du bien. L'Église doit proclamer clairement cette vérité : nous sommes faits à l'image de Dieu, par amour.

Que pensez-vous de ce sursaut des baptêmes en France, marqué par une forte hausse ces dix dernières années ? Est-ce seulement un rattrapage des adultes non baptisés enfants, ou un véritable début de rechristianisation depuis le Covid ?

L'homme a la nostalgie de Dieu et cherche à le retrouver, ce qui explique l'augmentation des baptêmes, signe de résurrection et de vitalité de l'Église. Mais baptiser ne suffit pas. Il faut que les baptisés vivent en chrétiens, incarnent le Christ et reflètent sa parole. Comme les premiers disciples, ils ont besoin d'un accompagnement, d'une formation solide et prolongée, spirituelle et humaine. L'homme, pour grandir dans la foi, à l'image d'un enfant qui passe du lait à une nourriture plus consistante, a besoin d'un accompagnement.

Quels peuvent être les moyens très concrets de garder dans une pratique régulière ceux qui ont l'enthousiasme de la conversion, mais qui, parfois, ont peut-être du mal à tenir dans la durée ?

L'accompagnement des fidèles passe par une liturgie et une homélie soignée. Si on ne parle pas de Dieu ni de l'Évangile, on ne peut former ceux qui viennent une fois par semaine. Une homélie de cinq minutes ne nourrit pas la foi. Comme à l'école ou à l'université, il faut du temps et de la profondeur pour éduquer. L'homélie du dimanche doit former, enseigner et nourrir véritablement l'âme des chrétiens.

Vous insistez sur la liturgie d'une manière globale. Quelle est votre position sur l'usage du missel ancien : faut-il élargir ses possibilités comme l'ont fait Jean-Paul II et Benoît XVI, ou privilégier l'unité du rite pour toute l'Église, comme l'a fait le pape François avec son motu proprio ?

La diversité des rites est une richesse pour l'Église : ambrosienne, mozarabe, latin ou orthodoxe, chacun exprime une sensibilité particulière. La messe tridentine, célébrée depuis mille six cents ans par des papes et des saints, ne devrait pas être interdite. Benoît XVI souhaitait la coexistence des rites ancien et nouveau. L'eucharistie doit unir, pas diviser. Je pense que, dans la bataille, on se détruit mutuellement, on ne progresse pas. Il faut accueillir généreusement la messe tridentine et retrouver unité, harmonie et diversité comme un enrichissement pour toute l'Église.

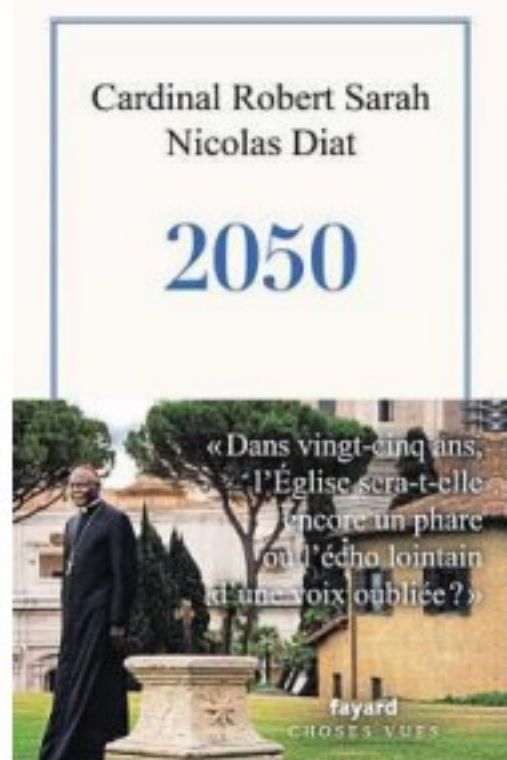
Une question douloureuse traverse l'Église en ce moment. Que conseillez-vous à la Fraternité Saint-Pie X : doivent-ils suspendre les ordinations prévues et poursuivre le dialogue avec l'Église, ou continuer malgré tout leurs projets ?

La décision d'ordonner des évêques sans l'accord du Saint-Siège est grave et risque de déchirer l'Église, le corps du Christ. Avant toute action, il faut prier. Mais je le répète, on ne sauve pas les âmes dans la désobéissance. Parce que le Christ nous a sauvés en obéissant jusqu'à la croix, jusqu'à la mort de la croix. Ils sont libres d'agir, mais cela serait une immense souffrance pour Jésus. L'appel est à l'unité, à la prière, pour éviter de déchirer son corps et respecter son œuvre de salut.

Comment percevez-vous l'inquiétude identitaire face à l'islamisation croissante en Occident, et quel doit être selon vous le rôle de l'Église : uniquement un dialogue interreligieux ou aussi une mission de conversion ?

Le Concile nous appelle au dialogue interreligieux et au respect des autres religions, car elles sont une tentative humaine noble d'approcher Dieu. Mais l'Église catholique est différente, elle proclame un fait historique. Dieu vient vers l'homme pour le recréer à son image. Les religions ne sont pas égales, sinon on détruit l'incarnation. L'islam peut nous interpeller sur la prière et la centralité de Dieu, nous réveillant à notre foi. Si nous négligeons notre foi, les musulmans s'imposeront culturellement. C'est la majorité qui commande. Et s'il n'y a plus de chrétiens, vous allez suivre les lois musulmanes, les coutumes musulmanes. Je ne pense pas qu'il faille avoir peur, mais considérer tout cela comme un stimulant, un réveil de notre foi chrétienne. ■

\* Né en 1945 en Guinée, ancien archevêque de Conakry et préfet du dicastère pour le Culte divin jusqu'en 2021, créé cardinal par Benoît XVI, le cardinal Sarah s'est imposé comme une figure de l'Église par la force de sa parole et sa fidélité à la tradition.



■ 2050  
De Robert Sarah avec Nicolas Diat,  
Fayard, 288 p., 22,90 €.



# Le prosélytisme musulman au nom de la République



CHRONIQUE  
Mathieu Bock-Côté

**L**e discours prononcé par Laurent Nuñez à la Grande mosquée de Paris, le 12 mars dernier, et qui est remonté à la surface médiatique jeudi, suscite une vive polémique, essentiellement parce qu'on reproche au ministre de l'Intérieur de banaliser le voilement des fillettes. D'importantes figures du gouvernement ont d'ailleurs marqué poliment leur désaccord avec lui. Le système médiatique, de manière un peu prévisible, a construit la controverse du jour autour de ce désaccord. Avec raison. Laurent Nuñez ne s'intéresse pas aux fillettes voilées, mais pourrait-il s'intéresser à ceux qui les voilent et qui cherchent ainsi, dès leur plus jeune âge, à les enrégimenter dans une logique communautariste, pour les transformer en panneaux réclame de l'islam politique, qu'il combat par ailleurs ? Ne croit-il pas que le voile est le symbole d'une conquête des corps et de l'espace public ?

L'essentiel de son propos était pourtant peut-être ailleurs. Laurent Nuñez s'est ainsi dit favorable à « toute initiative qui pousse à mieux faire connaître l'islam », et veut même « développer l'islam ». Il laissait entendre par là que mieux on connaîtra l'islam, plus on l'acceptera, et plus grande sera la concorde civique. Cette thèse est fondée sur cette idée que le désaccord entre les hommes et les communautés repose sur une insuffisante connaissance de l'autre, et non pas sur des systèmes de valeurs et des modèles anthropologiques irréconciliables, et qu'il suffirait de s'y ouvrir sincèrement pour finalement l'apprécier.

Ce qu'on pourrait appeler le pari iréniste de Laurent Nuñez mérite toutefois qu'on s'y attarde. Le régime diversitaire a un préjugé favorable envers l'Autre, quel qu'il soit - il est apprécié, et souvent

même vénéré, en tant qu'Autre. Mais d'où vient l'étrange idée que mieux on connaît une civilisation, ou une religion, ou une culture, et plus on l'apprécie nécessairement ? Ne pouvons-nous pas, même, envisager l'hypothèse contraire ? Ne peut-on pas croire que plus on connaît une religion, et moins on l'apprécie, et plus on trouve de bonnes raisons de s'en méfier, ou même de la rejeter ? Il suffit de lire *L'Islam contre la modernité*, le dernier livre de Ferghane Azihari, pour se convaincre qu'une telle démarche est possible. L'essayiste, d'une érudition fascinante, s'est plongé dans l'histoire de cette religion, pour examiner son empreinte historique, et le

**Laurent Nuñez, pour désigner ceux qui blasphèment son idée sacrée de la République laïque, utilise même le langage de l'ennemi de l'intérieur. N'est-ce pas le langage des « extrêmes » ?**

conclut en en appelant à son rejet. C'est parce qu'il connaît mieux l'islam qu'il veut nous en détourner. J'ajoute une question en chemin : que faire des islamistes, ici ? Est-ce à croire qu'ils comprennent mal leur propre religion, et que Laurent Nuñez ou ceux qui travaillent pour lui devraient se faire théologiens à leur côté, pour leur expliquer ?

Je précise, pour qu'on ne me comprenne pas mal, qu'on pourrait mener la même démarche avec le catholicisme, le protestantisme, le bouddhisme, et ainsi de suite. On pourrait dire la même chose d'une culture. Par exemple, plus je connais la culture californienne, et moins je l'apprécie. Je pourrais en dire

de même des cultures scandinaves, sans que cela ne me pousse à porter un jugement négatif sur chaque Scandinave en particulier. On y revient donc : se pourrait-il qu'une meilleure connaissance de l'islam nous pousse à nous en détourner, et même, à le juger difficile à intégrer comme masse historique en France - sans que cela ne veuille dire un seul instant que les musulmans, sur une base individuelle, ne puissent être parfaitement français ?

Mais c'est à ce moment que Laurent Nuñez nous attend au tournant. Il a ainsi affirmé que « faire croire que l'islam serait incompatible avec la République, c'est tout simplement inaudible. Ceux qui prétendent cela se font eux-mêmes les ennemis de la République laïque, c'est-à-dire de la France qui garantit à tous la liberté de croire et d'exercer un culte ». Le propos va loin. Ce n'est donc désormais plus l'islam qui cause problème, mais ceux qui croient que l'islam pose problème. On avait déjà connu un semblable basculement rhétorique au début des années 1990, quand on en est venu à affirmer que ce n'est pas l'immigration massive qui causait un problème à la France mais ceux qui croyaient qu'elle causait un problème.

Laurent Nuñez, pour désigner ceux qui blasphèment son idée sacrée de la République laïque, utilise même le langage de l'ennemi de l'intérieur. N'est-ce pas le langage des « extrêmes » ? La République, ici, n'est plus le régime politique de la France, mais son point d'aboutissement philosophique, et ceux qui voudraient continuer à définir le pays à partir de son peuple historique ne sont plus vraiment français, ou du moins, ne sont plus que des Français d'ancien régime, pour cela à rééduquer. Ce républicanisme militant et radicalisé n'est-il pas à sa manière porteur lui aussi de ce que d'autres appellent une « nouvelle France » ? ■

## Corse, Alsace... Le différentialisme contre la France

**L**es sujets territoriaux sont souvent l'objet d'un concours Lépine de mauvaises idées. Ils permettent de satisfaire des clientèles qui applaudissent tandis que personne ne se dresse en face pour défendre l'intérêt réel de la France. Certains y voient une opportunité de promettre n'importe quoi, même lorsque cela déroge aux principes républicains les plus élémentaires, voire à la simple logique. Tous les partis sont menacés par cette logique clientéliste qui mène au communautarisme. Ainsi, le 7 avril, sera examiné à l'initiative de Gabriel Attal une proposition de loi visant à accorder à l'Alsace, comme à d'autres collectivités, un statut particulier sur le modèle de la Corse, alors même que doit être examiné au Sénat un texte accordant l'autonomie à cette même Corse.

Comment se dire républicain lorsque l'on porte un projet qui inscrit, comme le montre l'avis donné sur ce texte par le Conseil d'État, une logique communautariste au cœur de la Constitution ? Le projet de loi relatif à la Corse ne prévoit en effet rien de moins que l'inscription, dans le texte fondamental, de la notion de « communauté culturelle, historique et linguistique ». Reconnaître une communauté d'appartenance et lui accorder des droits propres, c'est la définition juridique du communautarisme telle que l'a posée le Conseil constitutionnel en 1999.

Nous n'en sommes malheureusement pas au premier renoncement en Corse. Ce projet de loi résulte d'une négociation lancée après la mort d'Yvan Colonna, lorsque l'État a cédé face à un pouvoir local qui avait mis en berne ses drapeaux en hommage à l'assassin d'un préfet de la République. Dans le même sens et plus récemment, le recteur de Corse a accepté par une convention totalement illégale l'existence d'écoles où la langue corse sera exclusivement enseignée, enfreignant une décision du Conseil constitutionnel parfaitement claire du 21 mai 2021. On ne parle donc même plus de biliguisme mais d'exclusion du français sur fond de violation de l'État de droit. Quand l'État est trahi par ses représentants, l'heure est grave.

Comment prétendre incarner la raison quand on cède au différentialisme régional, celui-là même qui a rendu la Belgique ingouvernable et rompu l'unité nationale en Espagne ou en Grande-Bretagne ? En organisant un plébiscite sur le sujet d'une collectivité alsacienne à statut particulier, pour lequel seulement 150 000 Alsaciens ont voté, soit 90 % d'abstention, le président de la collectivité européenne d'Alsace promettait notamment que les impôts des Alsaciens restent en Alsace. Cela rappelle fortement la tentation catalane de ne pas

vouloir payer pour les Andalous, ou la tentation flamande de ne pas vouloir payer pour les Wallons. Des vingt régions européennes les plus pauvres lors de la crise de 2008, seule la Corse n'a pas vu son PIB s'effondrer grâce à la solidarité nationale. Si cette redistribution économique venait à disparaître, c'est la riche région parisienne qui gagnerait alors que les territoires les plus en difficulté, eux, paieraient le prix fort.

Il était normal de prendre en compte le désaccord des Alsaciens vis-à-vis de la réforme qui les englobait sans grand discernement dans la région Grand Est mais cela ne signifiait pas pour autant qu'il fallait un statut particulier. Aujourd'hui, l'association des régions de France s'inquiète à juste titre d'un risque de séparatisme interne à chaque région. Car on est toujours le séparatiste d'un autre, et si on sait quand commence un processus de fragmentation, on ne sait pas où il s'arrête. Aimer la Corse ou aimer l'Alsace, ce n'est pas leur accorder des statuts particuliers. C'est leur permettre de dé-

**Les études de science politique montrent aujourd'hui clairement que la création de statuts particuliers conduit à un cercle vicieux. En liant le statut et l'identité, on rompt l'unité nationale**

velopper leur plein potentiel dans le cadre d'une décentralisation qui soit la même pour tous. C'est aussi leur garantir l'ordre public et la solidarité de la communauté nationale. Or on voit bien, pour ne prendre que cet exemple, ce que l'avancée de la mafia en Corse ces dernières années doit à cette fragilisation de l'État.

Les études de science politique montrent aujourd'hui clairement que la création de statuts particuliers conduit à un cercle vicieux. En liant le statut et l'identité, on rompt l'unité nationale. Le processus est toujours le même, plus mon identité est singulière, plus je veux un statut à part. Si d'autres disposent d'un meilleur statut, cela signifie que mon identité est méprisée. Le jour où Emmanuel Macron annonçait un statut d'autonomie pour la Corse, le président de la région Bretagne remettait à Elisabeth Borne un rapport sur l'autonomie de la Bretagne. Les Alsaciens demandent aussi un statut comparable à celui de la Corse tandis que celle-ci regarde vers la Nouvelle-Calédonie. Cette surenchère a eu lieu dans d'autres pays et elle est parfai-

tement décrite par les études comparatives, entraînant fragmentation du pays et affaiblissement des solidarités. Aller dans cette direction, c'est briser à terme l'unité de la nation comme cela est arrivé ailleurs, soit par une naïveté coupable, soit, pire encore, pour empêcher le soutien des 150 000 électeurs mentionnés plus haut, par pur opportunisme et sans considération pour l'avenir du pays. Le différentialisme porté par le patron de Renaissance incarne la victoire au sein du macronisme de la tendance qui aura empêché ce parti d'être pleinement républicain. Non seulement il ne corrige pas les erreurs du second quinquennat, comme cela est affiché, mais il les amplifie.

Le différentialisme n'est pas seulement une menace existentielle, c'est aussi le tombeau de l'efficacité de l'action publique. La vétoocratie, concept forgé par Francis Fukuyama, ne désigne pas seulement les tracasseries administratives qui compliquent le quotidien des citoyens. Elle désigne le phénomène qui empêche la puissance publique d'agir sur le réel et de redevenir l'instrument capable de régler leurs problèmes, de l'immigration à la transition écologique. Lorsqu'on développe des statuts particuliers au nom du différentialisme, on accroît très fortement la vétoocratie, comme le montrent là aussi les exemples étrangers. C'est la porte ouverte à une complexité infinie et à l'insécurité juridique. C'est au nom des privilèges de la communauté corse consacrée par la loi que les politiques voulues par l'État ne pourront plus s'y appliquer. C'est parce que l'Alsace est dite « spéciale » qu'elle se verra exclue de la loi commune. Et pourquoi s'arrêter là ? Certains proposent qu'au bout du compte toutes les collectivités puissent déroger à la loi. Le nouveau président, s'il dispose d'une majorité, fera voter des lois pour appliquer son programme... que personne n'appliquera dans un monde où le veto aura tué la politique en réduisant l'État à un Potemkine institutionnel. C'est la mise à mort par approximations successives de la République.

Non, les sujets territoriaux ne sont pas des sujets annexes que l'on peut se permettre de traiter avec légèreté au gré de petits calculs électoraux. Ceux qui le font témoignent qu'ils ne sont candidats que par narcissisme et non par sens de l'intérêt général. S'ils paraissent techniques, ces sujets conditionnent en réalité l'existence même de l'État et de la nation. Bref, de ce qui fait que la France existe encore et existera demain. ■

\* Jean-Michel Blanquer et Benjamin Morel sont respectivement professeur de droit public et maître de conférences en droit public de l'université Panthéon-Assas.



JEAN-MICHEL BLANQUER ET BENJAMIN MOREL

Le 7 avril, une proposition de loi visant à doter l'Alsace d'un statut particulier sera examinée à l'Assemblée nationale tandis qu'un projet de loi constitutionnel pourrait consacrer le statut d'autonomie de la Corse. L'ancien ministre de l'Éducation nationale et le constitutionnaliste\* y voient le basculement dans une logique différentialiste, celle-là même qui a rendu la Belgique ingouvernable et rompu l'unité nationale en Espagne ou en Grande-Bretagne.

### LE FIGARO

Dassault Médias  
(actionnaire à plus de 95%)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Président-directeur général  
Eric Trappier  
Administrateurs  
Thierry Dassault,  
Olivier Costa de Beauregard,  
Benoît Habert,  
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS  
(société éditrice)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Président  
Eric Trappier  
Directeur général,  
directeur de la publication  
Marc Feuillée

Directeur des rédactions  
Alexis Brézet  
Directeur délégué de la rédaction  
Vincent Trémolet de Villers  
Directeurs adjoints de la rédaction  
Gaëtan de Capelle (Économie),  
Laurence de Charette  
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie  
von Claer (Style, Art de vivre, F),  
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wullème (Édition,  
Photo, Révision, DA),  
Jacques-Olivier Martin (directeur  
de la rédaction du Figaro.fr),  
Étienne de Montety (Figaro  
Littéraire), Yves Thérard  
(Enquêtes, Opérations spéciales,  
Sports, Sciences, Culture,  
Télévision).

Rédacteur en chef  
Frédéric Picard (Web)  
Directeur du pôle news  
Bertrand Gié  
Éditeurs  
Robert Mergui  
Anne Pican

FIGAROMEDIAS  
23-25, rue de Provence, 75009 Paris  
Tél.: 01 56 52 20 00  
Fax: 01 56 52 23 07  
Président-directeur général  
Aurore Domont  
Direction, administration, rédaction  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Tél.: 01 57 08 50 00  
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy  
93290 Tremblay-en-France  
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux  
ISSN 0182-5852  
Commission paritaire n° 0426 C 83022  
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h :  
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr  
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client  
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine  
Club Prestige: 599 €. Club: 439 €. Semaine: 385 €. Week-end Prestige: 464 €. Week-end: 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.  
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.  
Ce journal est imprimé sur un papier LPM porteur de l'écocollable européen  
sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de :  
Édition nationale  
1<sup>er</sup> cahier 18 pages  
Cahier 2 Économie  
8 pages  
Cahier 3 Le Figaro  
et vous 10 pages  
Sur certaines éditions:  
Supplément 4 Magazine  
112 pages  
Cahier TV 60 pages  
Supplément 5 Madame  
136 pages

PHOTOGRAPHIE RETOUCHÉE



**VERSACE**



# LE FIGARO économie



**BUDGET**  
EN PLEINE FLAMBÉE DES PRIX,  
LES NICHES FISCALES « CARBURANTS »  
DANS LE VISEUR **PAGE 21**

**BOURSE**  
QUELLES VALEURS CHOISIR  
POUR DOPER LE RENDEMENT  
DE SON PORTEFEUILLE ? **PAGE 25**



PICASA / ILOTHARINGIA / STOCK ADOBE - OL RAT - STOCK ADOBE - FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO - DRONE VOLT

## Hausse des taux, inflation : alerte sur l'immobilier

Avec la guerre au Moyen-Orient, le coût des emprunts a brutalement augmenté et a commencé à gripper le marché au mois de mars. **PAGE 20**

## EasyJet : une grève en France pour le lundi de Pâques

Mauvaise nouvelle pour ceux qui avaient prévu de voyager avec easyJet lundi prochain. Ce 2 avril, le syndicat Unac de la compagnie aérienne low cost a appelé, dans un communiqué, l'ensemble du personnel navigant à la grève le lundi 6 avril, pour le week-end de Pâques. En cause, des négociations salariales annuelles jugées insatisfaisantes et la dégradation

des conditions de travail : le syndicat évoque des équipages « au bord de la rupture ». La grève commencera le lundi 6 avril à minuit et s'achèvera le même jour à 23h59. Parmi les griefs reprochés par l'Unac à la compagnie aérienne sont notamment mentionnés le « non-respect du planning, la hausse inexorable du nombre de changements, la hausse

des déplacements en remplacement dans d'autres bases ». La direction d'easyJet est « très déçue par cette décision », mais « tient à rassurer (ses) clients : nous ferons tout notre possible pour limiter au maximum les répercussions de cette grève ». Si le préavis lancé par l'Unac concerne l'ensemble des bases françaises où opère la compagnie britannique, le détail

des perturbations reste incertain. Quoi qu'il arrive, easyJet a déjà prévu de prendre les dispositions nécessaires auprès de ses clients : « Si des modifications devaient être apportées à notre programme de vol, nous en informerons directement les passagers concernés et leur proposerons des solutions pour les aider à réorganiser leur voyage. »

MARTIN HÉZODE

## > FOCUS CARBURANTS : UN « SURPLUS FISCAL » DE 270 MILLIONS D'EUROS

David Amiel a pris d'infinies précautions. Selon les « premières estimations », qui ne sont pas « définitivement consolidées » et qu'il est « très inhabituel » de rendre publiques, le ministre des Comptes publics a donné le montant du « surplus » de recettes fiscales tirées de la hausse des prix des carburants. Celui-ci s'établirait autour de « 270 millions d'euros » pour le mois de mars, a-t-il déclaré sur Franceinfo ce vendredi. Comparé à mars 2025, la TVA sur les carburants aurait rapporté 120 millions d'euros en plus. Quant aux accises, qui sont des taxes fixes, leur rendement aurait augmenté de 150 millions sous l'effet d'une hausse momentanée de la consommation. Depuis plusieurs jours, le RN et une partie de la droite accusent l'État de « profiter » de la flambée des prix. Et alors que Sébastien Lecornu affirmait qu'il n'existait pas de « cagnotte », le premier ministre s'est pris les pieds dans le tapis en évoquant « d'éventuels surplus de recettes fiscales ». Face à la polémique ainsi relancée, David Amiel s'est empressé de clarifier l'impact de la hausse des prix des carburants sur les finances publiques.

Il a aussi affirmé que ces recettes supplémentaires sont « très inférieures au coût de la crise pour les finances publiques », que ses services chiffrent pour le moment à 430 millions d'euros par mois. Sur ce montant, on retrouve les 130 millions d'euros d'aides déjà annoncées pour les secteurs et les ménages les plus touchés. Cette somme est complétée par le surcroît de charge de la dette : 3,6 milliards d'euros cette année, soit 300 millions par mois. **JULIE RUIZ PEREZ**

### le PLUS du FIGARO ÉCO

#### ENTREPRISES

Les risques géopolitiques difficiles à assurer

PAGE 23

#### LA SÉANCE

DU VENDREDI 03 AVRIL 2026

▲ **CAC 40**  
7962,39 -0,24%

▲ **DOW JONES**  
46504,67 -0,13%

▶ **ONCE D'OR**  
4370,00 (4370,00)

▶ **PÉTROLE (Brent)**  
109,000 (100,300)

▶ **EUROSTOXX 50**  
5692,86 -0,70%

▶ **FOOTSIE**  
10436,29 +0,69%

▶ **NASDAQ**  
24045,53 +0,11%

▶ **NIKKEI**  
53123,49 +1,26%

### L'HISTOIRE

## Un drone pour réparer les lignes électriques à haute tension

Rarement une entreprise aura aussi bien porté son nom. Le français Drone Volt, qui conçoit et fabrique des drones à usage professionnel, lance en France son appareil capable de se poser directement sur des lignes électriques à très haute tension, le LineDrone. L'engin volant, développé en partenariat avec Hydro-Québec, est déjà utilisé en Amérique du Nord. Il vient de passer sous les fourches caudines de la certification en France. Il pourrait donc être utilisé pour inspecter les lignes à très haute tension de RTE, voire pour effectuer dessus certaines réparations. Les interventions sur ces câbles électriques soutenus par des pylônes hauts de 10 à 90 mètres et espacés de plusieurs centaines de mètres sont complexes, nécessitant des coupures

d'alimentation. Celles-ci n'auront plus lieu d'être puisque le LineDrone résiste à « des chocs de tension jusqu'à 2100 000 volts », explique Drone Volt. Les opérateurs d'infrastructures de réseau, comme RTE, mais aussi Enedis, ont de plus en plus recours à des drones pour les missions d'inspection. Ceux-ci viennent remplacer les survols par hélicoptère avec à la clé un coût moindre et une réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'utilisation de drones permet aussi de réduire les risques d'accidents de personnes. La Suède a déjà prévu

d'interdire les opérations hélicoptérées et de ne plus utiliser que des drones pour l'inspection de ses lignes électriques. D'autres pays pourraient lui emboîter le pas et ouvrir de nouvelles opportunités de marché à Drone Volt. ■

ELSA BEMBARON



## Un porte-conteneurs du français CMA CGM a franchi le détroit d'Ormuz

Un porte-conteneurs appartenant au groupe français de transport maritime CMA CGM a passé jeudi le détroit d'Ormuz pour sortir du golfe Persique en affichant, via son signal de navigation, avoir un « propriétaire français », selon les données de suivi maritime du site MarineTraffic consultées vendredi par l'AFP. Le Kribi, sous pavillon maltais, a traversé le détroit d'Ouest en Est jeudi dans l'après-midi, pour sortir du golfe Persique, et se trouvait vendredi matin au large de Mascate, la capitale du sultanat d'Oman. Selon l'agence Bloomberg, ce navire en provenance de Dubaï, aux Émirats arabes unis, serait le premier bâtiment occidental à franchir le détroit stratégique depuis que la guerre déclenchée par les États-Unis et Israël contre l'Iran en a quasi interrompu la circulation. Quelques cargos ont pu passer ces derniers jours, identifiés comme liés à des « pays amis », selon la terminologie des Iraniens. Le

Pakistan, par exemple, a obtenu le passage de vingt navires, battant son pavillon. Le géant français, troisième transporteur mondial de marchandises par conteneurs, présidé par le Franco-Libanais Rodolphe Saadé, n'a pas souhaité commenter l'information. CMA CGM avait indiqué, il y a quelques jours, que quatorze de ses vaisseaux étaient coincés dans le golfe Persique. Le Kribi peut transporter 5000 conteneurs de vingt pieds. Il aurait navigué dans un couloir tout proche des côtes iraniennes entre les îles de Qeshm et de Larak. Le suivi en temps réel des navires dans le golfe sur différents sites tel que MarineTraffic est rendu délicat depuis le début de la guerre, car les Iraniens brouillent les signaux GPS. Plusieurs commandants ont témoigné dans les médias avoir été désorientés par les informations erronées fournies par leurs équipements de géolocalisation.

F.N.-L.

# Le marché immobilier sous la menace de la hausse des taux et d'un retour de l'inflation

Jorge Carasso

Après une embellie l'an dernier, les ventes ont reculé au premier trimestre. Un effet conjugué de la remontée du coût du crédit et de la crise au Moyen-Orient, qui brouille les cartes pour les acheteurs.

Les nuages s'amoncellent à nouveau au-dessus du marché immobilier. L'an dernier, il était reparti de l'avant avec 945 000 ventes (+ 11 %), selon les Notaires de France. La baisse des coûts des emprunts et le recul des prix en 2023 et 2024 avaient donné un bol d'air. La production des crédits à l'habitat (hors négociations) avait, elle, enregistré une hausse de 33 % sur un an, selon la Banque de France. Avec le retour des acquéreurs en 2025, la cote des logements s'était même légèrement appréciée (1,5 % en moyenne).

Mais désormais, l'ambiance n'est plus à la fête. Les chiffres commencent déjà à l'attester. Les ventes ont chuté de 3 % au premier trimestre 2026 sur un an, selon Foncia Transaction, qui publiait ses chiffres jeudi. Un phénomène qui s'est accéléré en mars (-8 % par rapport à mars 2025). Les prix enregistrent une légère baisse de 1 % au premier trimestre sur un an. Mercredi, le site spécialisé Meilleursagents annonçait, lui, un recul des prix de près de 0,3 % dans les 50 plus grandes villes françaises sur les trois premiers mois de l'année.

La remontée du coût du crédit n'est pas étrangère à ce ralentissement. Dès l'été dernier puis à l'automne, certaines grandes banques avaient déjà revu leurs grilles à la hausse. Une conséquence de la crise politique qui secoue la France depuis plus d'un an et demi et des problèmes budgétaires qui en découlent. Les taux des obligations assimilables du Trésor (OAT), le thermomètre de la confiance des marchés dans l'économie française, avaient en effet augmenté. Ils ont connu un nouveau coup de chaud à cause de la crise au Moyen-Orient. En fin de semaine, ils sont montés à 3,9 % à 10 ans. Un niveau que l'on n'avait plus vu depuis 2009 et la crise des subprimes.

**« On ne fait plus de projections depuis le Covid. D'un trimestre à l'autre, les événements font que l'on est en permanence obligé de s'adapter »**

Sandrine Checa Responsable d'une agence Laforêt à Lyon

La nouvelle hausse de ces taux, qui font office de boussole pour l'immobilier, est donc de mauvais augure. En avril, la plupart des banques ont à nouveau rehaussé leurs barèmes, de 0,10 point environ. Un crédit sur 20 ans coûte désormais autour de 3,3 %, quand il se payait autour de 3 % il y a six mois. Une banque nationale, le CCF, l'a même revalorisé de 0,30 point. « Un emprunt sur 25 ans se monnaie 3,5 %, mais on commence à voir des offres à 3,8 % sur 25 ans », remarque Julien Tortois, à la tête d'agences immobilières du réseau l'Adresse à Pontoise (95) et à Courbevoie (92).

Les acheteurs, et en particulier les primo-accédants, dont les marges de manœuvre sont limitées, commencent à sortir leur calculatrice. « L'essence augmente, le gaz aussi, les prêts bancaires sont plus chers. Mises bout à bout, ces dépenses commencent à affecter le pouvoir d'achat », constate Julien Tortois. « Cela fait 15 jours, trois semaines que l'on sent que la situation s'est un peu crispée », abonde Samuel Berrih, agent immobilier à Paris pour le réseau Keller Williams. Certes, les meilleurs dossiers tirent leur épingle du jeu, parfois autour de 3 % sur 20 ans, mais la tendance est claire : les conditions de financement sont en tête des préoccupations des acquéreurs. « En ce moment, on voit aussi des clients qui accélèrent de peur que le coût du crédit n'augmente plus fortement dans les mois à venir », note Jordan Frarier, président de Foncia Transaction.

L'impact de la guerre au Moyen-Orient ne se limite pas au renchérissement du coût du crédit. « La situation internationale génère du stress, de l'incertitude », confirme Éric Allouche, directeur du réseau Era France. « Que les gens puissent se dire "j'attends un peu avant d'acheter", c'est compréhensible. » La

flambée redoutée du gaz et de l'essence joue aussi sur les choix des acheteurs. « Les clients ont plus de réticences qu'avant sur le gaz collectif », souligne Sylvia Dufлот, directrice de l'agence 20<sup>e</sup> appart à Paris. Et quand l'appartement est chauffé au fioul, c'est tout de suite non. »

« Ce qu'il faut surveiller, c'est l'inflation », ajoute Corinne Jolly, présidente de PAP. Si les prix montent comme au moment de la guerre en Ukraine, c'est toute une chaîne qui se met en place. Les prix à la consommation ont déjà grimpé à 2,5 % en mars sur un an, contre 1,9 % en février, selon une estimation flash publiée mardi par Eurostat. En conséquence, la Banque centrale européenne (BCE), qui veille sur la stabilité des prix comme le lait sur le feu, pourrait être tentée de relever ses taux directeurs, avec là aussi un impact sur le coût des crédits immobiliers. Lors de l'invasion de l'Ukraine en 2022, la flambée de l'inflation avait

**Les ventes de biens ont chuté de 3 % au premier trimestre 2026.**

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

poussé la BCE à subitement remonter ses taux, jusqu'à provoquer une crise du crédit immobilier, devenu en quelques mois trop cher, avec des taux autour de 4,2 % sur 20 ans fin 2023. Le marché n'en est pas encore là aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, cette flambée des prix de l'énergie est déjà un coup dur pour le neuf, qui peine à se remettre sur pied après trois années noires (-50 % de vente depuis 2022). « Je viens de recevoir une première demande de hausse de tarif de la part d'un prestataire », indique Norbert Fanchon, président du directoire du groupe immobilier Gambetta. C'est une augmentation du coût des travaux que je suis incapable de répercuter en prix final pour l'acheteur. D'autant que dans le neuf aussi les prospects sont moins nombreux depuis le début d'année. Le ralentissement n'est pas à mettre uniquement sur le dos de la guerre en Iran ou de l'augmentation du coût du crédit. Les élections municipales ont aussi joué. À Paris, et dans d'autres villes où s'applique l'encadrement des loyers (Lyon, Toulouse, Strasbourg...),

les résultats étaient scrutés de près. « Certains investisseurs espéraient la victoire d'un candidat qui aurait pu mettre fin au plafonnement des loyers en vigueur à Paris ou ailleurs. Dans la capitale, par exemple, ce ne sera pas le cas », rappelle Samuel Berrih. Emmanuel Grégoire, qui a succédé à Anne Hidalgo, ne compte pas y mettre fin. Il a au contraire plutôt pointé du doigt le manque de sanctions en cas de non-respect de l'encadrement des loyers, lors de sa campagne. Une pratique fréquente.

Quoi qu'il en soit, ce ralentissement du marché immobilier intervient au pire des moments. Le printemps est généralement une saison phare pour les transactions. C'est à ce moment-là que se décident les projets pour la rentrée, et que les agences font le plein de ventes. Les agents immobiliers qui espèrent que le marché sorte définitivement la tête de l'eau en sont pour leurs frais. D'autres, habitués aux soubresauts du secteur, prennent cela avec détachement. « On ne fait plus de projections depuis le Covid », indique Sandrine

Checa, à la tête d'une agence Laforêt à Lyon. D'un trimestre à l'autre, les événements font que l'on est en permanence obligé de s'adapter. »

Tous les segments du marché ne sont d'ailleurs pas concernés de la même façon. « L'immobilier, c'est toujours un peu pareil. Quand vous avez un bon emplacement, un bien de qualité, au bon prix, vous vendez », nuance Sandrine Checa. Le marché reste malgré tout actif, même si les acheteurs sont plus sélectifs. D'autant qu'il y a un peu plus de stock, donc de choix. L'heure n'est pas encore à la franche inquiétude. « Le marché a ralenti, mais c'est le deuxième trimestre qui donnera réellement la tendance. Cela reste la période la plus importante de l'année », estime Jordan Frarier. Tout dépendra aussi de la durée du conflit au Moyen-Orient. « Si cela dure trois semaines de plus, cela ira », estime Richard Tzipine, directeur général du réseau immobilier de luxe Barnes. Mais si c'est davantage, l'économie va ralentir, les taux vont monter et l'immobilier va beaucoup souffrir. ■



## La réforme du diagnostic énergétique profite aux vendeurs

C'est un bol d'air pour les propriétaires de passoires thermiques. Ils vont peut-être voir leurs logements trop énergivores (classés F ou G sur l'étiquette énergie) sortir de la zone rouge lorsqu'ils feront établir un nouveau diagnostic de performance énergétique (DPE), ce document obligatoire en cas de vente ou de location. En effet, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le calcul pénalise moins les biens chauffés à l'électrique par rapport au gaz. Et l'effet est loin d'être marginal. Près de 700 000 logements, sur 5,8 millions de passoires énergétiques, doivent sortir, par ce seul ajustement, de ce statut.

Dans les agences immobilières, l'effet se fait déjà sentir pour les biens les plus mal notés, classés G. La nouvelle réforme fait dans la plupart des cas gagner une lettre, parfois un peu plus. « Des biens classés G, on en a moins en vente », remarque Julien Tortois, directeur d'agences l'Adresse à Pontoise (95) et à Courbevoie (92). Un constat partagé dans de nombreuses agences.

Et lorsque les logements anciennement notés F peuvent afficher un E, voire parfois un D, c'est souvent un soulagement pour les vendeurs. « J'ai des acheteurs qui me disent "je ne veux pas

de F ni de G" », confirme Sylvia Dufлот, directrice de l'agence 20<sup>e</sup> appart, à Paris. Le minimum pour les clients c'est maintenant souvent un E », abonde Julien Tortois. En cause, les travaux nécessaires pour remettre le logement aux normes et faire baisser la consommation énergétique, mais pas seulement.

### Nouvelle approche

En effet, depuis l'an dernier, les pires passoires thermiques, les logements estampillés G, sont interdits de location. Et au 1<sup>er</sup> février 2028, ce sera au tour de ceux classés F. De quoi dévaloriser les logements concernés lorsqu'ils sont mis en vente. Et, par ricochet, valoriser ceux qui sont mieux notés. « La note a clairement un impact sur le prix », poursuit Sylvia Dufлот. Ainsi, les appartements estampillés G se vendent en moyenne 12 % moins cher qu'un bien classé D (-25 % pour les maisons), selon les notaires de France, qui publient chaque année un comparatif entre les différentes classes de logement. Pour ceux notés F, la décote atteint respectivement 8 % et 18 %. Néanmoins, l'impact de la note ne se voit pas que dans le prix. Elle contribue, pour les logements les plus mal classés, à allonger les délais de

vente. « Les biens qui ont une meilleure note sont plus facilement vendables », confirme Julien Tortois.

La réforme du DPE n'avait pourtant pas pour objet de favoriser les vendeurs. L'objectif assumé du gouvernement était plutôt de permettre le retour de logements très mal notés sur le marché de la location, alors que le manque de biens à louer est patent, partout en France. « Il y a une prise de conscience que personne n'a intérêt à pénaliser trop les logements », observe Éric Allouche, directeur France du réseau immobilier Era. S'il n'y a plus rien à louer simplement à cause de la réglementation, qu'est-ce qu'on fait ? » Signe d'une nouvelle approche, les passoires thermiques ont bénéficié d'un autre ajustement. Les logements de moins de 40 m<sup>2</sup> chauffés au ballon d'eau chaude ont aussi profité d'un rectificatif

en 2024. Une façon de corriger un calcul qui plombait les petites surfaces, jusqu'à les rendre inlouables parfois. Ce changement de calcul a fait sortir près de 160 000 logements de la catégorie des passoires énergétiques, selon le ministère de la Transition écologique.

De quoi vraiment renflouer l'offre de logements à louer ? « Sur le locatif, ces réformes n'ont pas eu beaucoup d'impact », constate Katia Couvreur, directrice de Katia immobilier à Angers. Cela a aidé quelques bailleurs à reculer l'échéance et à continuer à louer, mais pas tant que cela. » Ceux qui voient la note de leur logement rehaussée en profitent surtout pour le vendre, pas pour le remettre en location. « Une meilleure lettre est surtout un effet d'aubaine pour vendre au meilleur prix », confirme Loïc Cantin, le président de la Fnaim. Il y a un manque de confiance généralisé dans l'investissement locatif. L'alourdissement de la fiscalité, la mise en place de l'encadrement des loyers, ainsi que les travaux induits par l'interdiction progressive des passoires thermiques ont contribué à décourager les bailleurs. Selon la Fnaim, un propriétaire sur trois arrivant en fin de bail opterait pour la vente, plutôt que pour une nouvelle location. ■

**700 000 logements**

doivent sortir du statut de passoire énergétique

# En pleine flambée des prix, les niches fiscales « carburants » dans le viseur

Julie Ruiz Perez

Dans le cadre de la préparation du prochain budget, les services de Bercy veulent réduire le coût des dépenses.



Avec 3,7 milliards d'euros, le secteur des transports est le plus important pôle de dépenses « brunes » du gouvernement.

Ce télescopage tombe au plus mal pour le gouvernement. Pendant que le débat politique s'enflamme sur la fiscalité des carburants, l'administration de Bercy vient d'indiquer son intention, pour faire des économies, de passer au peigne fin les dépenses fiscales « brunes » dont plus de la moitié correspond à... des niches fiscales sur les carburants. Ce jeudi, la direction de la législation fiscale et la Direction du budget (les deux services en pointe sur l'élaboration des budgets de l'État) ont fait parvenir aux différents ministères une circulaire qui trace les grandes orientations des « conférences fiscales » qui auront lieu dans le courant du mois de mai. Cette étape technique dans l'écriture du projet de loi de finances pour l'année suivante vise notamment à « identifier les mesures » que les ministères veulent « voir figurer dans le projet de loi de finances initial pour 2027 », peut-on lire dans le courrier.

Dans ce document, Bercy demande ainsi à ses homologues d'accorder une

« attention particulière à l'examen des dépenses fiscales « brunes » afin d'assurer la « maîtrise » desdites dépenses. Cette préoccupation n'est pas nouvelle : le « verdissement de la fiscalité » est un thème budgétaire récurrent depuis des années. Toutefois, dans un contexte de flambée des prix de l'essence, le sujet des niches fiscales « brunes » devient particulièrement sensible. Selon un document annexe au projet de loi de finances (PLF) 2026, ce dernier contenait 8,1 milliards d'euros de dépenses ayant un impact défavorable sur l'environnement. Une large part de ces dépenses « brunes » - par opposition aux « vertes », favorables à l'environnement, correspondent à des taux réduits sur les carburants.

Par exemple, le secteur des transports, le plus important pôle de dépenses « brunes » avec 3,7 milliards d'euros, bénéficiait dans le PLF de 2,7 milliards d'euros d'avantages fiscaux concernant « principalement les taux réduits sur les carburants », précise le document. La catégorie des dépenses « brunes » en faveur de l'agriculture est

également « principalement composée du tarif réduit (remboursement) pour les gazoles, les fiouls lourds et les gaz de pétrole liquéfiés utilisés pour les travaux agricoles et forestiers représentant 1,7 milliard ». L'industrie bénéficiait pour sa part de « 1,1 milliard de dépenses fiscales défavorables », dont 500 millions de tarifs réduits sur les gazoles non routiers et 600 millions de tarifs réduits sur les énergies.

## Des arbitrages gouvernementaux à venir

Alors que les secteurs en question réclament au gouvernement de nouvelles mesures pour les aider, justement, à faire face à la hausse du prix qui les touche au quotidien, celui-ci pourrait être tenté d'épargner les niches fiscales liées aux carburants. D'autres types de dépenses fiscales « brunes » existent, notamment dans le secteur du bâtiment. Interrogé sur le sujet, Bercy précise simplement que « l'évaluation des niches arrivant à échéance et l'instruction des propositions de suppression des niches inefficaces sont un passage obligé » et que ce « simple

travail technique » est indépendant des « considérations politiques ». « Les arbitrages gouvernementaux » auront lieu « postérieurement », ajoute la même source, sans rien exclure.

En amont des échanges « techniques », les services de Bercy demandent plus globalement à leurs interlocuteurs dans les ministères de « renforcer l'évaluation des dépenses fiscales existantes » afin de « réduire leur nombre et leur coût dans une logique de simplification et d'efficacité ». « Il est attendu que vous proposiez des évolutions de la fiscalité et notamment la suppression ou la réduction de dépenses fiscales », détaille la note. Par ailleurs, les deux services signataires « pourront également soumettre des mesures de rationalisation », lors des conférences. En clair, la chasse à la niche fiscale « peu performante ou insuffisamment pilotée » est ouverte.

Là encore, cet objectif est un leitmotiv. Il y a un an encore, Amélie de Montchalin, alors ministre des Comptes publics, avait évoqué l'idée de réduire significativement les dépenses fiscales dans le budget 2026 : « Il y

a 85 milliards de niches fiscales. Si vous avez 10 % de niches en moins, ça fait huit milliards ». Elle avait également proposé de supprimer 50 niches fiscales « obsolètes ou évaluées comme inefficaces ». Toutefois, la volonté de l'ancienne ministre ne s'est pas traduite dans les faits puisque le nombre de dépenses fiscales est seulement passé de 474 en 2025 à 465 en 2026. La plupart des propositions de baisse de dépenses fiscales, notamment celle qui visait à supprimer l'abattement de 10 % sur les pensions de retraite, ont été balayées par les parlementaires.

Reste que, dans un contexte tendu pour les finances publiques, Bercy continue de s'intéresser à ces avantages fiscaux dont le coût a dépassé les 90 milliards d'euros l'année dernière, selon un autre document annexe au PLF. Cette année, les niches fiscales les plus coûteuses devraient être les mêmes que l'année dernière : le crédit d'impôt recherche (évalué à 8 milliards d'euros), le crédit d'impôt emploi à domicile (7,2 milliards d'euros) et, donc, l'abattement de 10 % pour les retraités (4,6 milliards d'euros). ■



## Comptes Ados d'Instagram avec nos protections intégrées les plus fortes.

### Accord parental requis

Les parents doivent approuver toute modification des paramètres par défaut pour les ados de moins de 16 ans.

### Comptes privés

Les Comptes Ados sont privés par défaut.

### Mise en relation bloquée

Les ados ne peuvent pas être contactés par des personnes avec lesquelles ils ne sont pas connectés.

### Filtrage du contenu et des commentaires

Aide à s'assurer que ce que les ados voient est adapté à leur âge.

En savoir plus sur la façon dont les Comptes Ados d'Instagram aident à mieux protéger les ados : [instagram.com/ComptesAdos](https://www.instagram.com/ComptesAdos)

# Le Brésil, nouvel eldorado du Club Med

Mathilde Visseyrias Envoyée spéciale à Gramado

Deux nouveaux villages ouvriront en 2027 et 2029 dans le pays. Les Brésiliens sont devenus une clientèle en or.

La parcelle, aussi vaste qu'une trentaine de terrains de foot réunis, surplombe des forêts d'araucaria (conifère typique d'Amérique du Sud) à perte de vue. Les pelleteuses ont commencé leurs travaux de déblaiement, mais il faut emprunter un chemin de terre pour y arriver. C'est là, dans la Serra Gaucha, région montagneuse de l'État du Rio Grande do Sul, que le Club Med a décidé d'installer son quatrième village au Brésil. Situé en pleine nature, loin des plages, le site espère pourtant rapidement faire le plein.

À quelques minutes en voiture, la ville de Gramado, connue pour être « la Suisse du Brésil », attire déjà 9 millions de touristes brésiliens par an, en quête de grand air et de dépaysement. Elle regorge de petits hôtels, de complexes hôteliers (avec piscines, salles de jeux et activités sportives) et de locations saisonnières. Mais le Club compte faire la différence avec sa « French touch » et sa formule à part : des vacances tout compris haut de gamme en famille.

**« Avec plus de 200 000 clients accueillis en 2025, et un chiffre d'affaires qui a doublé en quatre ans, le Brésil est devenu en 2025 notre deuxième marché le plus important après la France, en termes de chiffre d'affaires »**

Janyck Daudet Directeur général Amérique du Sud du Club Med

« À Gramado, nous avons l'ambition de créer une nouvelle destination pour les Brésiliens essentiellement, au sein d'un lieu touristique déjà très prisé, déclare Janyck Daudet, directeur général Amérique du Sud du groupe. C'est un pari. Ce village sera le premier Club Med "Exclusive collection" d'Amérique latine, notre signature la plus haut de gamme. » L'accent sera mis sur les séjours bien-être, avec un nouveau concept de spa (beauty tech avec masque LED pour le visage...), des salles de yoga, des programmes de relaxation et d'alimentation équilibrée. Les sportifs auront l'embaras du choix : en plus de pouvoir jouer au padel, au tennis et au foot, ils pourront tester le ski sur un revêtement répliquant la sensation de glisse sur neige.



Le village Club Med de Las Pedras, dans l'État de Rio, au Brésil, se niche dans un cadre idyllique, entre plage et forêt tropicale préservée. CLUB MED

L'ouverture de ce nouveau Club est annoncée pour juillet 2027. La pose de la première pierre a eu lieu, elle, la semaine dernière. Un événement pour un État qui veut muscler son économie grâce au tourisme. Venu en hélicoptère, le gouverneur Eduardo Leite avait fait le déplacement. Stéphane Maquaire, PDG du Club Med depuis juillet, était là, entouré du vice-maire de Gramado et des dirigeants du groupe familial brésilien Sirena (leader de l'entertainment en Amérique latine), qui financera la construction du village pour 75 millions d'euros.

« Avec l'arrivée du Club Med, qui est internationalement reconnu, nous franchissons une nouvelle étape pour positionner notre région sur la carte mondiale du tourisme », s'est félicité Dody Sirena, cofondateur de Sirena, qui prévoit d'intégrer les 250 hébergements du Club et ses 20 villas (avec cheminée et terrasse), dans un complexe touristique dix fois plus gros. L'État est de la partie : il a promis de soutenir le projet en construisant des routes et même un aéroport régional, dans les trois ans.

Avec son climat subtropical humide, la région de Rio Grande do Sul est bien plus fraîche que le reste du Brésil. Certains hivers, entre juin et août, on peut voir tomber quelques flocons de neige. C'est aussi une région culturellement à part, influencée par l'immigration européenne (allemande et italienne surtout), au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Avec ses chalets en bois, ses rues piétonnes et ses bordures de fleurs soignées, Gramado a des allures de station bavaroise, où le temps s'est arrêté. Cet ovni architectural, situé à deux heures de Porto Alegre en voiture, est devenu une destination prisée des Brésiliens aisés, qui apprécient s'y balader en toute sécurité, et passer du bon temps.

À défaut de pistes de ski, Gramado dispose du seul parc à neige couvert du Brésil, où on peut skier, faire de la luge et du patin à glace toute l'année. En plus de nombreux parcs d'attractions (ville miniature, piscines géantes à toboggans...), magasins (de chocolat notamment, la spécialité de la région), cafés et restaurants en tout genre, la ville vit au

rythme des spectacles, concerts et festivals du film et de musiques.

Si le Club Med fait le pari de Gramado, c'est qu'il estime pouvoir compter sur les Brésiliens pour faire vivre un village à l'année, en attendant des visiteurs d'une autre nationalité, Argentins et Chiliens surtout. C'est déjà le cas dans ses trois autres villages du Brésil : Lake Paradise (situé autour d'un grand lac artificiel près de Sao Paulo), Las Pedras (au bord d'une plage isolée dans une zone protégée de l'État de Rio) et Trancoso (perché sur des falaises dans la région de Bahia). Ils font le plein grâce à une clientèle de Brésiliens qui vient en vacances, mais aussi pour se marier - une spécificité du Club au Brésil - et travailler, dans le cadre de séminaires d'entreprises.

« Je connais bien le Brésil pour y avoir vécu plusieurs années, déclare Stéphane Maquaire. Le pays a un potentiel touristique incroyable, et nous devons maintenant accélérer. Le Club Med aime le Brésil et les Brésiliens aiment le Club Med. Il y a de la place pour sept villages. » Après Gramado, un autre village est annoncé à Fortaleza,

la capitale du Ceara, un État du nord-est du Brésil célèbre pour ses plages. Son ouverture est prévue en 2029.

Depuis toujours, les Français sont la première clientèle du Club. Et depuis 2015, les Chinois la deuxième nationalité la plus représentée. Mais les Brésiliens connaissent une augmentation spectaculaire : ils sont devenus la nouvelle poule aux œufs d'or. « Avec plus de 200 000 clients accueillis en 2025, et un chiffre d'affaires qui a doublé en quatre ans, le Brésil est devenu en 2025 notre deuxième marché le plus important après la France, en termes de chiffre d'affaires », confie Janyck Daudet. Ils séjournent d'abord dans des villages au Brésil, où ils découvrent la formule. Une fois conquis, ils font confiance au Club pour aller skier dans les Alpes, un must pour les Brésiliens aisés. Leur panier moyen explose, car ils y viennent en tribu et ciblent les villages les plus luxueux dans des stations de haute altitude (typiquement Val d'Isère). Cet hiver, le Club en a accueilli environ 30 000, avec un accueil VIP : GO parlant portugais, haricots rouges au buffet et soirées samba de rigueur. ■

## Terres rares : l'Australie marque un point face à la Chine

Grégory Plesse Sydney

Le groupe Lynas a conclu un accord stratégique avec le Japon qui lui permet de concurrencer les acteurs chinois.

Il est un des rares acteurs dans le monde à pouvoir concurrencer la Chine sur les terres rares. Le groupe australien Lynas Rare Earths a récemment annoncé la conclusion d'un accord de long terme avec un consortium japonais, établissant un prix plancher, indispensable pour viabiliser ses opérations face au quasi-monopole exercé par la Chine dans la production et le raffinage de ces métaux très recherchés.

En vertu de ce protocole d'accord, Japan Australia Rare Earths, une coentreprise représentant les besoins de l'industrie japonaise en la matière, s'engage à acheter au moins 5000 tonnes de néodyme-praséodyme (NdPr) par an, et jusqu'aux trois quarts de la production de terres rares de l'opérateur australien, jusqu'en 2038. Et ce plus important encore, pour un prix minimal de 110 dollars par kilo, bien supérieur aux 49 dollars le kilo en 2024, et de 74 dollars l'année dernière, auxquels l'entreprise australienne a écoulé sa production de NdPr ces deux dernières années. C'est ce qui explique pourquoi Lynas, pourtant l'un des principaux producteurs de terres rares en dehors de la Chine, peine depuis des années à viabiliser ses activités, face à un acteur ultradominant imposant sur

le marché mondial des prix artificiellement bas, pour éliminer la concurrence.

Pékin, qui assure 70% de l'extraction des terres rares dans le monde et plus de 80% de son raffinage, se sert également de ce rôle incontournable comme levier diplomatique. Le Japon a d'ailleurs été le premier pays occidental à en faire les frais, comme le pointe Mohand Yellishetty, professeur spécialiste des minéraux critiques à l'université Monash : « Il y a depuis des années un désaccord territorial entre la Chine et le Japon autour des îles Senkaku-Diaoyu. La Chine, en 2010, a alors pour la première fois stoppé ses livraisons de terres rares au Japon, ce qui a fait prendre conscience à tout l'Occident de son extrême dépendance en la matière. »

Et cette arme continue d'être régulièrement utilisée. Ainsi en janvier dernier, la Chine a imposé de nouvelles restrictions d'exportations de terres rares vers le Japon, une mesure perçue comme une réponse aux commentaires de la nouvelle première ministre japonaise, Sanae Takaichi, qui avait estimé qu'une attaque contre Taïwan représenterait pour le Japon une « menace existentielle ».

« À travers cet accord, les industriels japonais s'engagent à payer 50% plus cher qu'ils ne le faisaient l'année dernière, mais

ce surcoût, c'est un peu comme une prime de sécurité, analyse Robert Monterosso, de l'United States Studies Centre. Ce qu'ils achètent, c'est un approvisionnement stable, fiable, et en volume important. »

Et ils ne sont ni les seuls, ni les premiers à faire ce choix. Ainsi, en octobre dernier, le Pentagone a conclu un accord avec le producteur américain de terres rares MP Materials, portant sur la fourniture d'aimants, dont le département de la Défense s'est engagé à acheter l'ensemble de la production, tout en

**« À travers cet accord, les industriels japonais s'engagent à payer 50% plus cher qu'ils ne le faisaient l'année dernière, mais ce surcoût, c'est un peu comme une prime de sécurité. Ce qu'ils achètent, c'est un approvisionnement stable, fiable, et en volume important »**

Robert Monterosso Chercheur à l'United States Studies Centre

validant, là aussi, un prix plancher de 110 dollars le kilo de terres rares.

Et trois jours après l'annonce du contrat japonais, Lynas annonçait un accord similaire avec le Pentagone, s'engageant à acheter 96 millions de dollars de terres rares à l'entreprise australienne, pour un même prix minimal de 110 dollars le kilo.

Un prix qui, selon Chris Vernon, expert en minéraux critiques rattaché au CSIRO (le CNRS australien), n'est de toute façon pas si éloigné des coûts réels de production des terres rares. « Quand l'accord entre MP Materials et le Pentagone a été annoncé, le prix du NdPr issu de Chine était de 52 dollars. Mais aussitôt après, il a monté à 90 dollars. Cela montre bien que la Chine écoulait sa production à un prix trop faible », explique-t-il.

Mohand Yellishetty ne doute pas que, dans un avenir proche, ce genre d'accord, garantissant d'un côté à l'opérateur une certaine viabilité économique, et de l'autre à leurs clients, une source alternative d'approvisionnement qui ne fera pas l'objet de chantage diplomatique, soit répliqué dans d'autres pays. « Je crois que l'Union européenne, la France et le Royaume-Uni notamment, mais aussi l'Inde, sont très demandeurs également et souhaitent se libérer de cette emprise chinoise, d'autant que les terres rares jouent un rôle de plus en plus

crucial, à la fois dans des applications civiles (véhicules électriques, éoliennes, imagerie médicale...) et militaires (avions de combat) », commente le chercheur.

Participant de ce mouvement, les États-Unis et l'Australie ont conclu en octobre 2025 un accord portant sur 4,6 milliards de dollars, destiné à booster les investissements dans les mines et les raffineries de terres rares. Il s'est traduit par un premier projet, porté par l'américain Alcoa et le japonais Sojitz, visant à construire une usine de production de gallium en Australie, devant à terme assurer 10% de la production mondiale, dont la quasi-totalité (98%) est actuellement issue de Chine.

Autre signe de la montée en puissance du groupe australien, Lynas a annoncé, mi-mars, avoir commencé à produire dans une usine en Malaisie de l'oxyde de samarium, une terre rare lourde utilisée dans les aimants haute performance des industries de pointe comme l'électronique et l'aérospatial. « La production de ce premier oxyde de samarium constitue une étape importante pour Lynas et démontre l'expertise et les capacités de notre équipe en interne, qui est sans équivalent en dehors de la Chine », s'est félicitée la directrice générale, Amanda Lacaze dans un communiqué. ■

Marie Bartnik

**Les laboratoires menacent de ne pas lancer leurs nouveautés en Europe si les prix ne remontent pas.**

**L**es patients européens feront-ils les frais de la politique américaine ? Inquiets des répercussions de la clause de la nation la plus favorisée introduite par l'Administration Trump, certains laboratoires diffèrent le lancement de nouveaux médicaments en Europe, rapporte Reuters. Ils font également plus que jamais pression pour y augmenter le prix de vente de leurs traitements.

Ces derniers mois, l'Administration Trump a entrepris de rééquilibrer le financement de l'innovation pharmaceutique mondiale au bénéfice des États-Unis. Aux yeux de Donald Trump, l'Europe se comporte en « passager clandestin » : « Les États-Unis représentent moins de 5% de la population mondiale, mais génèrent près des trois quarts des bénéfices mondiaux de l'industrie pharmaceutique », soulignait le président américain en mai dernier. Selon l'institut Rand, le prix des médicaments est en effet près de trois fois supérieur aux États-Unis que dans d'autres pays de richesse comparable.

Afin d'y remédier, Donald Trump a introduit une clause de la nation la plus favorisée par décret, en vertu de laquelle le prix des médicaments aux États-Unis doit être dans la moyenne des prix pratiqués à l'étranger. Cette clause doit être déclinée en programmes, qui devraient être appliqués en 2026 ou 2027. Le programme Generous concernerait les médicaments pris en charge par Medicaid (la couverture publique destinée aux plus démunis), sur la base du volontariat. Les programmes Globe et Guard seraient obligatoires, et concerneraient certains médicaments - y compris les plus coûteux - pris en charge par Medicare, la couverture santé publique dédiée aux personnes âgées.

Il s'agit d'ores et déjà d'un bouleversement majeur pour l'écosystème pharmaceutique mondial. Depuis des mois, les laboratoires avertissent qu'ils ne comptent pas sacrifier le juteux marché américain aux marchés nationaux européens, si vendre leurs médicaments en Europe devait tirer les prix américains vers le bas. « La France ne représente que 3% de notre chiffre d'affaires », rappelle par



## Pharmacie : Trump met les gouvernements européens sous pression

exemple Charles Wolf, le directeur de Sanofi en France.

Nombre de laboratoires assurent depuis plusieurs mois qu'ils ne lanceront pas leurs nouveaux médicaments dans les pays où les prix seraient trop bas, France en tête, et appellent l'Europe à dépenser plus pour se soigner. « Si l'écart entre le prix français et le prix américain était trop sensible et que le prix américain de notre médicament venait à être abaissé, nous ferions le choix de ne pas le lancer sur le marché français, souligne

exemple Charles Wolf, le directeur de Sanofi en France. « Nos investisseurs ont pris beaucoup de risques. Cela mettrait en péril leur retour sur investissement. »

Selon une analyse de GlobalData citée par l'agence Reuters, les lancements de nouveaux médicaments en Europe ont ainsi chuté de 35% au cours des dix mois qui ont suivi le décret de Trump sur la clause de la nation la plus favorisée.

Le laboratoire américain Insméd a par exemple reporté le lancement en Allemagne du Brinsupri, un médicament anti-inflammatoire, en raison de

l'incertitude liée à la clause de la nation la plus favorisée. « Il nous semble que la chose la plus prudente à faire est de mettre le projet en suspens jusqu'à ce que nous sachions à quoi cela va ressembler », a expliqué William Lewis, le directeur général d'Insméd à l'occasion de ses résultats.

« Les laboratoires sont peut-être un peu plus attentistes vis-à-vis de l'Europe compte tenu de ce contexte, reconnaît Virginie Beaumeunier, la présidente du comité économique des produits de

**Nombre de laboratoires américains appellent les pays européens à dépenser plus pour se soigner.**

santé (CEPS), qui fixe le prix des médicaments. Nous n'observons pour l'instant pas d'impact majeur mais nous restons vigilants. »

Donald Trump ne peut forcer le président français à augmenter le prix des médicaments en France, comme il aime à le clamer. Mais « les États-Unis disposent d'une carte, redoutable, qu'ils n'ont pas encore abattue : les enquêtes au titre de la section 301 », souligne Thomas Rapp, professeur de science économique à l'université Paris Cité. Si les États-Unis concluaient que les laboratoires pharmaceutiques américains sont victimes de pratiques commerciales déloyales en France ou ailleurs, « ils pourraient impo-

**« Les États-Unis représentent moins de 5% de la population mondiale, mais génèrent près des trois quarts des bénéfices mondiaux de l'industrie pharmaceutique »**

Donald Trump

ser des mesures de rétorsion sur d'autres produits (les vins et spiritueux par exemple) faisant fi des accords douaniers passés avec l'Union européenne », souligne l'économiste. La Grande-Bretagne vient d'accepter d'augmenter le prix de ses médicaments, en échange d'un engagement américain à ne pas actionner d'enquête 301.

Une task force publique française a été mise en place pour suivre au jour le jour les évolutions erratiques de la politique de l'Administration Trump dans le domaine du médicament (Donald Trump a annoncé ce vendredi de nouveaux droits de douane sur les médicaments produits dans certains pays non européens).

Des négociations sur la juste valorisation du médicament en France se poursuivent en parallèle avec les laboratoires et doivent aboutir à l'automne. « Cette discussion collective s'inscrit dans ce contexte géopolitique global, explique la présidente du CEPS. Nous sommes par exemple conscients qu'il est important de donner aux laboratoires plus de prévisibilité sur l'évolution de leurs prix. »

Les laboratoires soulignent que les prix français figurent parmi les plus bas d'Europe. Mais le CEPS appelle aussi les laboratoires à voir le verre à moitié plein. « L'Europe représente 20% à 30% du marché pharmaceutique mondial. C'est certes moins que les États-Unis, mais c'est un marché sûr, où des systèmes de sécurité sociale solvabilisent le marché et donnent accès à d'importants volumes de vente. » ■

## Les risques géopolitiques de plus en plus difficiles à assurer

Danièle Guinot

**Les demandes des entreprises pour cette couverture augmentent. Tous les pays ne sont plus assurables.**

**L**e conflit au Moyen-Orient complexifie la vie des entreprises présentes dans la région. C'est particulièrement vrai en matière d'assurances, car toutes ne sont pas couvertes contre le risque de guerre.

Généralement, les grands groupes disposent de programmes internationaux d'assurance. Leurs filiales locales sont couvertes par des assureurs occidentaux implantés sur place ou par des acteurs locaux. Les risques de guerre sont exclus des assurances-dommages couvrant les entreprises. Mais, ces dernières peuvent souscrire une garantie spécifique, appelée « violences politiques et terrorisme ». Celle-ci couvre les dommages matériels, parfois les pertes d'exploitation, causés par la guerre, le terrorisme ou les émeutes.

« Ces assurances sont valables pendant une année et parfois deux pour certains contrats, ce qui signifie que les entreprises présentes au Moyen-Orient qui avaient souscrit de telles garanties en janvier sont aujourd'hui couvertes », explique Matthieu Romet, directeur dommages grands risques chez le courtier d'assurances Diot-Siaci. Celles qui ont été endommagées par des débris de drones ou des tirs de missiles, seront donc indemnisées. Idem pour celles qui

s'étaient aussi assurées contre les pertes d'exploitation liées à un conflit.

Mais pour celles qui n'étaient pas couvertes, la donne est aujourd'hui complexe. Le cas n'est pas si rare, car « jusqu'à présent, les pays membres des Émirats arabes unis, comme Dubaï ou Abou Dabi, n'étaient pas considérés comme des pays à risques, mais comme sûrs », relève Matthieu Romet. Trouver une assurance « violences politiques et terrorisme » aujourd'hui devient un casse-tête au Moyen-Orient. « Nombre d'entreprises cherchent à se couvrir. Des solutions existent encore, mais elles sont plus rares et coûteuses : selon la typologie des actifs à couvrir ainsi que leur géolocalisation, les primes peuvent être multipliées par cinq, voire dix », explique Louis du Mesnil, directeur risques géopolitiques chez le courtier d'assurances WTW. « En outre, les navires présents dans le détroit d'Ormuz, qui restent quasiment bloqués, sont très difficilement assurables », ajoute Marie-Laure Tournebize, directeur risques Transport et logistique, chez WTW.

Les risques géopolitiques font désormais partie prenante de la gestion des entreprises. « Depuis le début de la guerre en Ukraine, les demandes de couverture contre le risque de guerre ont augmenté de 15% à 20% par an. Cela

s'accroît », note Matthieu Romet. Les émeutes en Nouvelle-Calédonie en 2024 et les lourdes pertes qu'elles ont générées, ont aussi incité les entreprises à souscrire ce type de garanties qui couvrent également les émeutes. « Dans le même temps, l'offre d'assurance s'est étoffée, une cinquantaine d'assureurs étant présents sur ce créneau. Le marché s'est structuré », ajoute Matthieu Romet.

**15% à 20%**

**Taux d'augmentation annuel des demandes de couverture des entreprises contre le risque de guerre, depuis le début du conflit en Ukraine.**

Le monde est plus instable ces dernières années. « La liste des zones et des pays classés à risques s'est beaucoup allongée depuis quatre ans », relève Marie-Laure Tournebize. L'Iran, Israël, le Liban, la Syrie, l'Afghanistan, le Pakistan, le Yémen, le golfe d'Aden, encore le Venezuela sont classés hautement à risque de guerre. Pour les groupes présents dans

ces zones, cela signifie payer plus cher pour s'assurer, quand ils le peuvent.

« La guerre au Moyen-Orient renforce durablement la prudence des assureurs sur la couverture du risque de guerre. Même en dehors de la région, nous devrions observer une tension sur l'offre d'assurance et une pression haussière sur les tarifs, à l'échelle mondiale », prévient Louis du Mesnil.

Avec le regain de tensions géopolitiques, les entreprises sont aussi plus nombreuses à souscrire un autre type de garanties contre « le risque politique », couvrant par exemple les décisions d'un État (expropriation, nationalisation, retrait de licence...) ou d'événements violents (révolution, terrorisme...) empêchant d'exploiter un investissement ou d'être payés. « Le droit international étant battu en brèche, les inquiétudes sont majeures », constate Simon Grignon, directeur Risques politiques et financiers chez Platus, filiale du courtier Verspioren. C'est notamment vrai dans certains pays européens. « Depuis la guerre en Ukraine et les menaces répétées de Donald Trump de quitter l'Otan, les entreprises présentes dans les pays Baltes et les pays nordiques comme la Finlande, sont inquiètes. Nous recevons beaucoup plus de demandes de couverture contre le

risque d'interruption de leur activité ou de non-paiement de leurs marchandises ou de contrats publics », explique Simon Grignon.

En revanche, les groupes ont du mal à s'assurer contre ce risque en Chine, mais aussi à Taïwan, où plane la menace d'une reprise en main par la Chine. « La perception des risques d'expropriation ou de nationalisation par la Chine a augmenté. Dans ce contexte, les assureurs cherchent à réduire leurs expositions. Le nombre de ceux prêts à couvrir le risque politique s'est fortement réduit et les prix d'assurance ont beaucoup augmenté », note Bruno Bajard, managing director chez Marsh. Pour se couvrir malgré tout, les entreprises ont parfois recours à un « pool » d'assureurs : une dizaine ou une quinzaine d'assureurs assurent un seul risque.

Fait nouveau, depuis un peu plus d'un an, la perception du risque politique a évolué vis-à-vis des États-Unis. Certains assureurs sont désormais un peu plus frileux pour couvrir certains groupes, considérant qu'il n'est plus impossible qu'ils soient expropriés ou que leur activité soit interdite. Et les tarifs des garanties « risque politique » ont parfois augmenté. « Personne n'a envie d'être en litige avec l'Administration Trump », justifie un observateur. ■

# En plein essor, les métiers de la tech se tournent vers les femmes

Corinne Caillaud

Technicienne IA, technicienne assistance informatique, data analyst... Plusieurs organismes lancent des formations pour proposer à de nouvelles candidates, dont celles éloignées de l'emploi, d'apprendre ces métiers.

Si la France veut rester dans la course mondiale aux technologies, elle a tout intérêt à attirer les femmes dans ces domaines. L'effort à fournir est conséquent puisque, selon les données de l'Insee, à peine un quart (24%) des emplois dans les professions du numérique étaient occupés par des femmes au cours des années 2021 et 2022 cumulées. Plusieurs structures font déjà une priorité de l'inclusion des femmes dans le numérique, dont celles éloignées de l'emploi.

C'est le cas du groupe de formation Simplon, issu de l'économie sociale et solidaire. « Développer les compétences des femmes dans la tech est clairement notre parti pris, puisque 45% de nos cohortes sont féminines. Cependant les femmes ne viennent pas naturellement à ces métiers », observe Véronique Saubot, sa directrice générale. Elles sont orientées par des missions locales ou France Travail et leur moyenne d'âge est de 30 ans. Environ 40% d'entre elles ont un niveau bac ou infrabac. Des profils plus âgés, de 45 ans à 50 ans, en parcours de reconversion, se tournent aussi vers cet organisme.

Si le groupe a choisi de constituer des promotions exclusivement féminines, « c'est pour éviter que nos candidates s'autolimitent et se mettent des freins psychologiques », souligne Véronique Saubot. Une première période de pré-qualification d'une durée de six semaines leur permet de déterminer, en fonction de leurs appétences, la voie dans laquelle s'engager (technicienne IA, technicienne assistance informatique, data analyst, etc.). Elles entament ensuite une deuxième phase de six à neuf mois avec un formateur spécialisé dans chaque domaine. Une période très intensive lors de laquelle le travail s'effectue majoritairement en présentiel.

Si une part importante d'entre elles optent pour des cursus à bac + 2, certaines s'engagent dans des parcours d'excellence à bac + 5. Chez Simplon, le taux de réussite au diplôme est de 95% et une équivalence reconnue par le ministère du Travail est délivrée. « Nous avons une pédagogie dite active, c'est-à-dire que ces femmes apprennent en faisant. Elles ont ainsi une vision très concrète de ce que sera leur nouveau métier. Cependant, elles sont toujours

victimes de discrimination à la fois parce qu'on les juge moins crédibles et parce qu'il y a aussi moins d'emplois pour elles », regrette Véronique Saubot, la directrice générale de Simplon.

Fondateur de l'association des Plombiers du numérique, Florian du Boys, qui vient de constituer une promotion de formation au métier de technicien data centers et installateur d'objets connectés 100% féminine, formule le même constat. « Ce sont des métiers très genrés à la croisée de la technique, du bâtiment et des télécoms, où historiquement les techniciens étaient des hommes. De fait, il y a une appréhension à intégrer un public féminin. Non pas parce que les gens sont contre, mais simplement parce

**« Seules 7% des adolescentes expriment un intérêt pour les métiers du numérique contre quasiment 30% pour les garçons »**

Anne Le Héaniff Ministre déléguée chargée de l'Intelligence artificielle et du Numérique

qu'ils n'en ont pas l'habitude. Nous essayons de développer l'inclusion et d'avoir de plus en plus de femmes. Cependant, nous avons plus de mal à les placer en emploi que les hommes alors que tout le monde nous dit : "Ah, c'est génial, vous faites venir des femmes dans l'industrie, ça nous intéresse !" »

Pour développer son initiative, cet entrepreneur du monde des télécoms a renforcé son partenariat avec Telehouse, acteur japonais de l'hébergement en data centers, qui met à disposition un plateau technique sur son site de Magny-les-Hameaux (Yvelines). Les dispositifs préqualifiants d'une durée de trois mois proposés par les Plombiers du numérique s'appuient sur trois piliers : une remise à niveau du candidat, l'apprentissage du geste sur un plateau technique et un stage en entreprise. « Ce qui nous intéresse, c'est la motivation et le savoir-faire acquis pour qu'à l'issue, ils soient recrutés. Dans le monde des infrastructures numériques, il y a des métiers simples, des métiers du geste que l'on peut apprendre sans forcément être très diplômé », souligne Florian du Boys.



Selon les données de l'Insee, à peine un quart (24%) des emplois dans les professions du numérique étaient occupés par des femmes au cours des années 2021 et 2022. JACKF / STOCKADOB.COM

Près de 90% des candidats qui rejoignent les Plombiers du numérique ont un niveau bac ou infrabac et 40% sont issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Pour encadrer le petit groupe de douze femmes, Mounal Kaka Kathaini, formateur pour les Plombiers du numérique, reconnaît qu'il a « dû adapter son discours pour être moins frontal ». S'il estime qu'il s'est davantage attardé sur des détails qu'avec les hommes, il juge le travail des femmes « plus minutieux, bien organisé et très propre ».

Anisha, 20 ans, qui a quitté le lycée au cours de sa deuxième terminale est l'une d'entre elles. Elle a été séduite par

cette formation qui lui a permis « d'être tout de suite dans le concret en découvrant directement les équipements en entreprise ». « Le métier de technicien data center s'apprend sur le terrain et c'est quelque chose qui me convient », assure-t-elle. Son cas est particulier car la jeune femme s'est retrouvée à suivre la formation en même temps que sa mère. « Ce qui nous a aidées », admet-elle. Toutes deux ne devraient pas rencontrer de difficulté à être recrutées grâce à cette formation où « les taux de retour à l'emploi sont excellents », assure Florian du Boys.

De son côté, Michaël Reffay, délégué général de l'association France Data-

center, relève que « la filière représente aujourd'hui près de 50 000 emplois en France et est en hypercroissance. C'est la raison pour laquelle on ne peut se passer d'aucun talent et la place des femmes dans nos infrastructures doit avoir une approche très positive. »

Il n'en reste pas moins que « seules 7% des adolescentes expriment un intérêt pour les métiers du numérique contre quasiment 30% pour les garçons. Il faut en finir avec l'autocensure, les idées préconçues, et les biais de genre », relevait récemment Anne Le Héaniff, ministre déléguée chargée de l'Intelligence artificielle et du Numérique. ■

## LES DÉCIDEURS

### ÉRICK ROCHE Biogaran

Après avoir dirigé Biogaran pendant quinze ans, de 1996 à 2011, Érick Roche revient à la tête de l'entreprise, avec dans sa ligne de mire, l'ambition de renforcer la rigueur opérationnelle et d'accélérer l'exécution de la stratégie de croissance. Il fait par conséquent son retour après un long passage chez Teva Pharmaceuticals.

### MARC-ANDRÉ KAMEL Bain & Company



Après avoir rejoint Bain & Company en 1988, dernièrement aux commandes du pôle mondial distribution et luxe, Marc-André Kamel est nommé directeur général du bureau de Paris de la société de conseil. Il remplace Ada Di Marzo qui dirigera la division services financiers pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique.

### MARIE MERCIER BRIAND La Redoute

Après de La Redoute depuis 2017, Marie Mercier Briand élargit son périmètre. En charge du marketing et de l'expérience digitale à l'échelle internationale, elle s'occupera en sus de structurer et d'amplifier l'usage de l'IA dans le groupe, une fonction nouvellement créée afin d'accélérer la transformation technologique, dans un contexte d'émergence du commerce agentique.



### Une ancienne dirigeante de Quick nommée à la tête de B&B Hotels

Céline Vercollier aime le sport. Elle loue le sens de l'effort, du dépassement de soi et de l'humilité que lui procure la pratique de l'athlétisme depuis sa tendre enfance. Au point de courir aux côtés des collaborateurs du groupe qu'elle supervise désormais, B&B. En octobre, elle participera à la course Marseille-Cassis, à leurs côtés. Une continuité, à l'image de la carrière qu'elle a construite en enchaînant des cycles longs.

Attachée à la rigueur des chiffres, elle a naturellement opté pour une classe préparatoire et un cursus à Neoma avant de débiter dans l'audit, chez Salustro Reydel en 1997. Et d'assurer : « La finance constitue une fonction stratégique. » Cela a représenté sa porte d'entrée : elle a poursuivi, avec des responsabilités similaires, au sein de Framatome au bout de deux ans.

Elle a ensuite rejoint un fabricant de tabac en 2001 pour sept années et a géré d'importantes acquisitions. En 2008, elle a rallié un univers radicalement différent, la restauration rapide. Elle a gravi les échelons de Quick jusqu'à endosser la direction financière. « J'ai apprécié la dimension concrète du domaine, au contact des clients, des franchisés », affirme-t-elle. Le contexte l'a éga-

lement obligée à plancher sur des restructurations.

B&B l'a en définitive approchée en 2017 avec la promesse d'œuvrer à un projet de croissance et d'internationalisation. Cette voyageuse dans l'âme percevait en outre la culture entrepreneuriale qui y régnait. Aussi a-t-elle tenu les cordons de la bourse pendant huit ans, avec une compréhension approfondie des leviers de création de valeur, de performance, de gestion des risques.

### Croissance et internationalisation

Elle a accompagné le déploiement de l'entreprise, qui est passée de 450 établissements à près de 1 000 aujourd'hui. « Je me trouvais au cœur de la structure, ce qui m'a fourni les clés pour la suite », estime-t-elle. Elle a finalement accueilli sa promotion comme la « reconnaissance du rôle qu'elle a joué dans l'évolution de B&B ».

Elle tient ainsi à l'ériger en « leader inconteste de l'hôtellerie économique en Europe », en accroissant le réseau et en préservant la marque afin d'étendre son influence. Elle aspire en sus à enrichir l'offre avec d'autres formats d'hébergement, sur des séjours plus longs. « Il reste encore d'innombrables possibilités que je souhaiterais réaliser », conclut-elle.

MAUD KENIGSWALD

nominations@lefigaro.fr

### LOÏC DERRIEN ManoMano



ManoMano, la plateforme dédiée au bricolage, au jardinage et à l'aménagement de la maison, confie la direction générale à Loïc Derrien, passé par Vinci, Hilti, PPG, Cromology et FransBonhomme. Il s'attellera à accompagner la prochaine phase de développement, en s'appuyant sur la croissance du B2B et l'amélioration de la performance. Il prend la suite de Christian Raison et de Philippe de Chanville, les deux cofondateurs qui ont décidé de se retirer de leurs fonctions opérationnelles.

### ANTOINE PREVOST Avril

Arrivé chez Avril comme directeur des opérations du groupe en 2021, Antoine Prevost récupère les rênes d'Avril Spécialités et d'Oleon, dédié à la chimie végétale. Cet ancien de Vallourec aura pour objectif d'enclencher une nouvelle dynamique de performance. Il succède à Moussa Naciri, qui fait valoir ses droits à la retraite.

### CLAIRE CORNIL Amundi

Claire Cornil évolue comme directrice des opérations d'Amundi. Celle qui avait débuté sa carrière chez Cacib en 1998 siège au comité de direction. En parallèle, elle laisse la DG de Société générale gestion à Claire Creysseis. M. K.

# Quelles valeurs choisir pour doper le rendement de son portefeuille ?

Hervé Rousseau

Le dividende permet d'amortir les effets néfastes de la volatilité, à condition toutefois d'éviter certains pièges.

L'équation est de plus en plus complexe pour les investisseurs. Les valeurs de croissance, comme les géants américains des technologies, restent chères et les valeurs cycliques, plus abordables, sont aujourd'hui particulièrement risquées à cause du conflit au Moyen-Orient et de la menace de « stagflation ». Les gérants cherchent de nouveaux horizons et se tournent volontiers vers les champions du dividende. Face à l'agitation qui règne sur les marchés, celui-ci est un solide allié.

Les valeurs de rendement présentent un atout de taille, explique Florian Allain, gérant actions chez Mandarinine Gestion : « Elles permettent de profiter des périodes de hausse de la Bourse mais aussi d'amortir les chocs lorsque le vent tourne à l'orage. » De fait, le dividende constitue un confortable matelas de sécurité dans la durée. « Pour les actions européennes, le rendement représente un peu plus 60 % de la performance d'un portefeuille d'actions sur le long terme », souligne Florian Allain. « Sur les cinq dernières années, le CAC 40 grimpe de 30 %, mais en prenant en compte le dividende, la performance dépasse 50 % », abonde Kevin Thozet, membre du comité d'investissement de Carmignac.

Les entreprises européennes se montrent particulièrement généreuses avec leurs actionnaires. Les valeurs françaises se détachent : l'an dernier, malgré un recul de 12 % de leurs bénéficiaires, les groupes du CAC 40 ont distribué

72,8 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, autant qu'en 2024, millésime record, selon La Lettre Vernimmen. Résultat, les champions du CAC 40 affichent des rendements fort attractifs et supérieurs à leurs rivaux européens. « Sur douze mois glissants, le rendement sur dividende des entreprises du CAC 40 est de 3,03 %, contre 2,57 % en moyenne pour les entreprises de l'indice large européen, EuroStoxx 600 », note Bertrand Puiffe, gérant chez Fidelity International.

## Soutenir la cadence

Cette moyenne cache toutefois d'importantes disparités. Avec l'agitation qui règne en Bourse depuis plusieurs mois, la hiérarchie des champions du rendement a été bouleversée. Les spécialistes des services aux collectivités (« utilités ») et les opérateurs télécoms, habituels gros pourvoyeurs de dividendes, ont fortement grimpé en Bourse, ce qui a fait chuter leur rendement. En moyenne, les « utilités » européennes affichent désormais un rendement sur dividende de 2,6 % et les spécialistes de télécoms de 2,2 %, contre environ 5 % il y a un an. Ces valeurs sont pour la plupart sorties de l'univers des actions à fort dividende. Pour trouver des retours plus attractifs il faut désormais se tourner vers les banques (4,14 % en moyenne), les assureurs (3,55 %), les médias (4 %) et certaines sociétés de services à l'industrie pétrolière et gazière. « Au sein même de chaque secteur, il existe également d'importantes disparités en Europe, explique

Bertrand Puiffe. Le CAC 40 est particulièrement riche en entreprises généreuses avec leurs actionnaires. » BNP Paribas, par exemple, offre un rendement proche de 7 % bien supérieur à celui servi par ses pairs. Le titre figure d'ailleurs en bonne place dans les portefeuilles centrés sur le dividende. Dans l'univers des médias, « qui a beaucoup souffert en Bourse ces derniers temps, M6 et TF1 se distinguent tout particulièrement avec des taux de rendement respectifs de 10 % et 9 % », constate Fidelity International.

Les valeurs pétrolières ont littéralement flambé en Bourse ce qui se ressent naturellement sur les rendements. Mais, là encore certaines entreprises se détachent. Vallourec, le spécialiste des tubes sans soudures, offre un retour sur dividende d'environ 7 %. Or, selon Fidelity, les perspectives sont prometteuses avec la recherche de nouveaux gisements et, par la suite, la nécessité de réparer les installations dégradées lors des conflits. Certains secteurs, délaissés en Bourse, offrent désormais des rendements attractifs et constituent une diversification intéressante dans la construction d'un portefeuille de valeurs de rendement. « C'est notamment le cas de l'agroalimentaire ou des petites et moyennes capitalisations, dont le rendement est désormais supérieur à celui des grandes valeurs », souligne Florian Allain, chez Mandarinine Gestion.

Le dividende est-il pour autant le graal de tout investisseur en Bourse ? Pas nécessairement. La régularité des versements est essentielle. Certaines entreprises peuvent se montrer très généreuses une année et être ensuite incapables de soutenir la cadence. Pour éviter cet écueil, il faut privilégier les sociétés qui sont raisonnablement endettées et qui disposent d'assez de cash pour maintenir leur politique de distribution. Le seul critère du rendement pourrait aussi conduire à privilégier des titres qui ont été massacrés en Bourse, mais ces baisses sont parfois justifiées. C'est notamment le cas du secteur automobile, confronté à des défis structurels majeurs. ■

## Dans la durée le dividende représente l'essentiel de la performance d'un portefeuille

Base 1 000 au 31 décembre 1987

— CAC40 — CAC40 dividendes réinvestis



Source : Mandarinine Gestion, Bloomberg

## LA SÉANCE DU VENDREDI 3 AVRIL

LE CAC						LA VALEUR DU JOUR						
COUREUR	%VAR.	HAUT JOUR	BAS JOUR	%CAP.ECH	SI/12	COUREUR	%VAR.	HAUT JOUR	BAS JOUR	%CAP.ECH	SI/12	
ACCOR	+42,5	+1,38	42,77	40,96	0,437	L'OREAL	+0,29	359,75	352,9	0,061	-2,29	
AIR LIQUIDE	+180,52	+0,29	181,32	177,7	0,141	LEGRAND	-1,73	136,95	132,45	0,177	+6,84	
AIRBUS	+165,14	-1,64	167,2	162,74	0,154	-16,76	LVMH	-0,01	474,7	463,75	0,062	-26,97
ARCELORMITTAL SA	+45,66	-2,14	46,45	44,5	0,23	+16,81	MICHELIN	-0,74	29,9	29,3	0,231	+4,87
AXA	+40,51	+0,85	40,56	39,84	0,211	-1,1	ORANGE	+1,22	17,89	17,645	0,125	+25,99
BNP PARIBAS ACT.A	+83,3	-2,44	83,75	81,52	0,252	+3,11	PERNOD RICARD	-0,88	63,8	62,84	0,289	-13,79
BOUYGUES	+50,34	-1,33	50,56	49,33	0,172	+13,51	PUBLICIS GROUPE SA	+1,68	72,6	70,54	0,228	-18,21
BUREAU VERITAS	+26,42	+0,69	26,54	25,94	0,159	-2,8	RENAULT	+0,2	30,25	29,46	0,446	-15,02
CAPGEMINI	+102,85	+1,23	103,2	100,1	0,437	-27,7	SAFRAN	-1,14	291,3	283,1	0,13	-3,4
CARREFOUR	+16,195	+1,44	16,23	15,94	0,23	+13,81	SAINT GOBAIN	-2,3	71,12	69,48	0,338	-18,91
CREDIT AGRICOLE	+16,365	-1,3	16,41	16,095	0,18	-6,75	SANOFI	-0,35	83,04	81,9	0,164	-0,17
DANONE	+69,24	+0,26	69,84	68,96	0,161	-9,82	SCHNEIDER ELECTRIC	-1,58	237,4	228,4	0,195	+0,53
DASSAULT SYSTEMES	+17,62	+0,57	17,645	17,25	0,174	-26,09	SOCIETE GENERALE	-2,61	64,8	62,7	0,254	-6,52
EIFFAGE	+135,7	-0,33	136	132,95	0,196	+10,87	STELLANTIS NV	+3,97	6,595	6,192	0,259	-30,06
ENGIE	+28,97	+2,01	28,97	28,17	0,152	+29,27	STMICROELECTRONICS	-2,84	29,555	28,265	0,268	-29,61
ESSILORLUXOTTICA	+191,25	-1,39	192,55	188,4	0,172	-29,14	THALES	+0,38	269,6	261,7	0,118	+16,41
EUROFINS SCIENT.	+66,9	+2,83	66,9	64,88	0,197	+7,21	TOTALENERGIES	+2,4	80,27	78,65	0,249	+2,87
EURONEXT	+143,3	+2,07	143,3	139,8	0,181	+11,95	UNIBAIL-RODAMCO-WE	+0,41	99,1	96,02	0,235	+6,14
HERMES INTL	+167,5	-0,12	167,2	162,45	0,067	-21,42	VEOLIA ENVIRON.	+1,15	33,47	32,69	0,234	+12,58
KERING	+265,25	+0,78	266,8	258,35	0,163	-11,88	VINCI	-0,75	132,2	129,75	0,122	+9,62

## LES DEVICES

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6771	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,603	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8725	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	9,0325	HKD
JAPON	YEN	183,94	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9213	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1525	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,3723	TND
MAROC	DIRHAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	51,2795	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	62,5524	EGP
CHINE	YUAN	7,9495	CNY
INDE	ROUPIE	107,3	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	152,8354	DZD

## L'OR assuré par le Comptoir National de l'Or

	Cours	SI/12
Lingot 1KG	128 200€	+9,57%
Lingot 100g	13 100€	+3,07%
Lingot 50g	6 725€	+5,24%
Lingot ONCE (31,10g)	4 370€	+8,11%
Lingot 10g	1 435€	+9,13%
20Fr NAPONLEON	720€	+9,09%
20Fr SUISSE	755,8€	+5,58%
	755,8€	+5,85%

## CRYPTOMONNAIES

Bitcoin	66 896€	-24,22%
Ethereum	2 053,68€	-31,26%
BNB	588,53€	-31,8%
Solana	80,35€	-35,86%
XRP	1,32€	-29,32%

## QUESTIONS D'ARGENT AVEC LeParticulier

### Comment les SCPI se sont-elles remises au goût du jour ?

Créées dans les années 1960, les sociétés civiles de placement immobilier ont dû s'adapter pour fidéliser leurs clients historiques et en séduire de nouveaux. Elles ont progressivement diversifié leurs investissements et leurs périmètres de prospection pour améliorer leurs rendements. Il y a un peu, elles ont aussi commencé à lancer des œillades appuyées aux jeunes investisseurs.

tions, certaines SCPI anciennes finissent par avoir des valeurs de parts élevées, c'était le cas de Perial Opportunités Europe. Le ticket d'entrée est fixé à 10 parts : avec la division du prix, il passe d'un peu moins de 5000 € à un peu moins de 500 €. Cela ouvre l'investissement à des personnes qui ne pouvaient pas se le permettre avant », note Vincent Lamotte, directeur général délégué de Perial AM. Il a fait des émules : Fiducial Gérance a récemment divisé par trois le prix des parts de Ficommerce Proximité (210 à 70 €) et de Buroboutic Métropoles (230 à 77 €). D'autres divisions devraient suivre.

#### 1 Est-il facile d'acheter des parts de SCPI ?

Il est désormais possible de souscrire à n'importe quelle SCPI à distance, de manière dématérialisée, 24 heures sur 24. Acheter comptant n'est pas la seule possibilité. Comme pour tout placement immobilier, elles peuvent être financées à crédit. Mais décrocher un prêt peut parfois s'avérer compliqué. « Le crédit immobilier est moins facile pour des SCPI. La plupart des banques ont tendance à privilégier leurs propres produits. Or, celles-ci ont arrêté de collecter. Les offres viennent généralement de banques régionales (par exemple, le Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine, NDLR) et relèvent souvent du crédit à la consommation », témoigne Daniel While, directeur recherche et stratégie de la société de gestion immobilière Euryale. Si vous n'avez pas besoin de revenus complémentaires mais que vous souhaitez valoriser votre capital, vous ne pouvez aussi acheter que la nue-propriété des parts. Dans ce cas, l'usufruit (donc la perception des loyers) est temporairement cédé à un tiers, le plus souvent un institutionnel. En contrepartie, vous bénéficiez d'une forte décote à l'achat : jusqu'à 50 % de réduction pour un démembrement sur 15 ans, 43 % sur 10 ans ou 35 % sur 7 ans. À l'issue du démembrement temporaire, vous devenez pleinement propriétaire des parts. Vous pouvez, au choix, commencer à percevoir des loyers ou aussi revendre vos parts avec une plus-value à la clé.

#### 2 Quelle somme minimale y consacrer ?

Une part de SCPI vaut quelques centaines d'euros. Dans un souci d'accessibilité, une nouvelle tendance se dessine cette année : la division du prix des parts. « Avec le jeu des revalorisa-

#### 3 Peut-on investir progressivement ?

Dans une perspective de rajeunissement des associés - et de sécurisation d'une collecte parfois volatile -, de nombreuses sociétés de gestion ont instauré la possibilité d'investir sous forme de versements programmés. Après un ticket d'entrée minimal (215 € pour Corum Eurion, 1020 € pour Log In ou 5000 € pour Iroko Zen, par exemple), il est possible de placer, souvent mensuellement, la somme de son choix : 30 ou 50 €, parfois même moins (1 € chez Reason). « L'épargne mensuelle crée un effet de levier très efficace. La simple régularité fait croître le patrimoine rapidement, même avec de petits montants », explique Jonathan Dhiver, du courtier MeilleureSCPI.com. Les loyers (dividendes) sont distribués ou réinvestis dans de nouvelles parts de SCPI, selon le principe de la décapitalisation. Celle-ci est mise en place par un nombre croissant de sociétés de gestion ; Theorem devrait, par exemple, le faire dans les prochaines semaines pour sa SCPI, Log'In.

Attention, même réinvestis, ces dividendes restent soumis à l'impôt sur les revenus fonciers. Pour éviter ce frottement fiscal, certaines SCPI proposent des versements programmés sur des parts en nue-propriété. Vous pouvez aussi placer vos parts dans une société civile immobilière (SCI) soumise à l'impôt sur les sociétés (IS). Dans ce cas, c'est la société qui est taxée à 15 % jusqu'à 42500 € de bénéfices annuels et à 25 % au-delà ; une fiscalité beaucoup plus intéressante que l'imposition classique des loyers à votre taux marginal d'imposition (TMI), auquel s'ajoutent 17,20 % de prélèvements sociaux (bonne nouvelle, les SCPI ont échappé à la hausse de 1,4 point en vigueur sur d'autres placements depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier). Outre son intérêt fiscal, cette solution facilite aussi la transmission de patrimoine et optimise l'abattement sur les droits de donation. ■

VALÉRIE VALIN-STEIN

## LA VALEUR DU JOUR

### Les ventes de Tesla au premier trimestre déçoivent

Le constructeur automobile Tesla a annoncé jeudi soir avoir fabriqué entre janvier et mars 408 386 véhicules, un chiffre en hausse de 12,62 % sur un an mais en avoir livré seulement 358 023. Un chiffre certes en hausse de 6,34 % sur un an mais le consensus des analystes financiers de la base de données FactSet attendait 381 000 livraisons. Les livraisons sont même inférieures au consensus d'analystes réalisés par Tesla, qui tablait sur 365 645 véhicules livrés dans le monde - il ne publie pas de données géographiques -, ce qui représentait une hausse de 8,60 % sur un an mais un recul de 12,57 % comparé au quatrième trimestre de 2025.

Ce « début d'année est décevant », ont estimé les analystes de la société de courtage Wedbush Securities. À la fin de l'année 2024 et au début 2025, le constructeur avait souffert de la grande proximité entre son patron Elon Musk et Donald Trump, pendant

sa campagne présidentielle et après son élection à la Maison-Blanche. Elon Musk, homme le plus riche du monde, a même dirigé pendant quelques mois la Commission pour l'efficacité gouvernementale (Doge), chargée de sabrer les dépenses publiques. Le multimilliardaire avait alors multiplié les annonces tonitruantes et les démonstrations de force, se dotant même, en scène, d'une tronçonneuse censée symboliser les coupes drastiques dans le budget fédéral. Des appels au boycott de Tesla et des incendies et actes de vandalisme avaient été signalés à travers le monde contre des concessions Tesla.

Cet épisode a considérablement pesé sur le cours de l'action Tesla à la Bourse de New York. Le titre a cédé 5,4 % jeudi après l'annonce des ventes trimestrielles. Depuis le début de l'année, Tesla a cédé près de 20 % mais est en hausse de près de 35 % sur un an. ■

# La France veut faire de l'interdiction des réseaux sociaux aux ados une cause mondiale

Keren Lentschner

Clara Chappaz, ambassadrice du numérique, plaide pour l'instauration d'un « standard international ».

« C'est un pas important. Il faut maintenant que ça aille le plus vite possible. Car un jour de plus passé par nos enfants enfermés dans les algorithmes est un jour de trop. »

Quelques jours après le vote par le Sénat de la proposition de loi visant à interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans, Clara Chappaz salue le feu vert des parlementaires à un texte qui « valide le principe d'une majorité numérique ». Vingt ans après la naissance des premiers réseaux sociaux, la nouvelle ambassadrice de l'IA et du numérique estime qu'il y a un « *momentum* » dans l'Hexagone. « C'est la première fois que les scientifiques, les tribunaux, les politiques et les parlementaires sont ainsi alignés autour de cette cause », se félicite l'ancienne ministre du Numérique, qui avait elle-même bataillé à Paris comme à Bruxelles pour la protection des mineurs.

Si Emmanuel Macron souhaite que la loi entre en application en septembre, le temps presse. Le texte, tel qu'il a été voté au Sénat, ne fait pas l'unanimité dans la classe politique. La création d'une liste de réseaux sociaux interdits, fixée par arrêté, suscite les craintes du gouvernement qui redoute une incompatibilité avec le Règlement européen sur les services numériques (DSA). « C'est non seulement inconstitutionnel face au droit européen, mais cela introduit une fragilité et un processus de sélection long, fastidieux et qui ne peut être qu'un nid à contentieux », a tweeté Clara Chappaz le 31 mars. Le texte se retrouvera en commission mixte paritaire avant d'être adopté. « Ce n'est pas la fin du chemin », ajoute l'ancienne ministre qui se dit « optimiste » sur l'issue.

Mais l'application concrète de la loi fait déjà débat. « Des solutions de vérification de l'âge existent, elles sont utilisées par les sites pornos qui doivent s'assurer depuis un an que leurs utilisateurs sont bien majeurs », rappelle Clara Chappaz. Ce nouveau cadre légal a permis de réduire de moitié l'audience des mineurs sur ces sites. Reste qu'en Australie, où les réseaux sociaux sont interdits aux mineurs depuis le 10 décembre dernier, les ados se sont empressés de contourner la loi. « Oui, cela existe. De la même façon que certains lecteurs ont peut-être bu quelques bières avant d'avoir 18 ans. Mais ce n'est pas une raison pour abandonner la législation qui interdit l'alcool aux mineurs », plaide-t-elle.

Nommée à son nouveau poste par Emmanuel Macron, l'ancienne ministre



À l'heure où l'IA générative est utilisée par 59 % des 12-17 ans, Clara Chappaz (ici, le 2 juillet 2025, à l'Élysée) estime que les assistants conversationnels doivent également être dans le collimateur des pouvoirs publics. LUDOVIC MARIN/AFP

de Numérique poursuit ainsi sa croisade contre les réseaux sociaux. Un sujet qu'elle peut désormais porter au-delà de l'Europe, Paris ayant fait de la protection des mineurs sur internet l'une des priorités de la présidence française du G7. En vue du sommet qui aura lieu mi-juin à Évian, les négociations se sont intensifiées ces dernières semaines. Plusieurs réunions ont déjà eu lieu entre des différentes chancelleries. La France espère encourager ses partenaires à hausser le ton publiquement sur la régulation des plateformes.

Lors de la visite officielle cette semaine d'Emmanuel Macron au Japon et en Corée du Sud, à laquelle l'ambassadrice

de l'IA et du numérique participait, la France a reçu le soutien des gouvernements locaux. Séoul, qui a désormais un envoyé spécial sur la protection des mineurs, est particulièrement en pointe sur ce sujet. La France et la Corée ont collaboré l'an passé dans la lutte contre les deepfakes. Une loi datant de 2022 a permis de renforcer l'arsenal local contre le cyberharcèlement. Les sites pornos y sont également contraints de vérifier l'âge de leurs utilisateurs.

« Plus nous rallierons de pays autour de notre position, plus nous fédérerons autour d'une cause mondiale, estime Clara Chappaz. Cela nous permettra de créer un moment de bascule, comme ce fut le cas

aux États-Unis dans les années 1990 avec les Big Tobacco. » L'ancienne ministre plaide pour la création d'une « norme globale sur l'interdiction de l'utilisation des réseaux sociaux avant un certain âge ». Elle est convaincue que les mentalités ont avancé. « En dix-huit mois, il y a eu un basculement, poursuit-elle. Il y a aujourd'hui une trentaine de pays qui veulent avancer sur la régulation de l'accès des réseaux sociaux aux mineurs. »

L'ambassadrice du numérique estime que les décisions prises ces derniers mois par la Commission européenne contre plusieurs plateformes (X, Snapchat, TikTok...), ainsi que les verdicts prononcés aux États-Unis la semaine dernière

contre Meta et Google, s'inscrivent dans ce « basculement ». Deux tribunaux américains (Los Angeles, Nouveau-Mexique) ont, en effet, condamné les deux groupes pour les conséquences de leurs services sur la santé mentale des jeunes. « C'est un moment historique, réagit Clara Chappaz. C'est la première fois que la justice reconnaît la responsabilité des plateformes et caractérise les dommages causés par un modèle économique fondé sur la capture de l'attention. » La protection des mineurs en ligne était au cœur d'un forum mondial présidé fin mars à Washington par Melania Trump auquel l'ancienne ministre a participé. Malgré les tensions géopolitiques entre l'Europe et les États-Unis, elle veut croire qu'il s'agit d'un « sujet sur lequel nous pouvons construire un consensus ».

**« Plus nous rallierons de pays autour de notre position, plus nous fédérerons autour d'une cause mondiale. Cela nous permettra de créer un moment de bascule, comme ce fut le cas aux États-Unis dans les années 1990 avec les Big Tobacco »**

Clara Chappaz Ambassadrice de l'IA et du numérique

Le débat dépasse désormais le cadre des réseaux sociaux. À l'heure où l'IA générative est utilisée par 59 % des 12-17 ans, Clara Chappaz estime que les assistants conversationnels doivent également être dans le collimateur des pouvoirs publics. Les cas de suicides ou de tentatives de suicide d'ados s'étant laissés abuser par des IA se sont multipliés aux États-Unis et au Royaume-Uni, créant un électrochoc. Paris fait plancher une commission d'experts sur des recommandations futures, comme la restriction de certaines fonctionnalités. Alors que l'AI Act entre progressivement en vigueur en Europe, l'exécutif s'interroge sur le cadre législatif le mieux adapté. « Les risques pour les mineurs liés aux chatbots et aux compagnons virtuels, notamment sur la dépendance émotionnelle et le renforcement des biais, ne sont pas suffisamment pris en charge aujourd'hui par les entreprises, estime Clara Chappaz. N'attendons pas quinze ans comme on l'a fait avec les réseaux sociaux. » ■

## Le projet de Radio France sur la FM hérissé les radios privées

Amélie Ruhlmann

Le groupe veut rendre 12% de son parc d'ici à la fin de l'été à l'Arcom, et réaffecter des fréquences de France Musique.

Du rififi sur les ondes. L'Alliance de la radio conteste, ce vendredi dans un communiqué, la « décision unilatérale » prise par Radio France concernant la réorganisation de ses fréquences FM. Mardi, la radio publique a annoncé à ses représentants du personnel son projet de restituer d'ici à la fin de l'été environ 300 émetteurs FM, soit 12 % de son parc, au régulateur de l'audiovisuel, l'Arcom. L'association, qui représente les grandes radios nationales privées et 200 radios locales regrette, elle, « de ne pas avoir été associée à l'élaboration de ce plan, (...) susceptible d'avoir des répercussions significatives sur l'ensemble du paysage radiophonique ».

La présidente de Radio France, Sibylle Veil, avait esquissé cette évolution stratégique aux salariés du groupe dès avril 2025. Tel qu'annoncé mardi, le groupe veut restituer les fréquences FM de sa radio Mouv', qui passe en 100 % numérique, et réaffecter sa fréquence DAB+ vers Mon Petit France Inter, la nouvelle chaîne dédiée aux enfants. Il prévoit aussi de rendre une partie des fréquences de France Musique, diminuant sa couverture de 93 % à 70 % de la population sur la

FM. Une partie des fréquences FM de la radio musicale seraient redistribuées à Franceinfo et à Ici (ex-France Bleu). Ce qui ferait évoluer la couverture de la première de 80 % à 96 % de la population, et, de la seconde, de 88 % à 90 %.

L'enjeu est d'abord financier. Radio France doit réaliser 10 à 15 millions d'économies cette année, en comptant la baisse de budget de 4 millions d'euros et la hausse mécanique des coûts non compensés. La restitution des fréquences devrait lui permettre de dégager 3,9 millions d'économies annuelles en régime de croisière, montant qui correspond aux coûts techniques de diffusion FM liés à ces fréquences. La radio publique estime ne plus pouvoir financer simultanément trois réseaux de distribution (FM, DAB+ et internet) et considère qu'une transition progressive vers le DAB+ peut être engagée car le réseau couvre désormais 80 % du territoire.

La FM, seul réseau fiable en cas de catastrophe climatique, doit selon Radio France être prioritairement dédiée à l'information, d'où le renforcement de Franceinfo et Ici. Ces radios, plus récentes, ont un réseau moins dense que France Inter ou France Culture. Concer-

nant les musicales, le groupe met en avant le basculement des habitudes d'écoute vers le numérique.

De leur côté, les radios privées s'agacent de ne pas avoir pu prendre part aux discussions entre la Rue de Valois et la Maison ronde, en dépit de l'envoi de plusieurs courriers. Une allégation que récuse Radio France, l'Alliance de la radio ayant été conviée à une présentation globale du projet en juin 2025, puis, tout récemment, le 31 mars. Reste que l'association n'a pas apprécié de voir Radio France dérouler son projet en CSE et dans la presse, avant même que les

**« Nous n'accepterons aucune évolution qui se traduirait par une distorsion de concurrence, un recours supplémentaire au marché publicitaire ou un affaiblissement du pluralisme »**

L'Alliance de la radio

radios privées puissent rendre formellement leur avis sur le dossier.

En effet, la direction générale des médias et des industries culturelles du Ministère (DGMIC) a lancé le 31 mars une consultation d'une durée d'un mois pour permettre aux parties prenantes, dont les acteurs privés, de formuler des observations. Ce n'est qu'à l'issue de cette consultation que le ministère de la Culture rendra ses arbitrages. Le dossier doit ensuite être confié à l'Arcom. L'autorité, compétente pour autoriser les permutations techniques et encadrer les modifications des autorisations en FM, donnera l'ultime feu vert.

L'Alliance de la radio redoute une nouvelle concurrence publicitaire sur certains territoires avec la bascule de fréquences de France Musique - qui n'a pas le droit de diffuser de la publicité commerciale - vers Franceinfo et Ici qui, elles, y ont droit. L'association réclame donc « un encadrement effectif, au travers du plafonnement des ressources publicitaires, des conditions d'accès au marché publicitaire de Radio France » et, plus largement, une étude sur les impacts économiques du plan par territoire. Un faux débat pour la

radio publique, qui argue que ses plafonds légaux en matière de publicité sont déjà atteints, à la fois en volume de chiffre d'affaires et en temps d'antenne. « Radio France ne touchera pas un centime de plus de revenu publicitaire » avec cette reconstitution, assure la direction.

Certaines radios privées pourraient cependant trouver du bon dans ce chamboule-tout, en mettant la main sur des fréquences du Mouv' remises au pot par Radio France. L'Alliance insiste donc sur « l'importance d'offrir aux radios privées des possibilités de redéploiement en FM afin de rétablir un juste équilibre, notamment par la nécessaire et immédiate restitution sans condition des fréquences FM du Mouv' pour une remise en appel rapide ». Mais elle ne pourra à elle seule précipiter le calendrier. Radio France n'a pas encore fixé de date pour la restitution de ces fréquences. Et, une fois rendues, c'est l'Arcom qui sera maître de leur réattribution ainsi que de leur cahier des charges. « L'Alliance de la radio n'acceptera aucune évolution qui se traduirait par une distorsion de concurrence, un recours supplémentaire au marché publicitaire ou un affaiblissement du pluralisme », prévient l'organisme. ■

# LE FIGARO et vous



**MUSIQUE**  
DEPUIS DIX ANS, DE NOUVEAUX  
ENSEMBLES BAROQUES ÉCLOSENT  
EN FRANCE. DÉCRYPTAGE **PAGE 30**

L'ensemble Théodora

**ŒNOLOGIE**  
RENCONTRE AVEC  
HERVÉ BIRNIE-SCOTT, L'HOMME  
QUI A INVENTÉ LE VIN À 6 DEGRÉS **PAGE 29**



## Benjamin Bazoge, le fou de chocolat de l'Aveyron

Ce trentenaire installé dans le village de Najac repousse les limites du perfectionnisme, dans sa Chocolaterie du Nouveau Monde. Ses créations sont stupéfiantes. **PAGE 28**



MANOUILLOU, FEDERICO J. GARCIA; LA CHOCOLATERIE DU NOUVEAU MONDE

## Angine de Poitrine, la sensation musicale

Olivier Nuc

Ce duo québécois, vêtu de costumes à pois et jouant une musique complexe, cumule 6 millions de vues sur YouTube. Mais qui sont-ils ?

La musique québécoise ne se limite pas à Céline Dion. Pendant que Paris déroule le tapis rouge à la chanteuse, un groupe de la Belle Province intrigue les mélomanes. Ce duo ne cherche pas l'adhésion du plus grand nombre, et, pourtant, il déchaine la toile depuis la diffusion sur YouTube d'une performance filmée aux Transmusicales de Rennes par la station phare du rock indépendant, KEXP, de Seattle.

Cette vidéo de près de trente minutes a déjà été visionnée plus de 6 millions de fois. On y voit deux musiciens dans des tenues chevaleresques improbables : costumes à pois (noirs sur blanc pour l'un, blancs sur noir pour l'autre), nez phalliques démesurés, couvre-chefs énormes, masques. Davantage des gourous que des rock stars. On pense, bien sûr, à Daft Punk et aux Residents, groupe d'avant-garde californien apparu dans les années 1970.

Cette image insolite contribue largement au buzz qui entoure ce groupe depuis quelques semaines. Mais, au-delà du concept marketé, c'est surtout leur musique qui suscite l'intérêt de nombreux observateurs, parmi les plus pointus. Ainsi, l'Américain Rick Beato, qui détient une chaîne YouTube très populaire dans la communauté musicale, en a fait ses chouchous. Le duo est constitué d'un batteur, au jeu très précis et complexe, et d'un guitariste-bassiste. Ce dernier joue

sur un instrument à double manche et, à l'aide d'un looper, superpose riffs et lignes mélodiques à l'envi.

Leur particularité est de jouer de la musique microtonale, plus précisément en employant des quarts de ton de la gamme chromatique. Un ton sépare le fa du sol. Un demi-ton sépare le fa du fa dièse. Le quart de ton est la note située pile entre ces deux dernières.

### Le « math rock »

Il en ressort une sensation rafraîchissante, qui constitue une alternative bienvenue au tout-venant. Ajoutez-y le fait que ces gars pratiquent ce que l'on appelle le « math rock », c'est-à-dire un style d'une complexité rythmique autrement plus grande que le 4/4. Plusieurs groupes de rock dit « progressif » en ont fait leur signature, notamment King Crimson, surtout dans les années 1980, et Frank Zappa.

Angine de Poitrine produit une musique instrumentale qui marque d'autant plus qu'elle arrive à une époque où la musique populaire s'est considérablement appauvrie. La structure couplet-refrain-pont a volé en éclats, habituant l'oreille à une simplicité qui rend l'exigence de ce groupe encore plus frappante. Auteur d'un premier album passé inaperçu en 2024, le duo sortira un nouveau disque le 6 avril prochain. Avec la caisse de résonance offerte par internet, il devrait toucher plus d'oreilles dans le monde entier. ■

# HVMC

**PENDENTIF SAPHIR DE CEYLAN**  
« Le Grand Bleu » 208.5 cts  
ADJUGÉ 2 620 000 €

**PATEK PHILIPPE 3974 J**  
ADJUGÉE 435 000 €

*Ventes de Prestige*

EN PRÉPARATION  
JUILLET 2026

**EXPERT JOAILLERIE**  
CABINET A. BEAUVOIS  
00 33 (0)1 53 04 90 74  
ARNAUD@BEAUVOIS.INFO

**HÔTEL DES VENTES DE MONTE-CARLO**  
+377 93 25 88 89 - INFO@HVMC.COM - WWW.HVMC.COM

# Quand l'Aveyron succombe au cacao

**Stéphane Durand-Souffland**  
Envoyé spécial à Najac (Aveyron)

Créée à Najac par Benjamin Bazoge, la Chocolaterie du Nouveau Monde se développe et séduit les amateurs grâce à une exigence de chaque instant et une vision à long terme.

**L'**Aveyron. Ses paysages intacts, ses forteresses, ses bastides, son ali-got, son roquefort, ses farçous... Et maintenant, son chocolat. Depuis bientôt six ans, Benjamin Bazoge, 34 ans, fabrique à Najac - village au charme irrésistible - des tablettes de compétition. Tout a commencé fin 2020 dans la cuisine d'un petit logement du bourg. Après une expérience décevante au Canada un an avant, en grande partie gâchée par le Covid, Benjamin, originaire du Loir-et-Cher, et son épouse Théa cherchent et trouvent un point de chute dans le sud de la France. Lui est titulaire d'un bac hôtellerie-restauration mention bête à concours - finaliste au Meilleur apprenti de France, notamment - et versé dans la pâtisserie. « On a commencé au marché de Najac un 6 décembre, jour de la Saint-Nicolas, patron des chocolatiers », se souvient Benjamin, qui a baptisé sa maison Chocolaterie du Nouveau Monde, comme un pied de nez au Canada.

« Le chocolat est une de mes saveurs favorites, je suis mon premier client », sourit le jeune homme filiforme dans son laboratoire boutique installé à La Fouillade, tout près de Najac où la maison des débuts reste ouverte en saison. Comme tout le monde, Benjamin Bazoge s'est initié avec le tout-venant : « J'ai été bercé au Milka, au Nutella, au Crunch. Le Kinder Bueno est une merveille technique », avoue celui qui se dit particulièrement friand de chocolat au lait praliné noisette. Fils d'un informaticien et d'une infirmière, il a appris comme beaucoup le goût des bonnes choses et des produits cultivés avec soin chez ses grands-parents.

Il pousse le perfectionnisme jusqu'à fabriquer lui-même son chocolat à partir de fèves de cacao issues de peti-



« J'ai été bercé au Milka, au Nutella, au Crunch. Le Kinder Bueno est une merveille technique »

**Benjamin Bazoge**  
Chocolatier

tes exploitations africaines et sud-américaines avec le souci de « respecter la terre et les hommes ». « On fait du cacao de millésimes et de terroirs », explique le patron adepte du « bean to bar » (de la fève à la tablette, appellation d'origine étasunienne), contrainte que s'imposent peu de chocolatiers. De sorte que la saveur des tablettes n'est pas standardisée. Aujourd'hui, 4 à 5 tonnes de fèves de toutes tailles et couleurs affluent chaque année à La Fouillade, séchées et fermentées, en provenance du Togo, de Bolivie, du Costa Rica, du Venezuela... Elles sont torréfiées, broyées, mélangées au beurre de cacao et à la panela (un sucre de canne brut plus digeste que le sucre



blanc). À ses débuts, Benjamin Bazoge squattait le four à pain de boulangers bienveillants, le dimanche, pour torréfier ses fèves. L'entreprise qui emploie huit personnes a désormais les moyens de tout faire à la maison. Cet automne, le four électrique sera remplacé par une machine française - Benjamin Bazoge y tenait absolument, comme pour sa découpeuse à eau sous haute pression -, achetée d'occasion dans le Nord, qui va passer du café au chocolat après quelques modifications.

La technique, c'est bien joli, mais c'est comme discourir sur le piano sans écouter de sonate. Celle du Nouveau Monde se décline comme il se doit sur une partition en trois couleurs, blanc, noir et lait. Le chef d'orchestre apprécie les « textures soyeuses » qu'il travaille dans de lourds faitouts munis de meules de granite pendant 48 heures

ou 4 à 5 jours, selon les recettes. On goûte dans la coulisse un grué du Togo aux effluves de truffe noire, un chocolat tiré de fèves boliviennes de San Pedro aux touches de rose, un autre extrait de fèves togolaises aux arômes de cannelle et d'épices. Le chocolat blanc - qui contient au Nouveau Monde 40 % de cacao « éthique et engagé » - fond dans la bouche en laissant une impression de douceur absolue et un parfum délicat qui tire naturellement sur la fleur d'oranger. Le praliné, péché mignon de Benjamin Bazoge, est particulièrement soigné. Il est confectionné à partir de noisettes du Lot-et-Garonne qui ne sont pas caramélisées comme d'ordinaire, ce qui confère à la pâte une saveur plus fine - elle est aussi moins chargée en sucre. Outre les classiques en version noir ou lait, le catalogue - attention, pas de ganache (cacao et crème fraîche) au Nouveau

**Benjamin Bazoge (à gauche) fabrique lui-même son chocolat à partir de fèves de cacao issues de petites exploitations africaines et sud-américaines. Ainsi de sa friture trois chocolats et de sa tortue au praliné, issues de la collection de Pâques.**

LA CHOCOLATERIE DU NOUVEAU MONDE

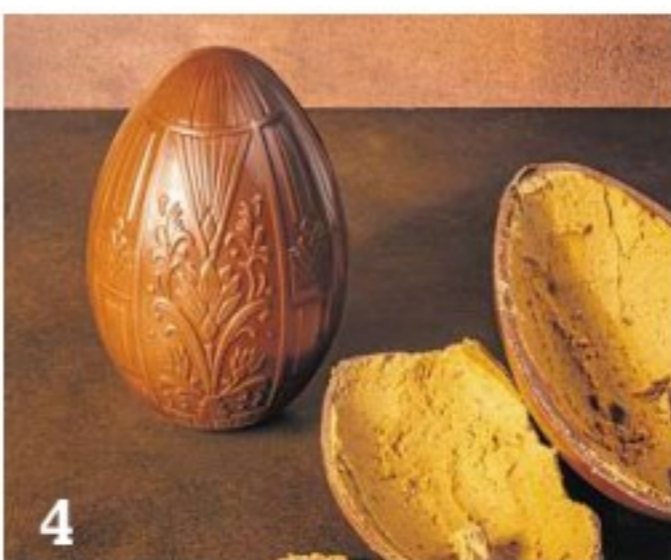
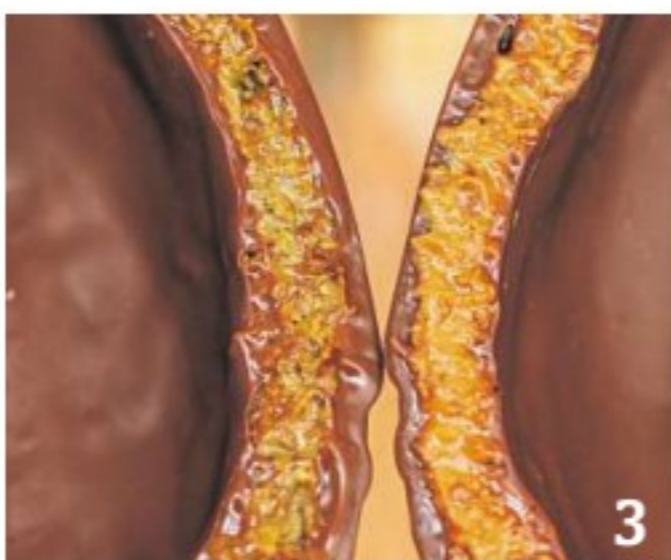
Monde mais on s'en passe très bien, il y en a partout - recèle quantité de merveilles pour les amateurs de sensations fines ou fortes. Un noir cru 100 % cacao à l'amertume présente mais maîtrisée, un blanc-myrtilles-poivre du Népal à la suavité fouettée par l'épice, un renversant café-lait, une exotique déclinaison indienne au chaï...

Et des curiosités comme une tisane de cacao aux stupéfiantes évocations de sous-bois qui se déguste après le repas (il n'y a pas de caféine dans l'écorce de la fève) ou, pourquoi pas, pendant, tant la saveur de la décoction est propice à des accords inédits avec certaines assiettes. Les amateurs d'orange trouveront aussi leur bonheur, avec des fruits bio AOP acheminés d'Italie confits, découpés à la main et plongés dans le grand noir à La Fouillade.

Père de quatre enfants qu'il élève avec Théa, Benjamin Bazoge est un artisan ambitieux. Avec ses compères de l'association Bean To Bar France, il parcourt les salons - le premier salon international du Bean To Bar, Showcholat, aura lieu à Bordeaux du 1<sup>er</sup> au 3 mai 2026 - afin de rencontrer ses pairs et des producteurs - le voyage dans les plantations coûte très cher. Chaque année, un challenge amical oppose les membres : chacun reçoit un lot de fèves d'origine unique dont il doit tirer un chocolat noir à 75 %. Comme aucun n'a les mêmes canons, aucune tablette n'a le même goût, c'est un peu comme si plusieurs vigneron pressaient des raisins issus de la même parcelle - un éventail infini de possibilités. Benjamin Bazoge reprend à son compte l'expression de Pierre Marcolini, le maestro belge, qui parle de « chocolat d'auteur ». À terme, ce petit groupe de passionnés rêve d'un marché vertueux, parallèle aux Bourses mondiales avec leur spéculation, leurs cours en accordéon et, en bout de chaîne, des paysans sous-payés.

Tout le monde, hélas, n'a pas le privilège d'habiter Najac ou ses environs. Les Parisiens trouveront un échantillonnage des chocolats du Nouveau Monde onctueux, typés, peu sucrés, à La Petite Épicerie de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Les autres pourront commander en ligne sur le site de la maison entre Pâques et Noël et de Noël à Pâques. ■

Chocolaterie du Nouveau Monde.  
6, rue du Levant, La Fouillade (Aveyron).  
Tél. : 09 50 78 52 32.  
Tablettes de 70 g à partir de 6,50 €.



## Pour Pâques, un œuf praliné sinon rien

**Alice Bosio**

À fin de se démarquer dans l'offre pléthorique des œufs de Pâques, plusieurs stratégies existent. Si certains chocolatiers et pâtisseries ne dérogent pas aux formats classiques, d'autres parient sur les créations spectaculaires (souvent en édition limitée), sur le côté mignon (à grand renfort d'animaux) ou encore sur la gourmandise. Dans cette dernière catégorie, une recette fait florès depuis quelques années : l'œuf dont la coque est garnie de praliné. Une douceur régressive double ou triple couche qui repose sur l'équilibre entre l'amertume du cacao et la rondeur du praliné (noisette, amande ou pistache), à même de séduire toutes les générations. Benjamin Bazoge, de la Chocolaterie du Nouveau Monde à Najac (lire ci-dessus) en propo-

se d'ailleurs trois versions, garnies en sus de friture, dans sa collection de Pâques 2026 : noir et praliné noisette, lait et praliné amande et blanc et praliné noisette (24,20 € les 220 g). En voici cinq autres qui valent le détour.

### ■ Le gourmand praliné de Philippe Tayac (1)

Le pâtissier niçois Philippe Tayac, installé depuis fin 2021 dans sa boutique écrivain chic du centre-ville, a imaginé en guise de signature de sa collection de Pâques un élégant œuf mi-lait, mi-noir (pour ceux qui ne veulent pas choisir!), sculpté de palmiers, symbole de sa maison, et garni d'une couche de praliné noisette onctueux, contenant de gros morceaux du fruit à coque concassé. 45 € (350 g). Nice, Cap 3000, Cammes et Monaco.

### ■ L'œuf signature de Julien Dechenaud (2)

Le chocolatier originaire de Vincennes, converti au « bean to bar » (de la fève à la tablette) depuis 2020, est aussi un maître du praliné feuilleté, qu'il réalise avec des amandes de Provence et des noisettes du Lot-et-Garonne. Un délice qui garnit la double coque de son bel œuf signature orné de motifs de briques, en écho aux murs de ses boutiques. Le tout agrémenté de friture sèche. 40 € (250 g). Disponible en chocolat noir 70 % ou lait 48 % (végan). Paris 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et Vincennes.

### ■ Le grand œuf pistache de Bontemps (3)

Grande première pour la pâtisserie parisienne de Fiona Leluc ! Celle qui s'est fait connaître depuis 2015 avec ses déli-

cieux sablés lance sa première collection d'œufs de Pâques au design sobre, mais généreusement garnis de trois pralinés au choix : pistache d'Iran, noisette du Piémont ou cacahuète. Celui à la pâte de pistache torréfiée, peu sucré, légèrement croustillant grâce à de la feuillantine et relevé par un peu de fleur de sel, est purement irrésistible. 60 € (500 g). Disponible en chocolat noir 66 % ou lait 40 %. Paris 3<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup>.

### ■ L'œuf Harmonie de Nina Métayer (4)

La célèbre pâtissière multiprimée Nina Métayer, qui a lancé à l'automne sa propre chocolaterie, propose dans ses boutiques de la capitale et de La Rochelle (où est situé le laboratoire de production) de jolis œufs aux motifs Art déco, tapissés d'une exquise couche

de praliné noisette foisonné tout en légèreté. 36 € (380 g). Disponible en chocolat noir 70 % ou lait 39 %. Paris 1<sup>er</sup>, 9<sup>e</sup>, Issy-les-Moulineaux et La Rochelle.

### ■ L'œuf Volute de Maison Sève (5)

L'incontournable pâtisserie et chocolaterie lyonnaise, qui travaille en « bean to bar », se targue d'expédier cette création, parmi ses grands classiques de Pâques et produite dans les ateliers familiaux de Champagne-au-Mont-d'Or, jusque sur les tables américaines ! Décoré comme son nom l'indique de gracieuses volutes en relief, il fait s'alterner chocolat et couche de praliné aux noisettes françaises posé sur une feuillantine croustillante. ■ 49,90 € (330 g). Disponible en chocolat noir 76 % ou lait 45 %. Lyon.

# Hervé Birnie-Scott, l'homme qui a inventé le vin à 6°

Stéphane Reynaud Envoyé spécial à Mendoza

À Mendoza, en Argentine, l'ingénieur a mis au point un procédé de vinification pour produire un cru à faible taux d'alcool qui sert de base au nouveau spritz prêt à boire de Chandon.

Des demandes de vins moins alcoolisés, parfois sans alcool, des goûts changeants... Se plier aux attentes du consommateur contemporain et lui proposer ce qu'il attend n'a rien d'une sinécure. Ni pour les petits vigneron ni pour les grandes marques. Et prendre en compte la versatilité des envies trouve ses limites dans le rythme de production : on ne fait qu'une récolte par an.

Comme les autres, Chandon (groupe LVMH) est aujourd'hui confronté à ces questions. Créée dans les années 1950 par le comte Robert-Jean de Vogüé, président de Moët & Chandon, la marque de vin mousseux s'est construite jusqu'en 1990 exclusivement avec le marché argentin. Puis, sur ce même modèle, d'autres domaines Chandon ont vu le jour au Brésil et en Californie, dès 1973. L'Australie suit le mouvement en 1986, puis l'Inde et la Chine en 2013. Seule l'expérience espagnole est abandonnée. Au total, la marque dispose en propre de 1300 hectares de vigne. À cette production s'ajoutent des achats de raisins. La gamme Chandon est large, avec différentes déclinaisons : Nature, Réserve, Demi-Sec, Baron B ou Délice. Pour un breuvage qui se présente comme aimable et enveloppé.

Contrairement au secteur viticole dans son ensemble, le monde du vin mousseux se porte plutôt bien. Le succès du spritz, dont il est l'ingrédient de base, y contribue. En quinze ans, le cocktail vénitien a conquis le monde. Le prosecco, vin pétillant produit dans le nord de l'Italie, lui doit beaucoup. Comme les cavas espagnols, crémant et autres vins à bulles.

Fort de ce constat, et par ailleurs conscient du goût croissant des consommateurs pour les cocktails prêts à servir, sans préparation, Chandon lançait opportunément, en 2021, le Garden Spritz orange, première cuvée de la maison à bénéficier d'un lancement mondial. « Le ready-to-serve est une des facettes de la mixologie. Il permet d'inclure beaucoup plus de gens dans le monde des cocktails, dont des moins connaisseurs, et de nous ouvrir à davantage d'usages », explique Arnaud de Saignes, le président de Chandon.

Parce que les nouveaux arômes constituent une autre clé d'une bonne commercialisation. Chandon décline aujourd'hui sa recette de spritz maison avec un spritz citron-verveine et un spritz framboise-cassis-hibiscus. Les assemblages de saveurs sont réussis grâce au travail mené sur les liqueurs par les œnologues Pauline Lhote et Ana Paula Bartolucci et la mixologue Inès de los Santos. La maison met l'accent sur la naturalité du produit et les

collaborations avec les producteurs de fruits de Patagonie et des hauts plateaux.

Surtout, à une époque où l'alcool est - injustement - accusé de tous les maux, les deux nouveaux opus se distinguent par leur taux d'alcool étonnamment bas de 6%. Une performance technique. Pour obtenir un pourcentage aussi faible, la technique du moment, utilisée par la plupart des acteurs de l'industrie vinicole, consiste à faire monter plusieurs fois la température d'un vin classique à plus de 30° pour libérer l'alcool. Problème : l'opération se révèle délétère pour les arômes qu'il faut ensuite reconstituer. En outre, cette procédure énergivore est, la plupart du temps, décevante du point de vue organoleptique.

**« Nous avons innové, car nous n'allons pas du vin vers le mousseux. Nous allons directement du jus de raisin, le moût, vers le mousseux, sans passer par la case vin »**

**Hervé Birnie-Scott**

Directeur de Chandon Argentine

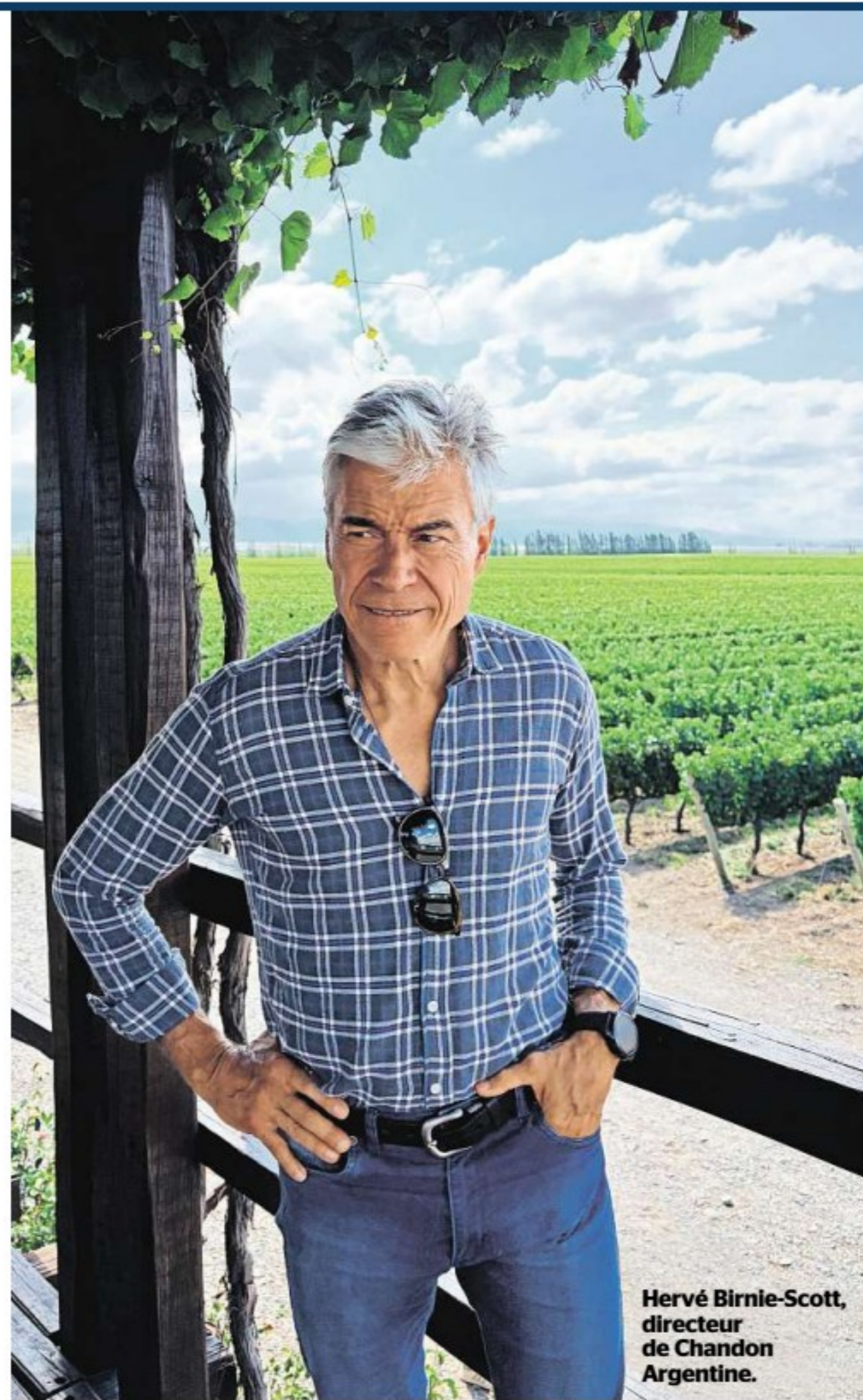
Pour la Spritz Collection, l'ingénieur agronome et œnologue Hervé Birnie-Scott, directeur de Chandon Argentine, a mis au point une nouvelle technique permettant de produire un mousseux à 6° sans désalcoolisation ni autre intervention sur les arômes. « Nous avons innové, car nous n'allons pas du vin vers le mousseux. Nous allons directement du jus de raisin, le moût, vers le mousseux, sans passer par la case vin, nous explique-t-il in situ, devant une série d'énormes cuves en aluminium. Concrètement, nous mettons le jus de raisin dans la cuve avec des levures. Ce jus de raisin va fermenter jusqu'à 5° d'alcool. Nous fermons alors la cuve. Il va continuer à fermenter et passer de 5° à 6° pour produire le gaz carbonique du mousseux. Et ensuite nous allons arrêter le processus en refroidissant la cuve. Ainsi, nous obtenons un mousseux final à 6° d'alcool et du sucre résiduel qui sera le sucre permettant l'équilibre du produit que nous voulons élaborer. » Hervé Birnie-Scott insiste sur le côté simple de ce procédé. « Dans ces cuves, nous n'avons rien rajouté. Et nous avons embouteillé, sans plus de manipulation. C'est une méthode naturelle. »

L'innovation de Chandon connaît juste une limite liée à la capacité de prise de mousse qui nécessite le recours à des cuves closes. Pour l'instant, seule une petite partie de la récolte peut être ainsi vinifiée : « Il faudrait que nous ayons la capacité de fermentation en cuve close, en méthode

Charmat, pour absorber d'un seul coup tout le jus de raisin que nous vendangeons, reprend Hervé Birnie-Scott. Car, en trois semaines de vendanges, nous disposons de l'intégralité du jus de raisin. Mais nous n'avons pas cette capacité de cuves. »

Pour pallier le problème, il a une solution : « Il s'agirait de conserver le jus de raisin dans de très bonnes conditions, sans qu'il ne fermente. Et, tout au long de l'année, il faudrait alimenter les cuves en continu avec des moûts conservés au froid et qui iront ensuite à l'étape prise de mousse, pour passer de moût à mousseux. Nous pouvons conserver les moûts après la vendange, en cuve réfrigérée, pendant un an au maximum. Nous savons le faire. Il faut pour cela des cuves inox très bien isolées. L'isolation thermique, c'est le plus important. Il faut réfrigérer le moût en permanence pour qu'il ne dépasse pas 2°C. À 2°C, les levures qui sont présentes à peu près dans tous les jus de raisin sont endormies. Elles ne fermentent pas. » La méthode a fait ses preuves. « Nous allons investir en matériel au fur et à mesure que le produit Garden Spritz se développe. Nous n'allons pas produire demain 5 millions de bouteilles. On ne peut pas remplir le cuvier de cuves, c'est un investissement énorme. Avec le risque qu'elles soient sous-utilisées. »

Cela fait une bonne trentaine d'années qu'Hervé Birnie-Scott arpente les vignes de Mendoza, celles des domaines Chandon et de Terrazas de los Andes, presque 1000 hectares au total. Autant dire qu'il connaît chaque parcelle de chardonnay, malbec, cabernet et autres cépages de ces cultures posées face à la cordillère des Andes. D'ailleurs, il en a planté une bon-



Hervé Birnie-Scott, directeur de Chandon Argentine.

STEPHANE REYNAUD/LE FIGARO

ne partie. Birnie-Scott a innové dans la vigne. Pour s'adapter au réchauffement climatique, il s'agit de planter de plus en plus haut. « Pour lutter contre les effets du réchauffement climatique, l'altitude moyenne du vignoble est passée de 900 m à 1100 m », précise-t-il. L'ingénieur s'est aussi beaucoup intéressé aux questions d'irrigation. Car la région souffre d'un manque d'eau. Elle doit son développement à la multiplication des forages qui

l'ont transformé en oasis. Mais il est aujourd'hui interdit de creuser de nouveaux puits. Il s'agit d'économiser l'eau. L'adaptation des techniques d'irrigation israéliennes et toujours plus de précision ont permis de réduire de 50% la consommation d'eau en quinze ans. Plantations, vinification, irrigation, nouveaux breuvages... Ici encore, plus qu'ailleurs, la viticulture contemporaine est en mouvement permanent. ■

## La Spritz Collection prête à servir

Surfant sur la mode des cocktails prêts à boire, Chandon lançait il y a cinq ans son Spritz Orange. Le produit est aujourd'hui décliné avec les versions citron et verveine ainsi que fraise, framboise et hibiscus (19,90 €). Surtout, les deux nouveaux opus affichent un taux d'alcool de 6%, contre 11% pour l'original. La marque colle ainsi à la tendance du low alcohol. Prêts à consommer avec des glaçons, les nouveaux opus de la Spritz Collection s'adressent aux amateurs

de Chandon classiques, à ceux qui aiment les spritz et peuvent être séduits par une version plus légère, moins sucrée du cocktail. La gamme est lancée en France, en Allemagne, en Autriche, en Suisse, aux Pays-Bas, aux États-Unis, au Brésil et en Australie. Pour l'instant, la production est limitée à environ 200 000 bouteilles. Chandon se donne trois ans pour tester son accueil par le grand public et augmenter les volumes.

S. R.



Les trois déclinaisons de la Spritz Collection de Chandon. CHANDON

EXCLUSIVITÉ ABONNÉS

La Vente Très Privée  
du FIGARO Vin

Une cuvée exclusive pour les amateurs

94/100



SCANNEZ LE QR CODE  
POUR DÉCOUVRIR L'OFFRE



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération

# Toujours plus d'ensembles baroques en France

Thierry Hillériteau

À l'instar d'Il Caravaggio ou de La Palatine, plusieurs jeunes ensembles français ont trouvé leur place dans un marché des musiques anciennes pourtant saturé.

**S**i mineur. La viole de gambe de Ronald Martin Alonso vient d'entamer sa descente au tombeau. Côté cour, Marie-Nicole Lemieux se lève. Traverse le plateau en une lente procession. Le temps suspend son vol. Chacun retient son souffle. Son chant, en forme de déploration, grave et déchirant, épouse les circonvolutions doloristes de l'archet. «*Es ist vollbracht...*» : tout est achevé. Debout devant son clavecin, Camille Delaforge a baissé sa baguette. Dans quelques minutes, l'instinct de cette chef-née reprendra ses droits, pour proclamer avec tout l'orchestre le triomphe du « héros de la Judée ». Pour l'heure, elle s'abandonne à la solennité du moment. Ne dirigeant plus que d'une main, voire de quelques doigts. Comme pour mieux goûter, dans chaque repli ornemental de cet instant de grâce, chaque inflexion de voix de Lemieux, la puissance de ce moment.

En ce mercredi 1<sup>er</sup> avril, sur la scène du Théâtre des Champs-Élysées (TCE), à Paris, la directrice d'Il Caravaggio guide son ensemble dans sa première *Passion selon Saint-Jean* de Bach. «*J'en rêve depuis toujours, nous confiait-elle quelques heures plus tôt. Cette œuvre a jalonné toute ma carrière de claveciniste, depuis mes études jusqu'à la fondation de*



mon ensemble, il y a huit ans.» L'enjeu, pour elle comme pour son ensemble, est énorme. La *Saint-Jean* est une œuvre étendard, sur laquelle les plus grands ont laissé leur marque.

Après la mythique salle de l'avenue Montaigne, Camille Delaforge la redonne au Festival de Pâques d'Aix-en-Provence, autre scène d'envergure internationale, ce vendredi 3 avril. Soir du vendredi saint. Dans la foulée, elle l'enregistrera pour le label Alpha, qui l'a signée il y a un an. Pour l'occasion, l'ancienne chef de chant n'a rien voulu

laisser au hasard. Allant chercher, dans la version de 1725 (la seconde version de l'œuvre), le rare mais superbe air de basse «*Himmel reisse, Welt erbebe*», d'une puissance opératique fascinante sans pour autant renoncer au cœur d'ouverture que Bach avait supprimé dans cette même version.

S'entourant surtout d'une distribution soliste de haut vol. Outre Marie-Nicole Lemieux pour la partie d'alto, Cyrille Dubois, ténor français parmi les plus attachants, mais aussi les plus versatiles et les plus prolifiques

d'aujourd'hui, livre un fascinant récit d'évangéliste. «*Aussi fou que ça puisse paraître, l'un comme l'autre enregistreront avec cette Passion leur premier Bach. Tout comme moi!*», se réjouit-elle. Marie Lys, soprano agile et solaire, Guilhem Worms, à la fois humain et digne en Jésus, et le Pilate noble de Mathieu Gourlet complètent ce duo de rêve, tandis que les chœurs sont confiés à la Rolls des chœurs de chambre : Accentus. «*Sans chercher à en faire un opéra qu'il n'est pas, je voulais pour ce grand théâtre humain qu'est la Saint-Jean un cast qui ait du sens, des voix qui sont celles de grands chanteurs et de grands diseurs*», explique Camille Delaforge.

Cette capacité à fédérer et à rassembler autour d'elle les meilleurs musiciens ou les meilleurs chanteurs, en seulement huit ans d'existence, c'est ce qui a tout de suite fasciné Baptiste Charroing. Depuis son arrivée à la tête du Théâtre des Champs-Élysées, le directeur ne tarit pas d'éloges à propos de celle dont il a fait, pour ses trois premières saisons, l'un des nouveaux visages du baroque au TCE. «*Au-delà de son talent de musicienne, elle a une vraie âme de chef d'entreprise. Il y a chez elle quelque chose qui rappelle les pionnières que furent Laurence Equilbey ou Emmanuelle Haïm : pas seulement des chefs, mais des bâtisseuses*», assure-t-il. Ce que confirme Laurent Brunner, à l'Opéra royal de Versailles.

## « En pleine floraison »

«*Elle appartient à cette génération de chefs baroques qui, comme les frères Bestion juste avant elle, ont su transformer l'essai et montrer, par leur capacité à monter des projets, qu'ils pouvaient occuper une place à eux dans un paysage saturé.*» Celui qui depuis 2023 l'a accueillie dans de nombreux projets lyriques, de la résurrection de l'opéra-ballet *Les Génies* ou les *Caractères de l'amour* de la mystérieuse Mademoiselle Duval à *Pygmalion* de Rameau, en passant par le rare *Devoir du Premier commandement* de Mozart, en est persuadé : «*Le mouvement baroque en France est encore en pleine floraison.*» Comme pour lui donner raison, on a vu apparaître depuis moins de dix ans florès de nouveaux ensembles français dont le nom commence lui aussi à s'affirmer dans le paysage. «*Ce sont souvent des formes légères, agiles, très féminines et très inventives, qui ont des angles d'attaque très singuliers*», observe à raison Didier Martin, directeur du label Alpha, principal vivier discographique de ces ensembles spécialisés.

À l'image des Théodora : collectif d'anciennes élèves françaises de la Royal Academy of Music de Londres, réunissant la soprano Mariamielle Lamagat, la violoniste Louise Ayrton, la violiste Alice Trocellier et la claveciniste Lucie Chabard. Ces dernières ont choisi de se servir de leur expérience d'expatriées pour se spécialiser dans l'influence de la musique française dans les cours européennes des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Leur premier disque, *Tranquilles cœurs*, tout juste paru chez Alpha, est l'une des grandes révélations de ce printemps.

## L'ensemble Il Caravaggio lors d'un concert le 1<sup>er</sup> avril, au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris.

CYPRIEN TOLLET / THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Un cas parmi bien d'autres : les Kapsber'girls, quatuor vocal et instrumental spécialisé dans la défense des compositrices, les BanXhies, explorant la sonate en trio, ou encore La Palatine, codirigée par le claveciniste Guillaume Haldenwang et la soprano Marie Théoleyre, qui a fait le choix de se placer sous la bannière de l'excentrique belle-sœur de Louis XIV, sont autant d'exemples de la vitalité de ces ensembles qui, en moins de dix ans, ont réussi à se faire une place au soleil du renouveau baroque. Une floraison qui, pour Maximilien Hondermarck, directeur du Festival d'opéra baroque de Beaune, acteur majeur du paysage qui accueille La Palatine en résidence, s'explique par «*la vitalité de la formation qui proposent nos conservatoires, et qui permet de faire sortir chaque année de nouveaux jeunes musiciens baroques au niveau toujours plus élevé, qui ont parfaitement digéré les leçons de leurs aînés... Y compris la nécessité de faire de la contrainte une chance pour être plus inventifs et plus souples.*»

Un avis partagé par Laurent Brunner : «*Nos conservatoires font arriver chaque année sur le marché de nouveaux entrants, avec une demande du public qui ne se tarit pas. L'intérêt pour les musiques d'avant Mozart est aujourd'hui incomparable avec ce qu'il était il y a trente ou vingt ans. Au point qu'un Opéra Bastille peut aujourd'hui programmer un opéra baroque totalement inconnu comme l'Hercule amoureux d'Antonia Bembo!*» «*À cela s'ajoute le métier d'administrateur d'ensembles s'est beaucoup professionnalisé, renchérit Baptiste Charroing. Or ce qui fait aujourd'hui la pérennité d'un ensemble et sa capacité à grandir, ce n'est pas tant la personnalité de son chef que le binôme qu'il forme avec son administrateur.*»

Reste que tous le reconnaissent : cette floraison, dans le contexte d'incertitudes budgétaires tel que celui que connaît la culture, interroge quant à l'avenir. «*Les incubateurs que peuvent être des structures comme le centre de recherche d'Ambronay ou le Centre de musique baroque de Versailles fonctionnent toujours à plein, estime Maximilien Hondermarck. Mais le véritable enjeu, c'est le passage de la petite forme vers des formats ambitieux. De l'effectif de trois à huit musiciens, à vingt ou vingt-cinq, pour ensuite les projeter vers des formations d'opéra. C'est là que nous, en tant que grandes salles ou grands festivals, avons un vrai rôle à jouer pour repérer ceux qui peuvent transformer l'essai et les accompagner dans cette transition, car tous ne le pourront pas.*» ■ Festival de musique sacrée au Théâtre des Champs-Élysées (Paris 8<sup>e</sup>), jusqu'au 8 avril. Festival de Pâques d'Aix-en-Provence (06), jusqu'au 12 avril. Festival international de Beaune (71), du 3 au 26 juillet. Ensemble Théodora à retrouver cet été au Festival Radio France de Montpellier, du 5 au 18 juillet.

**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
MAISON DE MUSIQUE  
AVENUE MONTAIGNE

**Saison 2026-27**

**Opéra  
Concert  
Danse**

**Abonnez-vous!**  
theatrechampselysees.fr

Caisse des Dépôts groupe La Caisse des Dépôts soutient l'ensemble de la programmation du Théâtre des Champs-Élysées

france.tv LE FIGARO

# Opéra de Paris : « Roméo et Juliette », une splendeur redorée

Ariane Bavelier

Revue par Noureev, la tragédie s'installe à l'Opéra Bastille pour une vingtaine de représentations. Une mise à l'épreuve dans les règles pour la compagnie.

A-t-on le choix de ne pas s'y jeter ? C'est bien la question que pose le *Roméo et Juliette* de Noureev. Mais, pour cette reprise à l'Opéra Bastille, la question se pose avec une insistance toute particulière. D'abord parce que la production, juste refaite pour qu'elle puisse voyager lors des tournées du ballet, notamment aux États-Unis et au Japon, pendant la fermeture des Opéras Garnier puis Bastille, voit sa splendeur redorée. Ensuite parce que les distributions détonnent. Rien d'évident dans les *Roméo et Juliette*, assemblés par la direction de la danse : ils forment des couples étonnants. Pas moins de neuf, promis à vivre trois heures et quart de rang le destin tragique des amants de Vérone.

Parmi eux, il y a beaucoup de jeunes à découvrir et d'accords à trouver. Pour ce dernier virage avant l'été, la compagnie est embarquée dans une série de grosses productions. *Roméo et Juliette*, mais aussi *La Dame aux camélias* et *La Bayadère* se succèdent à bon rythme. Et, hormis Bleuenn Battistoni et peut-être Lorenzo Lelli, rares sont les dan-

seurs qui se jettent à la fois dans *Roméo et La Dame*. Pour des raisons proprement humaines : les étoiles peuvent bien être les héros des balletomanes que nous sommes, les deux productions sont chacune à leur façon de redoutables mises à l'épreuve. De portés et de lyrisme pour *La Dame aux camélias*. De vérité pour *Roméo et Juliette*.

## Des milliers de détails

Ce ballet est énorme. Les nouveaux atours de la production en rendent la démonstration encore plus évidente. Les verts et les roses, les ors, les perspectives empruntées par Ezio Frigerio aux peintres italiens du quattrocento vont bien au-delà du tableau. On y entre. Les milliers de détails qui animent le monde de Shakespeare font autant de ces rôles qu'on dit secondaires mais qui, au regard de leur puissance de vie, ne le sont pas du tout. Noureev a regardé du côté d'Eisenstein, pour qui Prokoviev a travaillé, et, bien sûr, de *West Side Story*. La danse porte l'histoire, comme aux temps du cinéma muet, dont les débuts se sont faits avec des danseurs.

Le personnage de Roméo tient d'un bout à l'autre cette grande fresque digne

de Kinopanorama. Sur la place de Vérone, au palais des Capulet, sur le balcon, dans la chambre, au jardin de Mantoue, au tombeau, il est de toutes les scènes et de toutes les émotions : amitié, batailles, joutes, jeux, parade, défis, rêverie, passion, chagrin, rien ne se passe sans lui. Le Roméo de Noureev conjugue difficultés techniques et puissance cinématographique, obligeant les danseurs à un double engagement : celui d'une danse qui tienne la longueur et les difficultés certaines - qui obligent à tenir le rôle à bout de souffle - mais aussi, et avec au moins la même importance, celui du personnage. Il faut en prendre le risque comme dans aucun autre ballet. Il y a dans la partition de Prokoviev des rires, des larmes, des refus, des colères. La musique les introduit, les impose et les fait enfler. Roméo et Juliette doivent les vivre, ce qui dit l'abandon exigé à la musique, au récit, au partenaire. C'est beaucoup demander.

Considérable pour toute excellente étoile et énormissime pour les distributions annoncées qui semblent jouer à

quitte ou double. Milo Avéque, Antoine Kirchner, Thomas Docquir, Jack Gasztowtt ont la fragilité et, pour certains, le lyrisme du héros de 16 ans. Cet élan aidera-t-il à dominer la technique ? Et comment réussiront-ils à partager la charge écrasante du rôle avec Juliette ? Pour tenir la durée, il faut travailler une sorte de relais entre lui et elle, pour savoir tour à tour, selon le moment du drame et les pas imposés, s'abandonner ou reprendre la main. Alchimie subtile...

Quel couple le divin et juvénile Guillaume Diop dessinera-t-il avec Valentine Colasante, beaucoup plus mûre ? Inès McIntosh, si technique, réussira-t-elle à donner de la chair à sa Juliette ? On accordera une attention particulière à Lorenzo Lelli, pour nous très « étoilable », avec Roxane Stojanov. Mais cette étoile à l'autorité souveraine, idéale en Myrtha, saura-t-elle trouver la fragilité de Juliette ? Et que dessineront Hohyun Kang, autre étoilable tant elle apporte à chaque rôle, avec Pablo Legasa ? Sur le papier, aucun couple n'est gagné.

**Pour la première, Paul Marque est le Roméo de Sae Eun Park, Juliette idéale.**

Pour la première, Paul Marque est le Roméo de Sae Eun Park, Juliette idéale, qui réussit l'exploit d'être à la fois dans la nuance des émotions et dans leur intensité. Son tête-à-tête juvénile puis terriblement courageux avec l'amour et la mort poigne et impressionne. Paul Marque devrait se laisser contagionner. Sa danse brillante et compacte fait de lui un parfait Basilio de *Don Quichotte*. Mais Roméo lui est contre nature. Il s'y coule pourtant de toutes ses forces qui sont grandes, sait être drôle et se battre comme un lion. Mais dans les moments tragiques, la fatigue remplace la douleur. On aimerait qu'il s'en détache, lâche sa technique, passe au-delà pour se laisser prendre par le lyrisme de la déresse, des larmes et du chagrin. Pour les étoiles aussi, dans cette nouvelle série de Roméo, le défi reste entier. ■ « Roméo et Juliette », à l'Opéra Bastille (Paris 12<sup>e</sup>), jusqu'au 12 mai.

## Gérard Manset continue de voyager en solitaire

Olivier Nuc

Le nouvel album de ce chanteur culte, « Je ne veux pas », est d'un abord plus accessible que les précédents.

Depuis 1968, l'auteur-compositeur-interprète et producteur Gérard Manset bâtit une œuvre singulière et affranchie des modes. Le cru 2026 est un album aux arômes fruités et plus légers que ceux auxquels il nous avait habitués. Presque un pas de côté. Une œuvre dont la spontanéité rappelle la geste de son contemporain Neil Young. Considéré comme un chanteur « culte », Gérard Manset n'a jamais bénéficié de la reconnaissance du plus grand nombre. Il en est conscient.

« Je peux comprendre que ma voix agace. J'ai des thèmes récurrents, certes, mais pas plus que d'autres. Brel a 4 ou 5 chansons différentes, le reste c'est la même chose. Moi j'en ai 40 ou 50 très différentes les unes des autres », explique-t-il. Avec *Je ne veux pas*, Manset renoue avec la simplicité et la pureté. « Je me sens intact, lâche-t-il. Si je suis resté à la marge, c'est parce que je n'ai pas fait partie d'un groupe. Moi je suis seul, je zigzague d'un trottoir à l'autre, d'un bord de la route à l'autre », reconnaît-il.

Auteur d'un corpus impressionnant, Manset s'étonne que ses chansons n'aient pas été plus souvent reprises par d'autres interprètes. Mais il reconnaît que nul ne saurait les porter aussi haut que l'a fait Alain Bashung sur son ultime album, *Bleu Pétrole*, en 2008. « J'étais en train de couler et on m'a envoyé une bouée nommée Bashung. Je savais qu'il rendrait mes mots intelligibles. Quand c'est moi qui fais certaines choses, ça ne porte pas, on ne les entend pas », avoue-t-il.

« À l'âge que j'ai (80 ans, NDLR), ça devient un peu de la viande rassie. Il faut régénérer tout ça. Heureusement, je dispose d'un immense réfrigérateur dans lequel j'ai des steaks de toutes ori-

gines. Il m'arrive de l'ouvrir et de choisir un steak de 20 ans », explique-t-il en filant la métaphore bouchère pour parler de ses chansons. Manset avoue continuer d'être visité régulièrement par la Muse. « De temps en temps, je suis attrapé. Dans ces moments-là, le stylo ne peut pas s'arrêter. »

## Artiste maudit

Deux des plus beaux morceaux de l'album, celui qui donne le titre et *Mais qui croyez-vous que nous sommes ?* portent une des marques de fabrique du chanteur : des pièces fleuves de plus de dix minutes. C'est là qu'irradie le plus volontiers le génie de ce parolier. Ce littéraire continue d'entretenir un rapport privilégié avec les grands auteurs français. « Je lis de moins en moins mais j'aime bien ouvrir un livre et dévorer quatre pages, ça me rassure que tous ces auteurs aient existé. Ce sont les penseurs ou les créateurs qui ont fait avancer l'humanité. »

Malgré la reconnaissance de ses pairs, et son influence incontestable sur un pan de la chanson française, Manset craint de ne rester qu'un artiste un peu maudit. « Je me rends bien compte que tout ce que j'ai écrit, ça passe à côté. J'ai encore la chance de pouvoir faire un album, mais après le suivant ça n'existera peut-être plus », déplore-t-il. Le plus grand regret de sa vie reste toutefois de ne jamais s'être produit sur scène. « J'adore chanter, mais je n'ai pas voulu aller faire le clown. Et puis mes chansons étaient difficiles à mémoriser. Et surtout, je me demandais, si j'avais été dans la salle, si je ne me serais pas levé au bout d'un titre et demi. » ■

hauts-de-seine LE DÉPARTEMENT

LA SEINE MUSICALE

SAISON 26/27

INSULA ORCHESTRA & INVITÉS

Une île, une salle, une saison

BACH, LES BRANDEBOURGEOIS  
Intégrale en deux concerts

CONCERTO DANZANTE  
CCN Ballet de Lorraine - Les Arts Florissants

BEETHOVEN, HÉROÏQUE  
Fray - Equilbey

INFERNO  
Création visuelle 360°

SAN DIEGO SYMPHONY ORCHESTRA

Reservez dès le 3 avril sur [laseinemusicale.com](http://laseinemusicale.com)

L'orchestre résident à La Seine Musicale et artistes invités

Laurence Equilbey  
Direction artistique

BOULOGNE-BILLANCOURT

TRANSFUCE

L'Espresso

Télérama

# Petit Palais : miroirs, mes beaux miroirs

Éric Biétry-Rivierre

Le musée parisien réunit ses meilleurs autoportraits et portraits de la Belle Époque. Et les confronte à des contemporains.

Les artistes, par définition, font feu de tout bois. Et puisqu'ils ont leur reflet sous la main, ils se représentent aisément. On pourra voir là, non sans raison, quelque égoïsme, un moi exacerbé. Mais est-ce vraiment un défaut pour un créateur ? À Paris, le Petit Palais, qui propose chaque année de mettre en lumière un pan méconnu de ses collections, présente une centaine d'œuvres parmi les autoportraits et portraits de peintres, de sculpteurs, de dessinateurs, de graveurs ou d'architectes qu'il conserve.

Pour le seul XIX<sup>e</sup> siècle, le fonds est conséquent : 171 autoportraits, près de 400 pour les autres, plus une magnifique série de photographies d'ateliers et diverses caricatures. On mesure là l'importance de la considération du reflet, celui-ci étant toujours peu ou prou fantasmé, même en ce XIX<sup>e</sup> siècle naturaliste. À propos de ces « miroirs, beaux miroirs » obsession de la méchante fée des contes, un Cocteau ne disait-il pas qu'ils « feraient bien de réfléchir un peu plus avant de renvoyer les images » ? C'est le cas dans ce parcours conçu par Annick Lemoine, qui vient de prendre la direction du Musée d'Orsay. Il commence par l'Autoportrait au chien noir, icône du romantisme où le jeune Gustave Courbet nous toise du haut de son orgueilleux génie. Suivent d'autres regards, la plupart moins connus mais aussi éloquents. Fierté de l'illustrateur de presse Jean-Louis Forain en nœud papillon sur col amidonné. Élegance proustienne d'un Jacques-Émile Blanche coiffé d'une casquette de tweed.

L'autopromotion est de rigueur dans cette première section. Mais aussi l'introspection. Quelle intensité psychologique lorsque Léon Bonnat se dessine au



Pour le seul XIX<sup>e</sup> siècle, le fonds est conséquent : 171 autoportraits, près de 400 pour les autres, plus une magnifique série de photographies d'ateliers et diverses caricatures. PETIT PALAIS / PARIS MUSÉES / NICOLAS BOREL

crayon de face, visage grave et regard pénétrant. Quelle précision virtuose du trait lorsque Hippolyte Flandrin, au sommet de l'école ingresque, s'esquisse de trois-quarts. Quant aux empâtements dorés et au clair-obscur d'un Jean-Baptiste Carpeaux se représentant mourant, ils nous laissent un souvenir émouvant comme un Rembrandt.

## Un cas à part

Une deuxième section se concentre sur les portraits métaphoriques ou métonymiques. Le plus radical est *Coin de salon chez le peintre*, de Jean Gigoux. Ici, l'artiste est remplacé par ses effets personnels, chapeau haut de forme, gants blancs et canne

négligemment posés sur un fauteuil. Ces objets revendiquent le statut grand bourgeois de cet auteur de tant de grands décors officiels.

Le sculpteur Jean-Joseph Carriès est, lui, un cas à part. Dans ses grès émaillés, sa frimousse grimace ou porte un masque. Cela a pour effet paradoxal de révéler son immense fantaisie. De telles pièces s'harmonisent parfaitement avec les premiers contrepoints contemporains. Ainsi l'Autoportrait en clown de Nina Childress, pétri d'autodérision, qui culmine également dans la sculpture hyperréaliste d'Hélène Delprat : un mannequin à son effigie en silicone et résine polyester. Pas une ride, pas un ongle

rongé ne manquent. Les espaces suivants sont consacrés aux portraits d'artistes ; portraits réciproques, portraits de groupes, familles ou fraternités. Y sont soulignés les liens professionnels et amicaux. Dans le monumental *Panorama du siècle* qu'Henri Gervex a réalisé pour l'Exposition universelle de 1889, nos gloires du temps sont toutes là. Outre les suscités, on reconnaît Dupré, Rousseau, Millet, Couture, Daubigny, Diaz, Corot, Troyon, Barye, Decamp ou Robert-Fleury posant devant la Seine, l'Académie et Notre-Dame. D'autres œuvres rendent hommage aux pairs. Rodin paie son dû à son maître Carrier-Belleuse par une tête très vivante de lui. Et Paul Paulin est

l'auteur d'une galerie de bustes des peintres impressionnistes extraite pour une fois intégralement des réserves.

Peu avant sa mort, Édouard Vuillard s'est pareillement souvenu de son ami nabi Maurice Denis. Il l'a saisi en grand fresquiste qu'il était devenu, en plein chantier de sa *Vie de saint François*, pour la chapelle des Franciscaines de Rouen. Autrement, son *Pierre Bonnard*, autre ex-nabi et ami fidèle, semble à jamais cloîtré dans sa maison du Cannet, absorbé par l'achèvement d'un de ses paysages lumineux de la Côte d'Azur.

Ce thème du portrait d'artiste contamine jusqu'aux salles permanentes du Petit Palais. Y sont disposées quelques créations de plasticiens contemporains (que des femmes pour rétablir l'équilibre). L'Été peint en 2025 par Françoise Pérovitch dialogue avec les *Baigneuses à Perros-Guirec* de Maurice Denis. Dans son triptyque *Stamina* (2025), Apolonia Sokol interprète *Le Sommeil* de Courbet. Dans le hall d'entrée, Anne et Patrick Poirier ont moulé une tête double, Janus géant à l'intérieur duquel ils ont ménagé un théâtre antique. Ainsi tous ici reprennent en chœur la tradition multiséculaire de l'hommage par citation. La photographe Cindy Sherman s'est même grimée en Fornarina, la muse et modèle de Raphaël. Même le présent le plus actuel aime à se ressourcer dans le passé. En sortant, la coupole signée Maurice Denis offre un panorama saisissant de l'histoire de l'art français. Alors s'impose cette question déjà lancinante : de l'artiste ou du spectateur, finalement qui regarde qui ?

« Visages d'artistes. De Gustave Courbet à Annette Messager », au Petit Palais (Paris 8<sup>e</sup>), jusqu'au 19 juillet. Catalogue Paris Musées, 144 p., 25 €. Tél. : 0153434000. www.petitpalais.paris.fr

## Lausanne, berceau de l'art brut

Françoise Dargent Envoyée spéciale à Lausanne (Suisse)

Ouverte il y a un demi-siècle après le legs de Jean Dubuffet, la Collection de l'Art Brut présente une sélection inédite de ses nombreux trésors.

C'est ici que tout a commencé. Au château de Beaulieu, à Lausanne, une demeure du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une plaque indique que la jeune M<sup>me</sup> de Staël y a séjourné avec son père, Jacques Necker. Aujourd'hui, les chercheurs y travaillent au calme dans un joli salon peint de scènes galantes. De l'autre côté de la cour, la collection d'art brut occupe un ancien corps de ferme. « Notre projet est de constituer en effet une espèce de fondation, avec un petit musée qui nous survivra », écrivait le peintre Jean Dubuffet en août 1945 au D<sup>r</sup> Charles Ladame, soutien de la première heure et grand contributeur de cette collection unique au monde. Réunie par l'artiste,

elle fête son demi-siècle, l'occasion de revenir, à travers une exposition, sur cette histoire singulière qui associa à jamais la Suisse à l'art brut.

L'acte de naissance prend la forme d'un tapuscrit retrouvé dans les archives. Le cahier fait état de ce « Voyage en Suisse, juillet 1945 » : Jean Dubuffet y recense ses rencontres lors d'un voyage estival. Officiellement, il est invité par la section lausannoise de l'office de tourisme suisse. Font aussi partie du voyage l'architecte Le Corbusier et l'écrivain Jean Paulhan. Plutôt que les verts alpes, Dubuffet concentre ses visites sur les hôpitaux psychiatriques. Au fil des pages, le tapuscrit révèle des noms et des indices qui relèvent d'une quête

obsessionnelle : « *Le D<sup>r</sup> Morgenthaler me conseille de visiter la collection de travaux de fous à l'asile de Friedmatt* », « *Vers 19 juillet j'ai écrit de Lausanne au Prof. Wyrch pour le prier de faire photographier tous les dessins d'un fou dont je n'ai pas retenu le nom...* »

Ainsi se constitue la « Swiss connection » de Jean Dubuffet. « Au départ, il ne s'agit que de documenter l'art en dehors du champ officiel », souligne Sarah Lombardi, directrice de la Collection de l'art brut, rappelant que la Suisse abritait un asile psychiatrique dans chacun de ses vingt-six cantons. Les médecins sont les intercesseurs entre Dubuffet et les malades. Certains ont déjà constitué des « musées » au sein de leur



Adolf Wölfli, *Le Lac et les îles*, 1916. ATELIER DE NUMÉRISATION - VILLE DE LAUSANNE COLLECTION DE L'ART BRUT, LAUSANNE

établissement, d'autres ont écrit des textes sur le rapport passionné qu'entretiennent certains patients à l'art.

Le D<sup>r</sup> Morgenthaler a même publié un livre, *Un malade en tant qu'artiste*, qui intrigue Dubuffet. Il traite d'Adolf Wölfli et de ses incroyables tableaux. Aujourd'hui, la collection lausannoise possède une centaine d'œuvres de ce Suisse diagnostiqué schizophrène et interné en 1895.

## Couleurs éclatantes

Auteur d'une œuvre fantastique et imaginaire, peuplée de constructions architecturales, de chiffres et de notes de musique, exposés recto verso, l'envers des dessins étant rempli de l'écriture de cet homme qui se faisait payer chaque dessin « un franc, deux feuilles vierges et des crayons », souligne Sarah Lombardi. Certains n'avaient jamais été dévoilés. Leurs couleurs éclatantes tranchent avec celles, passées, de ceux que l'on voit habituellement. Parallèlement à cette quête hospitalière, Dubuffet s'intéresse à l'art populaire : « *Maisons peintes Engadine et Valais, masques valaisans, art macabre du Tessin, ex-voto du Tessin, William Blake, Moore, peintre actuel anglais* », liste cet enquêteur curieux d'explorer d'autres voies hors des sentiers battus.

Les masques de carnaval du Haut Valais, plutôt effrayants avec leurs dents d'animaux et leurs cheveux en crins de vache, ouvrent le parcours de l'exposition. Ces objets traditionnels comme les dessins d'enfants collectés par Dubuffet font l'objet ici d'une

collection annexe baptisée « Neuve invention ». Parmi les trésors resplendent les œuvres de la Suisseuse Aloïse Corbaz, figure majeure de l'art brut qui dessina inlassablement une reine aux lèvres éclatantes et aux yeux bleus. Le peintre la rencontra en 1946. De cette ancienne gouvernante d'enfants, internée à la demande de sa famille en 1918, Jean Dubuffet collecta 201 œuvres, dessins, écrits et compositions aux crayons de couleur sur papier kraft qu'elle rapiécail, en bonne couturière.

L'une d'elles, haute de 7 mètres, a conditionné l'aménagement intérieur du musée pour être exposée en majesté. Cette concentration d'œuvres majeures témoigne de la quête de Dubuffet et des médecins de les sortir de l'hôpital pour les inscrire dans l'histoire de l'art. Elle témoigne aussi d'un « âge d'or ». « *L'époque héroïque de l'art brut et ses zones d'élection, psychiatriques, carcérales et spirites, sont aujourd'hui révoquées* », indique très justement dans le catalogue l'ancien directeur de la Collection Michel Thévoz. À l'ouverture du musée, en 1976, la question de la poursuite de la collection s'est posée. Elle a été actée. La dernière salle de l'exposition montre des travaux plus récents, pistés par Sarah Lombardi, souvent lors d'ateliers thérapeutiques. « *Art brut en Suisse. Des origines de la collection à aujourd'hui* », Collection de l'art brut à Lausanne (Suisse), jusqu'au 27 septembre.

**ticketac**  
activateur d'émotions

Théâtre • Humour • Loisirs

Théâtre Fontaine  
MARC CITI, CYRANE MEIS, BENJAMIN IGNER, AGNÈS MIGLIAS, SÉBASTIEN PIERRE  
**MON JOUR DE CHANCE**  
MOLIÈRES 2025  
TRIOMPHE, PROLONGATION!

THÉÂTRE MAGIQUE  
**AMADEUS**  
PETER DAMFER  
BRILLANT, GENIAL!  
ÉBLOUISSANT  
SOMPTUEUX! UN TRIOMPHE

Vos places au meilleur prix !

Tous les spectacles sont sur ticketac.com



# Chapelle du Rosaire : ultime chef-d'œuvre de Matisse

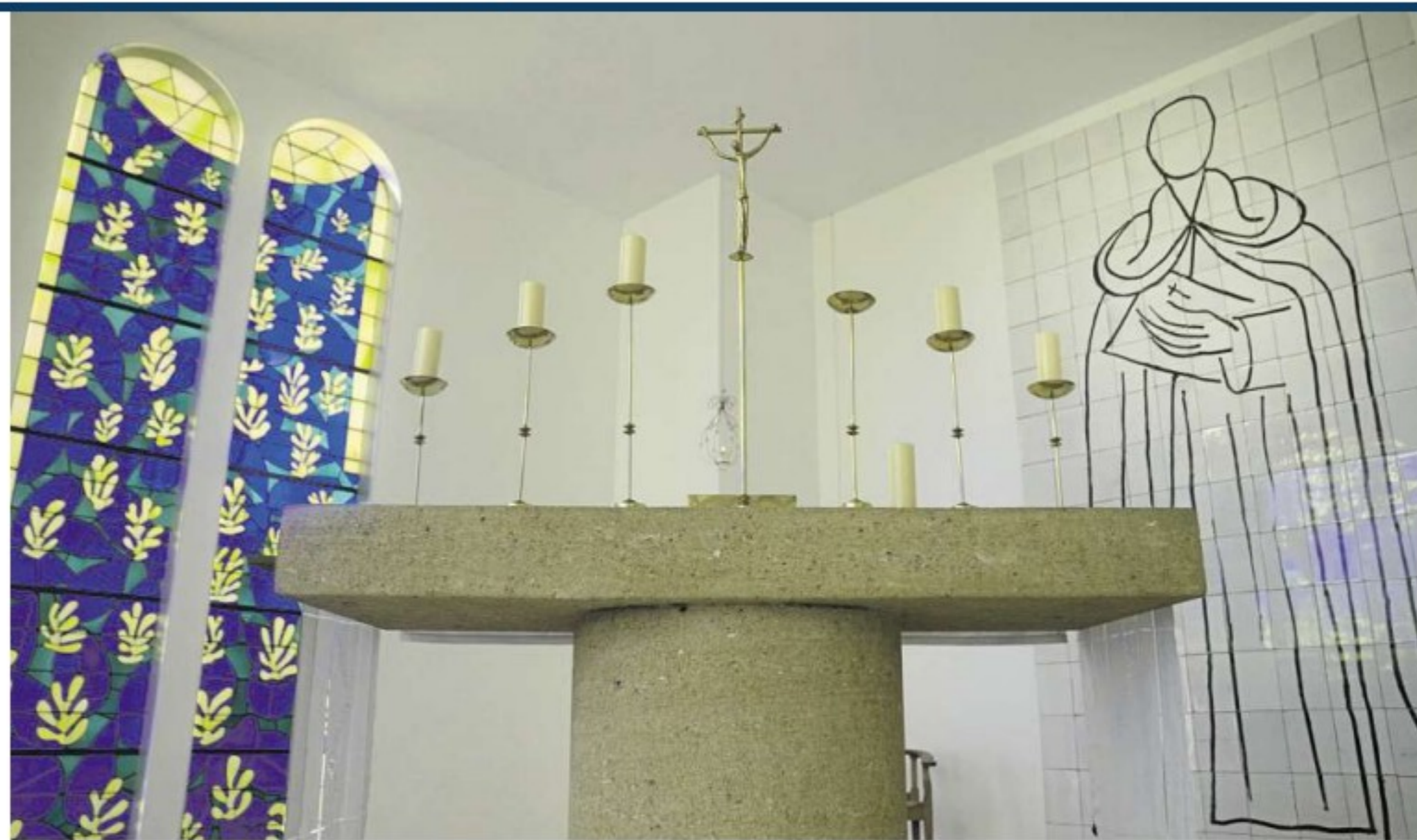
Valérie Duponchelle

Un documentaire très inspiré d'Arte sur l'odyssée de Vence et l'amitié créative du vieux peintre et de la jeune sœur dominicaine Jacques-Marie.

La voix de Matisse, douce et nette, ouvre ce beau documentaire de Joséphine Duteuil coproduit par le Grand Palais RMN et le Centre Pompidou pour Arte. Il est diffusé à l'heure où Matisse triomphe au Grand Palais par sa sublime simplicité. C'est un entretien avec Georges Charbonnier de 1951 qui vous introduit par la paix de l'âme dans *La Chapelle du Rosaire*, le dernier chef-d'œuvre de Matisse. « Je veux que les visiteurs de la chapelle éprouvent un allègement d'esprit, que même sans être croyants, ils se trouvent dans un milieu où alors l'esprit est aisé, où la pensée est claire et alors le sentiment aussi, allégé », dit le grand maître de l'art moderne (1869-1954). Vue du ciel, avec ses tuiles bleues et blanches, en référence au manteau

bleu de la Vierge, ses hautes fenêtres comme des meurtrières allongées qui abritent de merveilleux vitraux aux reflets verdoyants, la chapelle de Vence est une promesse blanche sur les hauteurs de l'arrière-pays niçois.

Tout est esprit dans cette œuvre révolutionnaire qui choqua autant l'Église que l'avant-garde des années 1950. Son vide, sa simplicité lumineuse, ses objets liturgiques d'une beauté toute matisienne, l'orientation de l'autel vis-à-vis des fidèles, le confessionnal avec sa porte en délicat moucharabieh blanc, son chemin de croix violent et confus, sa Vierge Marie d'une douceur sensuelle. Cette incursion du sacré dans l'œuvre de Matisse, qui ne croyait qu'au travail, est devenue une exposition inédite, « Henri Matisse. Chemin de croix », avec le commissariat d'Yve-Alain



L'intérieur de la chapelle du Rosaire, avec les carreaux de céramique peints représentant saint Dominique.

Bois, professeur émérite à Princeton, cet hiver au Musée Matisse de Nice et désormais au Baltimore Museum of Art, aux États-Unis.

Le documentaire fait revivre en images animées très inspirées Monique Bourgeois, l'infirmière devenue la sœur Jacques-Marie chez les dominicaines de Vence. Elle est l'étonnante et la cheville ouvrière du projet, l'amie, la confidente, la jeune femme décidée qui assiste Matisse dans les pires heures de sa vie pour que se concrétise son rêve de chapelle.

## Visages féminins simplifiés

Elle tient un journal tout au long de sa réalisation qu'elle publie à la fin de sa vie : « 1942. La guerre est toujours là. Je viens de perdre mon père. Blessé gravement à la guerre de 14-18. La deuxième guerre a eu raison de sa san-

té. La guerre avait complètement ruiné notre famille. Nous avons tout perdu dans l'Est. » En 1942, elle a 21 ans lorsque débarque dans le Sud, interrompant ses études d'infirmière et, en tant qu'ainée responsable des siens, répond à une petite annonce d'un certain Henri Matisse qui cherche « une infirmière de nuit, jeune et jolie ».

À l'époque, Matisse habite le Regina, un ancien hôtel prestigieux de Nice dans lequel la reine Victoria avait ses habitudes. À 75 ans, au faite de sa gloire, il vit presque reclus dans son atelier. Sorti comme par miracle de son intervention à l'abdomen, le peintre est en convalescence, assis comme un vieux géant dans son lit sur lequel a été créée une large table à dessin mobile. Il est veillé par son assistante, la belle Russe Lydia Nikolaevna Délectorskaya dont tout

le monde dit qu'elle est - au moins - sa muse. Face au lit, accrochée sur le rideau qui encadre la cheminée, une série de visages féminins simplifiés jusqu'à la ligne pure, à retrouver dans l'exposition « Matisse » au Grand Palais. C'est elle qui ouvre la porte à Monique Bourgeois, vive sans être une beauté, ignorante de l'art et de Matisse confrontée d'emblée à une statue d'homme antique dont la nudité « lui arrive en pleine figure ». Elle a un « petit peu peur de ce monde d'artistes, de mauvaise réputation ». Il sera son grand ami. Elle l'aidera à créer son testament artistique. ■

« La Chapelle du Rosaire, le dernier chef-d'œuvre de Matisse »  
Dimanche à 17h 45, sur Arte  
Notre avis : ●●●●

# Michel Houellebecq en paroles et en musique

Blaise de Chaballier

Le grand écrivain et le compositeur Frédéric Lo sortent un disque et sont les invités, samedi, de Frédéric Beigbeder sur Le Figaro TV.

Si la mélodie des phrases est au cœur de la littérature de Michel Houellebecq, il est bien naturel que les textes du grand écrivain soient dits en musique. Rien d'étonnant donc à ce que l'auteur de *La Possibilité d'une île* sorte un disque avec le musicien et compositeur Frédéric Lo. Normal également que ces deux-là viennent parler de leur création dans « Conversations chez Lapérouse ». Le présentateur de l'émission du Figaro TV, Frédéric Beigbeder, toujours aussi élégant, accueille ses invités avec un plaisir non dissimulé dans les décors cosy du célèbre restaurant parisien.

« Bienvenue à tous les deux, vous avez créé ensemble Souvenez-vous de

l'homme, douze titres sur la fin de l'humanité. » Le journaliste et écrivain ajoute que le lauréat du prix Goncourt 2010 (*La Carte et le Territoire*) publie également un nouveau recueil de trente-huit poésies intitulé *Combat toujours perdant* (Flammarion), et précise que ses deux invités seront sur scène, à La Scala de Paris, à partir du 8 avril.

Comment qualifier le nouvel album de l'écrivain qui n'en est pas à son coup d'essai discographique, puisqu'il avait notamment enregistré en 2000 *Présence humaine*, avec Bertrand Burgalat, ou encore *Établissement d'un ciel d'alternance*, avec Jean-Jacques Birgé, en 2007 ? Il y a vingt-cinq ans,

Houellebecq avait alors défini son disque avec Burgalat comme étant du « rap mou ». Une appellation qu'il regrette aujourd'hui. « Parfois on dit des conneries », lance-t-il. Alors que Beigbeder propose pour le nouvel album le terme de « dark planant », le littéraire glisse, lui : « Après réflexion, je dirais plutôt "techno triste" ».

## Une âme de poète

Ce à quoi l'animateur répond tout en nuances : « Oui, alors ce n'est pas dans les deux premiers morceaux. Après c'est vrai que l'album évolue, il y a de plus en plus d'instruments, des guitares, des synthés, ça devient presque comme de la cold wave, ce mouve-

ment musical des années 1980 que, personnellement, j'avais adoré. » Une tonalité qui peut-être lyrique, tendre, abrasive selon Frédéric Lo. Mélodieuse selon Beigbeder, qui précise que le début de l'album comprend trois titres qui « sont des "talk over", c'est-à-dire que Michel dit un texte sur fond de piano très calme ».

Quand Beigbeder demande à l'écrivain s'il lit, joue ou bien chante ses textes, l'artiste, honnête, reconnaît : « Chanter, on ne peut pas dire ça. Quand même, il ne faut pas exagérer. Il ne faut pas mentir sur le produit. Non, c'est une espèce de fusion entre la musique et les textes. Bon, ça s'est déjà fait, ce n'est pas non plus un projet super

original. » Ce à quoi Frédéric Lo ajoute : « Là, on est ni sur de la poésie parlée ni sur du chant. On est un peu entre les deux. Parce que, en fait, Michel, je me suis tout de suite rendu compte qu'il avait quand même beaucoup, à ses débuts, raconté de la poésie. Donc, il a vraiment un ton d'orateur et c'est ce que je trouvais intéressant d'exploiter. »

Une chose est certaine, dans ses livres comme dans ses albums, Houellebecq expose son âme de poète. Et c'est bien là l'essentiel. ■

« Conversations chez Lapérouse »  
Samedi à 22h, sur Le Figaro TV  
Notre avis : ●●●●

# PLEIN ÉCRAN

« Pensez-vous vraiment que Mercedes s'est tourné les pouces lorsqu'on a mis Edmond Dantès en prison ? », lance Audrey Fleurot, avec son franc-parler. C'est la porte d'entrée trouvée par les scénaristes pour féminiser le personnage dans cette adaptation du roman d'Alexandre Dumas, *La Comtesse de Monte-Cristo*, nouveau projet de série pour TFI (et Netflix), après le succès de *HPI*. Pierre Laugier, d'Itinéraire Productions, aussi à nouveau de la partie, revient sur le point de départ : « Mercedes fait tout pour libérer son fiancé, mais elle se retrouve incarcérée à sa place. Lorsqu'elle sort et mène sa vengeance, elle croise Alexandre Dumas et lui raconte son histoire... »

Une aventure qui, de par sa durée - 8 x 52 min -, permet de traiter des passages du livre rarement montrés, à l'instar du carnaval de Rome, avec l'envie de faire ressortir l'aspect *Mille et Une Nuits*, une des sources d'inspiration de l'auteur. « Ces partis pris esthétiques et de production n'ont été rendus possibles que par le choix de tournage entre Malte - pour tous les décors du sud, Marseille, l'Italie, la Turquie... - et la République tchèque, où un quartier entier du Paris de l'époque est reconstitué dans les studios Barrandov », explique Djibril Glissant, réalisateur (HPI).

Pour l'heure, c'est un authentique château, celui de Jemniste, à une heure



## À Prague, avec la Comtesse de Monte-Cristo

Céline Fontana

Audrey Fleurot est l'héroïne de cette libre adaptation du roman d'Alexandre Dumas. Une série pour TFI dont le tournage, entre Malte et la République tchèque, vient de s'achever.

## Audrey Fleurot et Olivia Côte dans une scène filmée dans le château de Jemniste, à une heure de Prague.

de Prague, qui accueille un dîner, suppose se dérouler à Paris chez les Morcef. On découvre une table de huit convives, élégamment dressée, autour de laquelle les comédiens répètent avec une doudoune à chaufferette intégrée sur leur costume, grand froid oblige en ce soir de mars.

## Deux mille figurants

La principale difficulté de cette scène ? « Savoir où l'on en est, s'amuse Audrey Fleurot. Qui a déjà bu son verre de vin ? Qui a commencé sa salade avant la réplique... Il faut remettre la table dans l'état où on l'a laissée, passer au dessert, revenir à l'entrée... La gymnastique est complexe. D'autant que nous sommes nombreux, qu'il y a beaucoup de texte et beaucoup de sous-entendus dans le texte ! » Lors de ce repas, en effet, Mercedes, sous sa nouvelle identité, retrouve Monsieur de Morcef, son cousin, dont elle fut le grand amour. « Un homme blessé », selon son interprète Thierry Godard, qui la fixe. « Madame, je vous connais ? Je suis sûr de vous avoir déjà vue », tente-t-il. « J'ai un physique banal », ironise-t-elle, provoquant la gêne de l'auditoire... ■

« C'est la première fois que je suis impliquée à ce point, confie la comédienne, coproductrice de la série. J'ai adoré avoir une vision globale. Choisir le casting notamment, Olivia Côte, Zabou Breitman, Kad Merad, Simon Ehrlicher, Éric Elmosnino... de vieux amis que je savais compatibles. Six mois avec des journées aussi denses, c'est tout de même un pan de vie. Il est important d'être avec des gens que l'on aime, qui ont le même rapport enfantin au travail. »

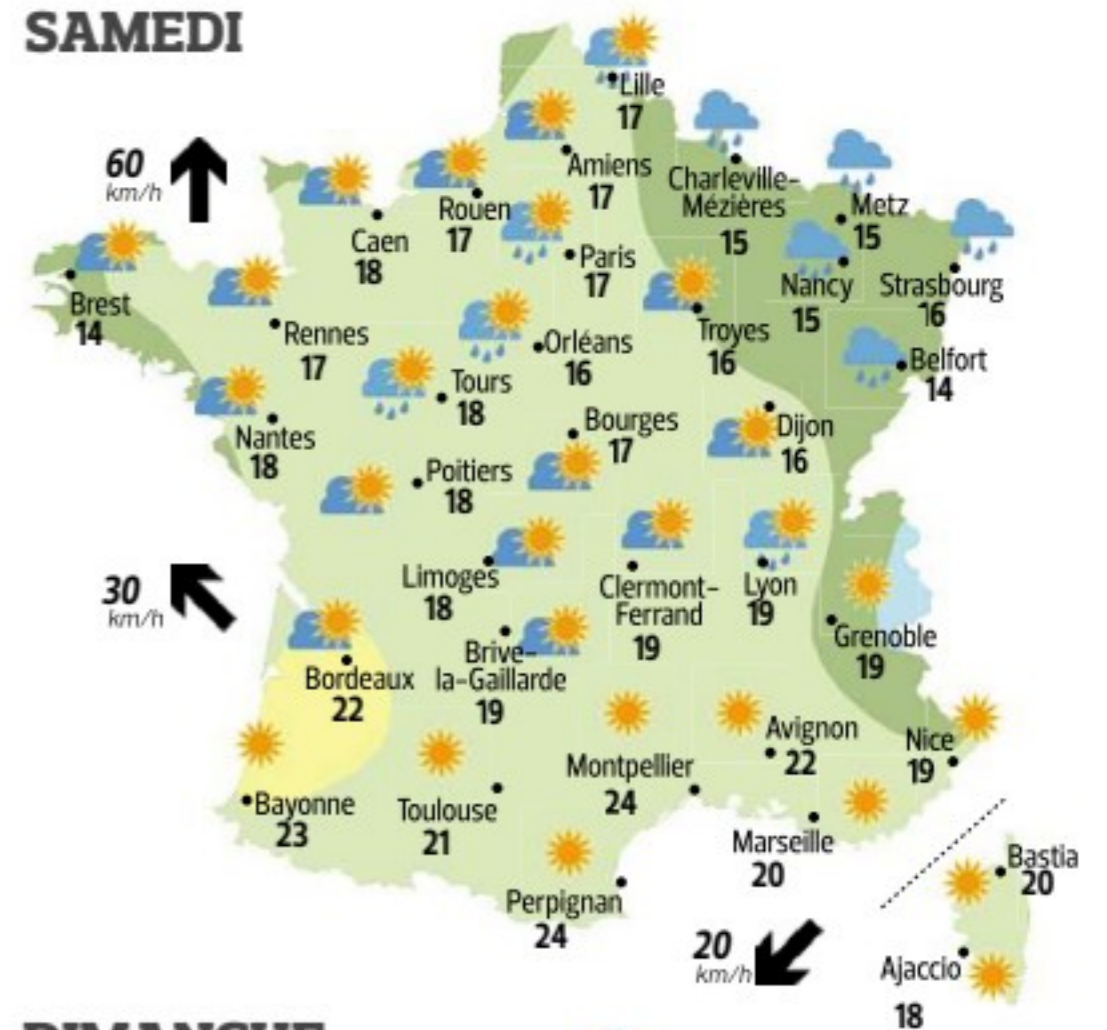
Le costume, l'art du jeu et du déguisement sont au cœur de cette œuvre de Dumas, offrant une véritable mise en abyme. Un soin particulier y a été apporté. « Je voulais une couleur contrôlée, notamment une figuration et des décors éteints - la neige à Prague, le soleil et la pierre jaune du sud à Malte - afin que la comtesse se détache dans les plans », précise le réalisateur. « Nous avons imaginé des tenues pas forcément fidèles à la mode de l'époque car Mercedes est un personnage qui se réinvente en permanence, enchaîne Marie Frémont, chef costumière (Marie-Antoinette), qui a créé une centaine de pièces mais aussi habillé les quelque 2000 figurants. Nous avons osé un manteau bleu pétrole très lumineux ou un peignoir japonisant aux broderies flashy. » Le goût de l'actrice pour les couleurs a été comblé ! ■



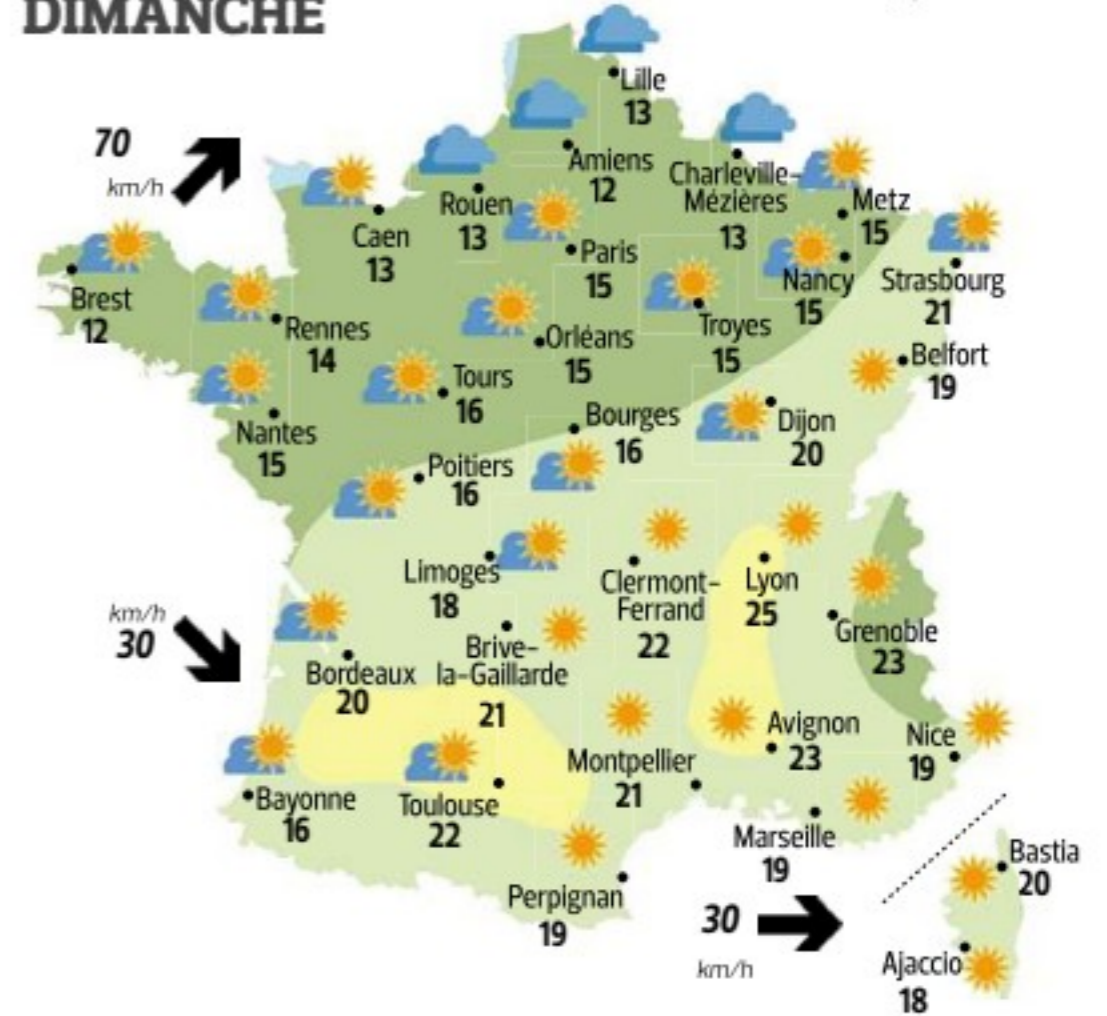
ÉPHÉMÉRIDE St-Isidore

Soleil : Lever 07h20 - Coucher 20h27 - Lune décroissante

SAMEDI



DIMANCHE



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	6/18	AMSTERDAM	8/13	ATHÈNES	8/18
BARCELONE	11/17	BELGRADE	6/16	BERLIN	8/13
BERNE	6/16	BRUXELLES	9/17	BUDAPEST	8/17
COPENHAGUE	7/10	DUBLIN	5/12	LISBONNE	13/24
LONDRES	8/14	MADRID	7/23	PRAGUE	7/14
RABAT	11/29	ROME	8/23	TUNIS	12/19



la chaîne météo lachainemeteo.com

Par téléphone : 3201

LIVE 24/24

Sur L'APPLI GRATUITE

**TF1**

**21.10**

**The Voice, la plus belle voix**

Divertissement



Prés. : Nikos Aliagas. 2h40. Inédit. Saison après saison, The Voice s'impose comme un rendez-vous incontournable, fédérateur et inter-générationnel, réunissant le public autour de la musique et de la découverte de nouveaux talents.

**23.50** Vendredi, tout est permis avec Arthur. Divertissement.

**CANAL+**

**21.09**

**100 Millions !**

Film. Comédie

Fra. 2025. Réal. : Nath Dumont. 1h34. Avec Kad Merad. Leader syndical respecté de tous, un ouvrier doit lutter afin de rester fidèle à ses idéaux lorsqu'il devient multimillionnaire du jour au lendemain.

**22.42** Haut les mains. Film. Comédie.



**20.05** La France de l'entre-deux-guerres. Documentaire.

**20.59 HEC, admis sans les codes**

Documentaire. Fra. 2025. Réal. : Camille Poulain, Jules Giraudat. 0h55. Quatre jeunes issus de la classe moyenne font leurs armes à HEC.

**21.54** Un monde en doc. Débat.

**22.29** Covid, le secret des origines

**france 5**

**20.05** C à vous la suite. Talk-show.

**21.05 Echappées belles**

Magazine. Prés. : Ismaël Khelifa. 1h35. Hongrie, au fil du Danube. Inédit. Au cours de cette visite du patrimoine naturel de la Hongrie, Ismaël Khelifa s'intéresse au lien ancestral qui unit les Hongrois au Danube.

**22.40** Echappées belles. Magazine. Le Finistère gourmand.

**france 2**

**21.10**

**100 % logique : la réponse est sous vos yeux**



**Jeu**

Prés. : Cyril Féraud. 2h15. Invités : Mélanie Taravant, Samuel Ollivier, Jeanfi Janssens. Le premier quiz qui ne teste pas votre culture générale, mais votre logique, votre sens de l'observation et votre bon sens !

**23.25** Quelle époque ! Talk-show. Prés. : Léa Salamé.

**arte**

**20.55**

**«Titanic», chroniques d'un naufrage**

Documentaire

GB. 2025. Réal. : Hugh Ballantyne. 1h55. 2 épisodes. Inédit. Le 14 avril 1912, le Titanic poursuit sa route vers New York.

**22.50** «Titanic», chroniques d'un naufrage. Documentaire. Inédit.



**17.30** La petite histoire de France

**21.10 La petite histoire de France**

Série. Humoristique. Fra. 2026. Avec Maxime Gasteuil. Inédit. Les péripéties de quatre personnages oubliés de l'Histoire de France : les cousins de Vercingétorix, Jeanne d'Arc, Louis XIV, et Napoléon Bonaparte.

**23.00** La petite histoire de France



**13.45** Habitations en péril. Doc.

**21.10 Le mystère d'Oak Island : la course au trésor**

Documentaire. EU. 2023. Réal. : Kevin Burns. 1h40. 2 épisodes. Inédit. Après dix ans de recherches, les frères Lagina et leur équipe découvrent des indices prometteurs sur Oak Island.

**22.50** Nazis : l'incroyable histoire d'Alex Kurzem, le survivant juif. Doc.

**france 3**

**21.10**

**Meurtres à...**

Série. Policière



Fra. 2024. Saison 11. Avec Jean-Pierre Foucault, Garance Thénault. Meurtres sur la Côte bleue. Un architecte est le principal témoin du meurtre d'un entrepreneur en BTP, poussé du haut d'un viaduc. Une jeune inspectrice prend l'affaire en main.

**22.40** Meurtres à... Série. Policière. Meurtres à Porquerolles.

**6**

**21.10**

**Les traîtres**

Jeu

Prés. : Éric Antoine. 2h15. Inédit. La pression monte pour les candidats encore en lice. Les joueurs poursuivent leur jeu du chat et de la souris dans le Domaine de Bournel.

**23.25** Les traîtres : révélations sur la suite... Jeu. Inédit.



**20.00** Une famille en or. Div.

**21.15 New York Unité Spéciale**

Série. Policière. EU. 2016. Saison 17. Avec Mariska Hargitay. 2 épisodes. Olivia est prise en otage avec toute une famille. Tandis qu'elle tente de protéger tout le monde, ses collègues essaient de dénouer la situation.

**22.55** New York Unité Spéciale. Série. Policière. 2 épisodes.



**20.15** Historiquement Show. Inédit.

**20.50 Madagascar, le repaire secret des pirates**

Documentaire. Fra. 2025. Réal. : Stéphane Bégoïn, David Tiago Ribeiro. 0h55. Inédit. À Madagascar, des archéologues découvrent une épave de navire pirate et les traces de leur campement.

**21.45** La véritable histoire des pirates

L'essentiel du dimanche

**TF1 21.10 Super Mario Bros, le film**

Film. Animation. EU/Jap. 2023. Réal. : Aaron Horvath, Michael Jelenic, Pierre Leduc, Fabien Polack. 1h32. Inédit. Les aventures de deux frères plombiers, entraînés malgré eux dans un royaume où des champignons pullulent et règnent en maîtres absolus.

**france 2 21.10 La famille Bélier**

Film. Comédie. Fra/Blg. 2014. Réal. : Éric Lartigau. 1h36. Avec Louane. Dans sa famille où tout le monde est sourd sauf elle, une adolescente se découvre un don pour le chant. Mais réussir un concours signifie quitter les siens.

**france 3 21.10 Mystères au paradis**

Série. Policière. GB. 2025. Saison 3. Avec Kris Marshall. Le fleuve de la discordie. Inédit. Le corps d'un homme est repêché dans le fleuve qui marque la frontière entre le Devon et les Cornouailles, les polices des deux comtés se disputent l'affaire.

**CANAL+ 21.09 Jurassic World : Renaissance**

Film. Fantastique. EU/GB/Mit/Inde/Tai. 2025. Réal. : Gareth Edwards. 2h14. Avec Scarlett Johansson. Sur une île isolée, un groupe de mercenaires se lance dans une expédition périlleuse et délicate afin de tenter de récupérer l'ADN de trois créatures préhistoriques.

**arte 21.00 Spartacus**

Film. Péplum. EU. 1960. Réal. : Stanley Kubrick. 3h04. Avec Kirk Douglas. Spartacus, esclave d'origine thrace, est vendu à Lentulus Batiatus, le riche propriétaire de l'école de gladiateurs de Capoue. Il y subit le dur entraînement des futurs combattants de l'arène, non sans regimber.

**6 21.10 Zone interdite**

Magazine. Prés. : Ophélie Meunier. 2h. Tout plaquer pour une île paradisiaque : rêve ou folie ? Inédit. Certains Français, généralement plutôt jeunes, décident de s'installer dans des endroits paradisiaques comme l'île Maurice, la Thaïlande, Zanzibar ou les Philippines.

**Pour regarder le Figaro TV ?**

Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box

SFR 194 | Orange 118

Free 203 | Bouygues 247

LE FIGAROTV Île-de-France

**SAMEDI**

**19.30** Le Club Le Figaro Idées, débat.

**20.30 INÉDIT : 24<sup>e</sup> édition de la cérémonie du palmarès Best Workplaces**, spectacle.

**22.00 INÉDIT : Conversations chez Lapérouse**, interview présenté par Frédéric Beigbeder.

**22.30** Le Figaro la nuit, magazine.

**DIMANCHE**

**20.00** Chasseurs d'aventures, documentaire.

**21.00 INÉDIT : Le Figaro la nuit**, magazine présenté par Thibaut Gauthier. Avec : Gilbert Montagné.

**21.50** La France de Fourquet, magazine.

**22.00** Histoire de fol - Les grands lieux de chrétienté, documentaire de Ludovic Tac.

MOTS CROISÉS Par Vincent Labbé

**PROBLÈME N° 7196**

**HORIZONTALEMENT**

1. Appliquent un repère temporel. - 2. Os de la ceinture scapulaire. - 3. Passer les menottes. - 4. Signes pour introduire le dialogue. - 5. Avec eux, les murs ont des oreilles. Il n'est pas sans fondement même s'il est devenu rare. - 6. Examen en profondeur. Vieil héritier, en un sens. - 7. Fis l'innocent. Socle pour le drive. - 8. Coups de botte. Parti à droite. - 9. Agis séparément. - 10. Chaîne des Abruzzes. Base d'ascension. - 11. Pris dans les bras. - 12. Mesurasse ses charmes.

**VERTICALEMENT**

1. Se bornent à entonner le chant des partisans. - 2. Rend moins fort. - 3. Pour la pression ou dans la chanson. Rusée sans le montrer. - 4. Armes d'assaut. Terre ou pousse dans la terre, selon le sens. Finale de groupe. - 5. Du vert, de l'orange et surtout beaucoup de rouge. Nomma à un poste important. - 6. Reçoit entre deux portes. Des pêches du Midi. - 7. Il a son heure. Célébré avec beaucoup de pompes. Forme de folie en plein soleil. - 8. Injection de liquide sanguin à fin d'immunisation.

1	2	3	4	5	6	7	8
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							

**SOLUTION DU PROBLÈME N° 7195**

**HORIZONTALEMENT** 1. Carabine. - 2. Otages. - 3. Nénettes. - 4. DRI. Orme. - 5. Om. Hies. - 6. Tolars. - 7. Tiare. Bl. - 8. Iéna. Cot. - 9. Émission. - 10. Ressente. - 11. Ententes. - 12. Stertors.

**VERTICALEMENT** 1. Condotières. - 2. Atermolement. - 3. Rani. Laniste. - 4. Âge. Harasur. - 5. Bétuire. Sent. - 6. Istres. Cinto. - 7. Ems. Booter. - 8. Erse. Fitness.

**LE FIGARO Jeux**

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

SUDOKU RCI JEUX

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9. Chaque jour un peu plus difficile

**GRILLE 5403 FACILE**

		4	2		8	5	1	
9	2		3				6	
8		5		1				3
7			2	8			3	
	1	3			7	9		
4			1	9			6	
6	4		7					2
2	7		5					9
			8	6		5	4	7

**GRILLE 5404 DIFFICILE**

						8	6	
				9	1			
	8	3				7		
7			3			1		
6			9	8	7		3	
2			6			5		
	5	2			1			
				1	5			
						6	8	

**GRILLE 5405 DIABOLIQUE**

3						9		
8								7
	7			3			4	
	2			8			3	
	1			9				5
	9	1	2					
5								8
								4

**LETTRES EN PLUS**

Composez un mot de six lettres avec la lettre en plus.

Il opère en salle

ARGON + C =

Remplir un espace

GRAIN + R =

Gâter l'humeur

ARCHE + F =

Qui n'a rien de profond

TUILE + F =

**LETTRES EN MOINS**

Dans chacun des mots horizontaux, rayez une lettre afin de créer un mot nouveau et reportez cette lettre dans la colonne vide. Vous découvrez alors verticalement le mot mystère.

PROSTRE

RENTRE

APHONIE

FAMILLE

OPALINE

MARBRE

LAISSE

PERLOT

FILEUR

LONGER

SOLUTION DES MOTS MÉLANGÉS

LE MOT À TROUVER EST : FAIBLE

# Laurent Joffrin, chronique d'une famille française



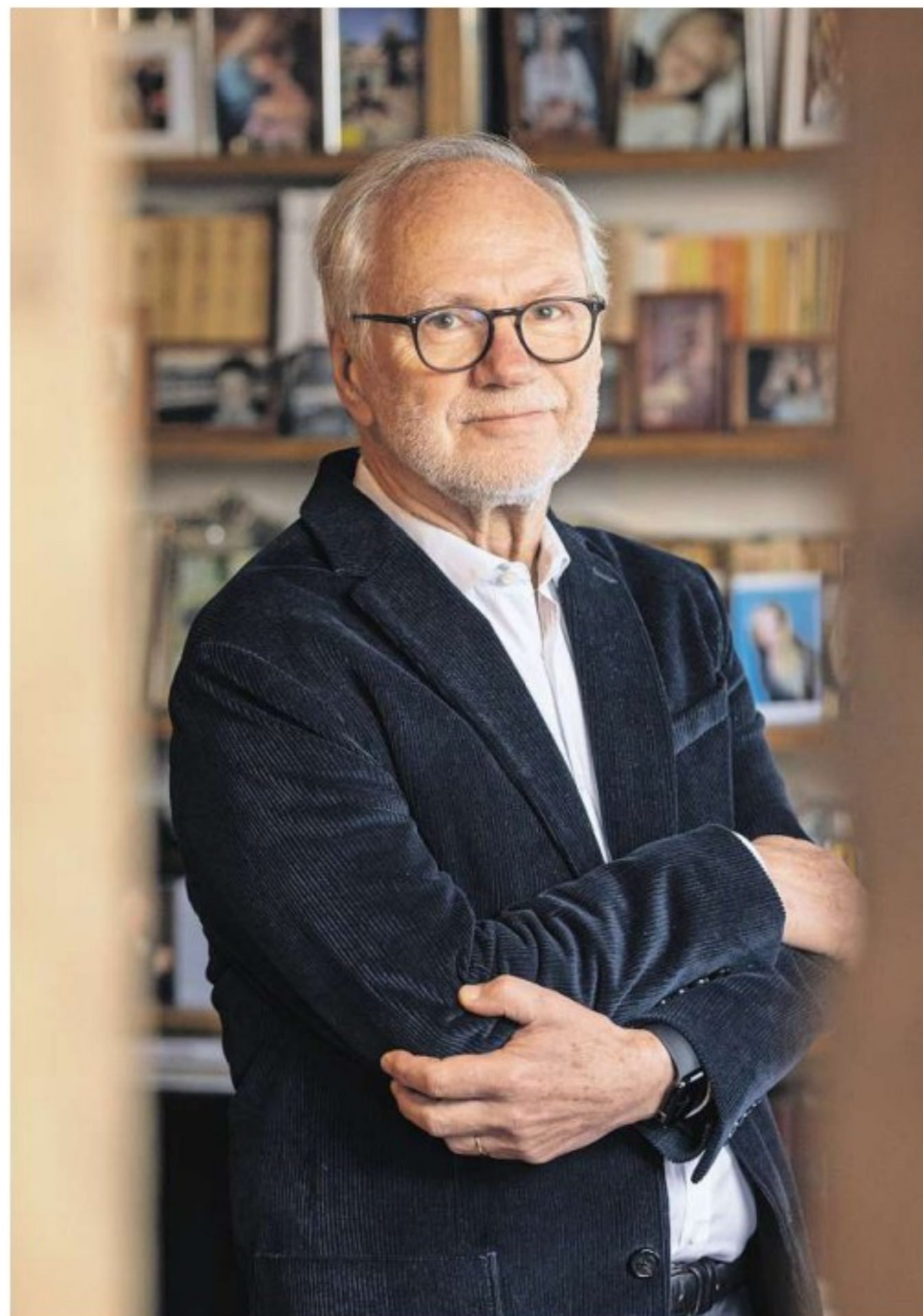
PAR  
Anne Fulda

On connaît le journaliste engagé, ancien directeur de « Libération » et du « Nouvel Observateur » et ami de François Hollande. Dans un livre publié avec sa fille\*, il dévoile les secrets de son enfance : son père, Jean-Pierre Mouchard, ami de Le Pen, son grand-père pétainiste, sa grand-mère gaulliste, le suicide de sa mère lorsqu'il avait 3 ans et demi.

Un père, Jean-Pierre Mouchard, qui a été un ami intime de Jean-Marie Le Pen et a fait fortune dans l'édition. Un grand-père, Louis Mouchard, dit « Tito », qui, après avoir réussi dans l'Indochine française, a été révoqué de l'administration coloniale « pour faits de collaboration ». Un grand-oncle (du côté maternel), Edmond Michelet, déporté à Dachau, héros de la Résistance et ancien ministre dans le gouvernement de Gaulle, à la Libération, dont la demande en béatification est en cours. Une fascination pour Napoléon en particulier et pour l'histoire en général. Churchill comme héros référent. Une enfance privilégiée, matériellement du moins. Une culture littéraire qui lui fait mentionner au fil de la conversation le sujet de la thèse de médecine de Céline sur l'asepsie... Lorsqu'on écoute Laurent Joffrin raconter sa vie et évoquer ses goûts, on peut s'étonner que ce boomer, enfant de 68, soit devenu directeur de la rédaction de *Libération* puis du *Nouvel Observateur*.

L'ancien militant socialiste (qui après avoir milité au PS entre 1971 et 1979 a lancé en 2020 le mouvement Engageons-nous) le sait bien. Et, en nous recevant dans son appartement du 6<sup>e</sup> arrondissement, non loin de l'Odéon, il en sourit volontiers, avec ce petit sourire contenu qui est sa marque. Cette impassibilité apparente, cet air de ne pas y toucher qui peut passer pour de la froideur. Voire une forme de morgue. De surplomb distancé, celle de cette gauche bien-pensante qui a longtemps donné le la dans la presse française.

Cette attitude venant d'un homme qui se définit avant tout comme un social-démocrate est pourtant un bouclier plu-



Laurent Joffrin, le 25 mars, dans son appartement parisien.  
FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

tôt qu'une pause. L'expression d'une « timidité mortelle » qui l'a longtemps poursuivi, mais aussi d'une espèce d'enfermement en lui-même qui peut expliquer cette drôle d'impression à son contact : comme la sensation d'une présence-absence, d'une forme d'indifférence au monde extérieur... Bien plus à l'aise dans le silence que dans l'expression orale, surtout en public, Laurent Mouchard (il a pris le pseudonyme de

Joffrin lorsqu'il a signé sa première pige pour l'AFP et en référence à Jules Joffrin) s'est longtemps consolé avec ce conseil qu'il avait lu, jeune, dans *Le Mémorial de Sainte-Hélène*, et que Napoléon dispensait au prince Eugène, nommé vice-roi d'Italie et totalement inexpérimenté en politique : « Restez silencieux, on vous prêtera des pensées profondes »...

Nous le rencontrons aujourd'hui car le journaliste et romancier vient de publier, avec sa fille, Pauline Delassus, journaliste à *La Tribune du dimanche*, *Les enfants savent*. Un livre intime, une enquête à quatre mains qui revient sur son enfance, l'itinéraire de sa famille. Une famille française avec ses secrets et ses chemins sinueux parfois antagonistes, et dont l'histoire - avec « le Maréchal d'un côté, le Général de l'autre, l'opprobre et la gloire », se confond avec celle de la France.

On s'étonne qu'un homme aussi taieus, qui, depuis sa plus tendre enfance, a appris à garder ses émotions enfouies au plus profond, se soit prêté à cet exercice intimiste et impudique, lui qui reconnaît et regrette que l'on ait « tendance aujourd'hui à exposer constamment ses états d'âme » et à jouer parfois un peu

**« On n'a pas besoin de tout déballer, ni de se complaire dans la lamentation. Il faut regarder vers l'avenir »**

Laurent Joffrin

trop « la corde victimaire » : « On n'a pas besoin de tout déballer ni de se complaire dans la lamentation. Il faut regarder vers l'avenir. » Il dit cela, Laurent Joffrin, mais la première phrase de son livre (« Cet après-midi, ma mère est morte. Elle a fermé les portes et les fenêtres, elle a ouvert le gaz et elle est morte. Est-ce grave ? À trois ans et demi, rien n'est grave, tout est donné, accepté. Je ne suis même pas sûr de mon souvenir »), comme en écho à *L'Étranger* de Camus, éclaire d'une lumière crue son passé et son enfance solitaire, ballottée entre sa grand-mère, très « dévote » et fervente gaulliste, et son père, issu d'une famille pétainiste.

On l'attendait à propos de son père, ce père proche de Jean-Marie Le Pen, ce père auprès de qui il a appris à argumenter en s'opposant, et il évoque sa mère. Sa mère, qui s'est donc donné la mort en 1950 alors qu'elle avait deux enfants en bas âge (Laurent et sa sœur, Christel) et se sentait abandonnée par son mari. Un secret de famille longtemps tu, une réalité effacée qui lui fait revenir les mots de Trenet dans sa chanson *La Folle Plainte* : « Les petits garçons / (...) Sans aucune méfiance / Acceptent tout, pêle-mêle / La vie, la mort, les squares / et les trains électriques... » une

chanson qu'il a apprise par cœur, « dans tous les sens du terme ».

En enquêtant sur les circonstances de ce suicide, Pauline, la fille de Laurent Joffrin et de l'éditrice Sylvie Delassus, découvre que le père et le grand-père de Laurent Joffrin avaient eux aussi vu disparaître leur mère dans leur tendre enfance. « À chaque fois, raconte aujourd'hui Joffrin, il y a eu un gamin de 3 ans qui s'est retrouvé sans mère. » La première a été tuée à coups de fusil, la deuxième est morte en couches d'une fièvre puerpérale. « On ne parlait jamais de ces femmes. On ne connaissait pas leur vie, on ne savait pas ce qu'elles voulaient. Elles ont été effacées de la mémoire familiale. » D'un ton neutre, il précise : « Je ne me plains pas, eux non plus ne se plaignaient pas. Ils ne passaient pas leur temps à se considérer comme des victimes. »

Pas question donc de se lamenter ni de tout « psychologiser » à l'extrême : son tempérament comme son engagement politique. Laurent Joffrin l'assure : s'il est de gauche, ce n'est pas uniquement parce qu'il s'est opposé à la figure du père - avec qui, reconnaît-il, il a été « en bisbille » sur un tas de sujets politiques et autres. Mais parce qu'il a rencontré, comme beaucoup, la gauche en 1968, à 15 ans, au lycée Lavoisier. « Je me suis inscrit au comité d'action lycéen. Je suis allé à la Sorbonne en 1968, à l'Odéon. Tous ces discours me paraissaient à la fois outranciers et irréalistes, mais il y avait quand même l'espoir d'une vie plus libre. C'était surtout la liberté qui était, plus que l'égalité, le sujet, pour moi. Je n'étais pas à plaindre. » Il est vrai qu'à l'époque son père, expert-comptable à l'origine, a fait fortune en lançant une société de vente par correspondance de livres d'histoire, « des collections de livres reliés, en cuir ou en faux cuir, que les gens achetaient pour mettre dans leur salon pour montrer qu'ils avaient de la culture ». La famille habite alors près de la place Saint-Sulpice. Son père roule en Jaguar, acquiert un petit château, en réalité un manoir cossu du XIX<sup>e</sup> siècle, le château de Moncé, et une maison dans le sud de la France.

Le père et le fils qui s'affrontent sur le plan politique n'ont jamais de conversation intime mais ont une passion en commun : celle de l'histoire. « On parlait de politique à travers l'histoire, on évoquait Robespierre, Pétain, de Gaulle ». Et puis, un jour, dans les années 1970, Jean-Pierre Mouchard propose à son fils Laurent, qui aime bien la voile, de l'accompagner pour une croisière de trois jours, en Turquie. « Je te préviens il y aura Le Pen », lui dit-il. Cela n'empêche pas le jeune Joffrin qui a alors une vingtaine d'années d'accepter la proposition. « À l'époque, Le Pen n'avait pas le rôle politique qu'il a acquis plus tard. C'était un marginal, en fait. Un facho marginal. » Il poursuit : « Cette expérience (qui a été immortalisée par une photo, NDLR) a été très utile parce que j'ai vu Jean-Marie Le Pen de près, dans un contexte personnel. » Le journaliste se souvient ainsi que le futur leader du Front national était « drôle, disert, mais aussi brutal, colérique. » « Il était impressionnant, avait beaucoup d'histoires à raconter, avait déjà eu une vie assez remplie » et lisait un livre témoignage sur les camps... celui de Faurisson. Joffrin a surtout gardé en mémoire « son antisémitisme hallucinant, compulsif, permanent » (« Ce n'était pas les années 1930, mais, par exemple, dans une tablée, il comptait les Juifs »). L'ancien directeur de *Libé* insiste : « Il faut appeler les choses par leur nom. Il était raciste. Il avait établi une hiérarchie des races, sur le thème "les Arabes ne comprennent que la force, les Noirs sont de grands enfants et les Juifs sont partout". »

Revenu à une forme de journalisme engagé, avec son *Libre Journal* en ligne, Laurent Joffrin assure qu'il a aujourd'hui « les mêmes idées depuis (ses) 15 ans ». On s'étonne, il précise en se marrant : « J'ai toujours été pour la gauche réformiste et pour le socialisme démocratique. Dès Mai 68. » Toujours passionné par l'actualité, il a scruté de près les résultats des élections municipales et notamment les scores de LFI. « C'est paradoxal, parce qu'on a fini par être content de voir un mec de droite gagner, mais au moins la leçon est à peu près claire. La gauche radicale ne mène à rien. Ce qui est exactement la réflexion que je m'étais faite en allant écouter ces mois-tes en 1968. C'est une impasse. » ■  
\* « Les enfants savent », de Pauline Delassus et Laurent Joffrin, Grasset.

"UN INSPIRANT RÉCIT D'ÉMANCIPATION CHABROLIEN"  
MADAME FIGARO

CANDICE ZACCAGNINO ET OLIVIER AKNIN PRÉSENTENT

MÉLANIE THIERRY  
ÉRIC CARAVACA

SÉLECTION OFFICIELLE  
FESTIVAL FFA  
2025

# LA FEMME DE

UN FILM DE DAVID ROUX

ARNAUD VALOIS  
JÉRÔME DESCHAMPS

AVEC LA PARTICIPATION DE  
JÉRÉMIE RENIER

SCÉNARIO DAVID ROUX ET GAËLLE MACÉ,  
D'APRÈS LE ROMAN "SON NOM D'AVANT"  
DE HÉLÈNE LENOIR PUBLIÉ AUX ÉDITIONS DE MINUIT

**AU CINÉMA LE 8 AVRIL**

CINE+ OCS madame jour2fête FRENCH MANIA Sofilm Télérama Le Parisien